

# programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

## SOMMAIRE

- **Chine : la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire . . . . .** 1
- **Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938) . . . . .** 11
- **Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet » (II) . . . . .** 37
- **Cours de l'impérialisme mondial . . . . .** 75

## CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI

*la revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.*

# Chine : la révolution bourgeoise a été faite, la révolution prolétarienne reste à faire

Se référant d'une part aux aléas de la Russie post-révolutionnaire après 1926, dans cette phase à laquelle Staline a laissé son nom et qui mérite d'être qualifiée de *bourgeoise* non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan politique (1), et d'autre part à la révolution démocratique bourgeoise qui venait de triompher en Chine sous le drapeau de Mao, un de nos textes de parti disait en 1953 :

*« La révolution bourgeoise en Chine est venue à son heure dans son aire continentale, comme la révolution française. »*

*« La révolution capitaliste russe s'est produite en retard par rapport à l'histoire de son aire continentale : elle a brûlé les étapes en parvenant au capitalisme d'Etat. »*

*« Aucune des deux n'est socialiste. Toutes deux tissent le linceul du capitalisme mondial » (2).*

Ce passage suffira-t-il à ouvrir les yeux de tous ceux qui croient voir une contradiction insoluble entre notre opposition résolue à la structure économique et sociale née de la « révolution maoïste », ainsi qu'à sa superstructure idéologique, et notamment au soi-disant « marxisme-léninisme » dont Pékin se pare impudemment (tout comme

---

(1) La révolution *politiquement* prolétarienne d'Octobre savait qu'elle devait mener à bien des tâches *économiques* bourgeoises : il aura fallu la contre-révolution stalinienne pour lui faire perdre ses caractères *politiques* prolétariens et communistes.

(2) *Stalin-Malenkov : toppa, non tappa* [Staline-Malenkov : un rapiéçage, non une étape], article publié dans le n° 6 de notre bimensuel en langue italienne *Il Programma Comunista*.

au faux « bolchévisme » impudemment revendiqué par Moscou), et ce qu'ils nomment textuellement notre « ouverture vers la révolution chinoise considérée pourtant comme ouvertement bourgeoise » ? Pourront-ils jamais comprendre comment et pourquoi le *Manifeste* de Marx et Engels est un hymne à la bourgeoisie dans la mesure où elle révolutionne tous les rapports économiques, sociaux et politiques des époques antérieures, où elle suscite des forces productives gigantesques jusque-là emprisonnées dans un carcan dépassé ; et *en même temps et à plus forte raison* une déclaration de guerre à mort à la bourgeoisie de la part de la plus importante des forces productives qu'elle ait fait naître, l'armée des travailleurs salariés, la classe de ses fossoyeurs prolétariens ? Ou plutôt, pour reprendre les termes d'un de nos textes de parti, pourront-ils jamais comprendre comment et pourquoi, dans la conception marxiste, « *la condition centrale pour que le socialisme triomphe est le capitalisme lui-même, même si le parti révolutionnaire, dès sa première apparition, mène contre lui une guerre acharnée et, au fur et à mesure que le rapport des forces le permet, gravit les échelons qui vont de la critique scientifique à l'opposition de principe, à la polémique politique et à l'insurrection armée* » (3) ?

C'est précisément la raison pour laquelle le *Manifeste* assigne au parti communiste, dans une Allemagne non encore libérée des chaînes précapitalistes (et comme le fera plus tard Lénine en Russie), la tâche de « *lutter ensemble avec la bourgeoisie toutes les fois qu'elle prend une position révolutionnaire contre la monarchie absolue, contre la propriété foncière féodale et contre la petite-bourgeoisie réactionnaire* » et, *en même temps*, la tâche encore plus impérative de ne pas « *cesser un seul instant de développer chez les ouvriers la conscience la plus claire possible de l'antagonisme et de l'hostilité entre la bourgeoisie et le prolétariat, afin que les ouvriers allemands soient en mesure d'utiliser immédiatement comme autant d'armes contre la bourgeoisie les conditions sociales et politiques que la bourgeoisie doit introduire en même temps qu'elle impose sa domination* ».

De la même manière, la contre-révolution stalinienne de 1926-27 ayant détruit l'organisation, la théorie et le programme du mouvement prolétarien et ayant de ce fait rendu impossible l'apport décisif des mouvements prolétariens d'Occident aux révolutions populaires et plébéiennes d'Orient, les marxistes que nous sommes reconnaissons que « *dans les pays d'Asie où domine encore l'économie agraire de type patriarcal et féodal* », même « *la lutte politique des « quatre classes » est un facteur de victoire dans la lutte communiste internationale,*

---

(3) « Les perspectives de l'après-guerre en relation avec la plate-forme du Parti », *Prometeo*, n° 3, 1946 ; repris dans *Per l'organica sistemazione dei principi comunisti*, Editions *Il Programma Comunista*, Milan, 1973, p. 151.

même quand elle aboutit dans l'immédiat à l'instauration de pouvoirs nationaux et bourgeois : tant par la formation de nouvelles aires où seront à l'ordre du jour les revendications socialistes, que par les coups que ces insurrections et ces révoltes portent à l'impérialisme euro-américain » (4). Mais cette reconnaissance ne signifie pas et ne pourra jamais signifier la renonciation à notre propre position indépendante de parti, l'abjuration de l'antagonisme irréductible entre les deux classes fondamentales de la société moderne, et l'adoption des bases programmatiques et tactiques de l'ignoble *interclassisme* qui fait la trame de l'idéologie maoïste, que nous dénonçons et ne cesserons jamais de dénoncer parce qu'elle est justement l'idéologie d'une révolution nationale *bourgeoise* !

L'affranchissement du joug impérialiste, la liquidation du fardeau du féodalisme, la construction, à partir de ce qui n'était qu'une colonie ou une semi-colonie du capital mondial, d'une Chine unifiée et indépendante, la création d'un marché national unitaire, le bouleversement du réseau millénaire des rapports économiques et sociaux dans les campagnes, l'édification des bases de l'extension dans un pays immense de l'industrie moderne : voilà le côté *révolutionnaire*, bien que révolutionnaire *bourgeois*, du maoïsme.

Mais le maoïsme a prétendu au XVIII<sup>e</sup> congrès du P.C. chinois (1956) que « la dictature démocratique du peuple » (comprenez : le pouvoir révolutionnaire bourgeois) exprimait les intérêts et les aspirations de « tous » les citoyens de la République, sans tenir compte de leur appartenance à telle ou telle classe — une prétention commune à toutes les bourgeoisies mais que le marxisme rejette ; il a même prétendu qu'elle était « devenue *en substance* [!] une des formes de la dictature du prolétariat », avant d'en faire, dans la constitution de 1974, la « dictature du prolétariat » tout court, et même le premier stade du communisme ; il a lancé au monde, en guise de remise à jour du marxisme et d'étendard pour mener la classe des salariés industriels et agricoles à la victoire, tout le bagage démocratique, gradualiste, pacifiste, coexistentialiste et mercantile que toute révolution bourgeoise plus ou moins conséquente traîne avec elle : c'est là son côté incurablement *contre-révolutionnaire*.

La classe ouvrière incarnée et dirigée par son parti révolutionnaire n'a jamais hésité, tout en sachant qu'elle devrait y laisser non seulement sa sueur mais son sang, à saluer et à appuyer les résultats historiquement nécessaires des révolutions bourgeoises, même incomplètes comme toutes celles où le prolétariat n'a pu matériellement jouer un rôle dominant. Mais elle n'a jamais accepté pour autant de « retomber au rang de simple annexe de la démocratie bourgeoise

---

(4) *Les révolutions multiples*, texte de 1953 reproduit dans *Le Prolétaire* n° 164, 7 janvier 1974.

officielle » et de renoncer à assumer et à défendre jusqu'au bout « une position indépendante de parti, sans laisser les tirades hypocrites des petits-bourgeois démocratiques [et les sentences de la « pensée maotse-toung » ne sont rien d'autre] leur faire perdre de vue un seul instant l'organisation autonome du parti du prolétariat », qui avance comme son cri de guerre propre le mot d'ordre de la « révolution en permanence » (5).

Voilà donc percé à jour le mystère de l' « ambivalence » de notre jugement sur la révolution chinoise — sauf, évidemment, aux yeux de ceux pour qui *le marxisme tout entier* est un mystère...

Cependant, comme l'indique le passage de notre texte de 1953 cité au début, pour rendre compte du *présent* de la révolution chinoise, il ne suffit pas de reconnaître qu'elle a été et est une révolution bourgeoise, la plus grande sans aucun doute de cet après-guerre, une révolution aux origines sociales bien définies par le culte de l'individu *démiurge*, du personnage *créateur* de l'histoire au lieu d'en être l'instrument. Il faut ajouter que l'action conjuguée du fléau réactionnaire du Kuomintang de Tchiang Kaï-chek et de la peste de l'opportunisme stalinien, avec cette théorie des « révolutions par étapes » que les « grands chefs » du maoïsme ont adoptée en 1926-27 pour ne plus jamais la renier, a mis le mouvement social en Chine dans l'impossibilité d'emprunter la voie — qui, dans la conjoncture internationale d'il y a cinquante ans, pouvait être *brève* — d'une révolution démocratique bourgeoise *menée jusqu'au bout et jusqu'à la transcroissance en révolution prolétarienne* ; et qu'après le bain de sang de 1926-27, le plus épouvantable que la bourgeoisie puisse dans toute son histoire se vanter d'avoir infligé aux ouvriers et aux paysans accourus pour la soutenir contre l'Ancien Régime, le mouvement social a dû dans les années 30 reprendre le chemin en partant « des profondeurs de la Chine rurale », de la périphérie économique et politique, et suivre la voie tortueuse, la *longue*, l'interminable marche de la « révolution paysanne », pour n'aboutir aux grandes villes et à leur nœud central, Pékin, qu'après une complexe manœuvre d'approche. Il en est résulté que la « République populaire » et le « pouvoir de tout le peuple » enfin instaurés (6) se sont vus inévitablement interdite la possibilité de s'ériger sur la base d'une *grande* agriculture, et à plus forte raison d'une *grande* industrie moderne basée sur une accumulation massive et intensive du capital dans la campagne. Ils ont dû s'édifier sur la base d'une agriculture microscopique, parcellaire, et donc arriérée,

(5) Marx-Engels, *Adresse du Comité Central à la Ligue des Communistes*, 1850. Seul l'incurable crétinisme gauchiste peut assimiler ce cri de guerre à... l'impératif moral maoïste de la « révolution ininterrompue » qui se fixe pour objectif de « promouvoir la production » dans une lutte incessante pour brûler les étapes conduisant au capitalisme d'Etat.

(6) Non sans les hésitations, les compromis, les craintes et, souvent, les abandons *propres à tout mouvement petit-bourgeois, même révolutionnaire* : voir à ce sujet la série d'articles sur *Le mouvement social en Chine* publiés dans *Programme communiste*, nos 28 à 35.

bien que protégée dans sa structure fragile par l'existence d'un pouvoir central fort et unitaire débarrassé aussi bien de la pieuvre de la domination impérialiste que du provincialisme écrasant des seigneurs de la guerre, et en mesure ainsi d'assurer, comme il le fait en Chine depuis des millénaires, les conditions *matérielles* de survie pour la petite et toute petite entreprise rurale par la régulation et le contrôle des cours d'eau dans un système capillaire et hautement « organique » d'irrigation générale.

Ils ont pu le faire en tirant d'un sommeil séculaire et en projetant dans l'arène de l'histoire de gigantesques masses paysannes et même prolétariennes, entraînant même des couches non négligeables de « bourgeoisie utile »(7). Ainsi, ils ont donné *le signal* du développement accéléré des forces productives d'une part, de la transformation de la Chine semi-coloniale en grande puissance d'autre part. Mais ils n'ont pas dépassé — ce n'était possible qu'à travers un cours accidenté dont n'ont été jusqu'ici franchies que *quelques* étapes fondamentales — la *première* phase de toutes les révolutions bourgeoises, celle que l'on peut définir, toutes proportions gardées pour l'Orient (voir le texte de 1953), comme la phase « française » par opposition à la « russe » : l'instauration de la petite propriété et de la petite exploitation paysanne bornée par l'horizon de l'auto-suffisance, avec sa défense acharnée, mais désespérée parce qu'*impossible* à la longue, d'un idéal autarcique au niveau périphérique et central, avec tous les effets secondaires que cela *devait* avoir sur les destinées de cet immense pays enfin libre et unifié. C'est là le secret des convulsions qui secouent périodiquement la Chine contemporaine, *dans le cadre même de sa transformation capitaliste*.

De la phase de (prudente) « répartition du sol » de 1949-1953 jusqu'à celle de la soi-disant « collectivisation », avec ses équipes d'entraide mutuelle et ses petites et moyennes coopératives agricoles entre 1953 et 1958 ; de la phase du regroupement régional des coopératives agricoles en communes élevées au rang d' « unités sociales de base de la société communiste » et combinant la micro-agriculture avec la micro-industrie, voire... la micro-sidérurgie, jusqu'à l'aveu ouvert, en 1962, de l'échec de l'effort surhumain entrepris pour accumuler dans les campagnes du capital à un niveau suffisant pour donner l'essor à la grande industrie ; et jusqu'aux vicissitudes ultérieures (révolution culturelle y compris, n'en déplaise aux « gauchistes ») de ce qu'on pourrait définir comme l'idéalisation à la façon du

---

(7) « Utile » dans la mesure où, à la différence de la Russie pré-révolutionnaire, ses ailes les plus avancées, réduites en nombre mais non dépourvues de vigueur, avaient pour bagage une tradition appréciable de culture, et le fait d'avoir dès 1911-1912 « lutté avec beaucoup de courage, les armes à la main, contre le féodalisme et le despotisme central et périphérique » (Cf. notre *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi*, Editions *Il Programma Comunista*, Milan, 1976, pp. 446 sq.).

« socialisme petit-bourgeois » d'un capitalisme rétrograde dans le domaine agraire (et *a fortiori* industriel), mais soucieux de surmonter sa propre arriération en « comptant sur ses propres forces », c'est-à-dire en tendant jusqu'à les rompre les énergies des travailleurs des usines et des campagnes ; d'un bout à l'autre, l'histoire de l'évolution *capitaliste* de la Chine post-révolutionnaire n'est que l'histoire des contradictions inscrites dans sa base matérielle de départ. Contradictions entre la petite agriculture familiale et la poussée irrésistible vers l'industrialisation. Contradictions entre la nécessité objective de dépasser la *première* phase du bouleversement bourgeois des rapports économiques et sociaux dans les campagnes pour se lancer dans la *seconde*, celle de l'expropriation et de la concentration des entreprises rurales (clef de voûte d'un *véritable et décisif* « bond en avant » en direction *au moins* du capitalisme d'Etat russe, aussi hybride qu'il soit, du kolkhose, aussi arriéré qu'il puisse être, et de la *grande* agriculture), et la farouche résistance du petit paysan contre ce processus *irréversible*.

Contradiction entre les myriades d'économies locales d'auto-consommation et l'irruption des échanges mercantiles sur une échelle croissante entre ces unités économiques et entre la ville et la campagne. Contradictions entre les composantes du bloc fictif de plusieurs classes, entre la grande et moyenne bourgeoisie naissant du tissu même de la micro-agriculture et la petite bourgeoisie (et mini-petite bourgeoisie) rurale, et entre ces classes et demi-classes et le prolétariat. Contradictions entre l'intégration progressive de la Chine dans le marché mondial et dans le « concert » (à plusieurs voix et sans chef d'orchestre) des nations, et la tentative de se protéger derrière le bouclier d'une auto-suffisance poursuivie en vain (8). Contradictions entre l'irrésistible poussée en direction de l'« ouverture vers l'extérieur » et la tendance — de plus en plus faible — à la « fermeture sur soi ».

C'est ce jeu de contradictions sans cesse renaissantes qui explique les avancées et les reculs, *tous* ponctués de catastrophes non pas naturelles mais sociales et économiques, de la « Chine populaire » ; et seul le « romantisme » idéaliste et petit-bourgeois de Mao pouvait espérer le résoudre sur le terrain de la « conscience », de la pédagogie politique et des « lumières » idéologiques, en les fondant, puisque soi-disant « non-antagoniques », dans l'harmonie supérieure du « peuple tout entier ». C'est ce jeu de contradictions qui explique les luttes périodiques entre factions rivales, l'apparition sur la scène et la disparition de « chefs historiques » soudain transformés en déviationnistes de droite et de gauche. C'est le reflet de ces contradictions « au sein du peuple »

(8) La tentative a sans doute trouvé une impulsion dans la dure expérience de l'avarice avec laquelle l'U.R.S.S. a concédé son « aide » à la République « sœur », engagée dans un effort d'industrialisation et de modernisation *analogue* (mais bien plus épuisant) à celui des plans quinquennaux staliniens : ce n'est là qu'une des ironies de l'histoire pour qui croyait et croit encore au « socialisme » russe ou chinois.

— donc au sein d'un régime qui s'avoue, derrière son masque, incontestablement bourgeois — qui explique les mises à jour continuelles d'une pensée qui se fonde cependant toujours sur les bases *immuables* d'un populisme interclassiste. C'est le débordement de ces contradictions sur la scène mondiale qui donne la clef d'une politique extérieure destinée à « surprendre » et à « désorienter » chaque fois davantage le troupeau bariolé mais amorphe des fausses « gauches » ; et qui explique en même temps l'apparent paradoxe d'une Chine qui, parce qu'elle s'est rendue indépendante et s'est lancée sur la voie du dépassement de sa propre arriération historique, est prise pour modèle par les détachement avancés des peuples du tiers-monde au moment même où, loin de déclarer la guerre aux métropoles impérialistes, elle prône — comme le prônait déjà la célèbre *Lettre en 25 points* de 1963, restée la Bible du maoïsme — les « principes » de l'égalité complète entre les Etats, du respect de leur *intégrité* territoriale, de leur *souveraineté* et de leur *indépendance*, de la *non-ingérence* dans les affaires d'autrui, du développement « mutuellement avantageux » des échanges, et, enfin, de la « *paix universelle* », en premier lieu avec l'ancien « tigre de papier », l'impérialisme américain, et par conséquence logique, avec l'*ennemi héréditaire japonais*. C'est aussi le jeu de ces contradictions qui explique le paradoxe non moins apparent d'une politique extérieure qui, à la consternation des « gauchistes » de tout poil, mise toutes les cartes de l'« anti-impérialisme » sur les régimes les plus conservateurs d'Asie et sur une Europe unie sous le bouclier yankee contre l'U.R.S.S.

C'est sur la toile de fond de ces mêmes contradictions que le reflet idéologique renversé du heurt des forces *matérielles* projetée, depuis la mort de Mao, le sordide film à scandale de la lutte entre Hua Kuo-feng et la énième « clique » de Shanghai, n'hésitant pas à tirer cyniquement de l'arsenal d'un passé barbare les mythes de la femme-serpent, de l'ange déchu, du héros transformé en grelin (9), pour cacher sous le voile de « conjurations de palais » et même de secrets d'alcôve la dure réalité des antagonismes sans cesse renaissants du mode de

---

(9) Les révolutions bourgeoises ne seraient pas ce qu'elles sont si elles n'appelaient pas sur la scène, à côté du demiurge qui fait l'histoire, le demiurge qui la défait. Mao comme idéologue de la transformation capitaliste de la Chine ne fait pas exception à la règle : il a bien théorisé la persistance des « classes » et de leurs oppositions dans la phase qu'il n'hésitait cependant pas à nommer « passage au socialisme », mais comme *des faits de la superstructure*, de la « pensée » ou même de la « mentalité ». Il ne faut donc pas s'étonner si dans son « marxisme » qui marche sur la tête, ce sont les orthodoxes, ou plutôt les « bons », qui créent en tant qu'individus le socialisme, et les hétérodoxes, ou plutôt les « méchants », qui réintroduisent ou s'efforcent de réintroduire le capitalisme, toujours en tant qu'individus : en somme deux styles de... comportement personnel, honnête ou malhonnête, économe ou dissipateur, fidèle à la tradition nationale vierge et sans tache, ou ouvert aux séductions corruptrices d'un monde étranger. Les épigones ne font aujourd'hui que prolonger, en le tournant en farce macabre, l'héritage du Père de la Patrie.

production capitaliste qui se fraie péniblement une voie dans les convulsions.

La révolution chinoise a été capitaliste, *mais elle a eu lieu*. Parvenue à la phase de sa *difficile consolidation*, la Chine s'est intégrée et s'intègre toujours davantage comme grande puissance (même si c'est en sourdine) dans le système mondial des Etats, elle a son siège à l'O.N.U., elle voit toutes les huiles du monde bourgeois s'agenouiller respectueusement devant la dépouille mortelle de son grand timonier, et les *businessmen* les plus rapaces accourir à Pékin à la chasse aux affaires. L'écheveau de ses contradictions internes ne sera démêlé par aucune « pensée », mais par la double pression du *marché mondial* et de l'*accumulation du capital* dans ses campagnes et dans ses villes. Et ce dénouement dans le sens du *grand capitalisme* ne se produira pas sous le signe de développements pacifiques, mais s'accompagnera de nouvelles et puissantes secousses dans le sous-sol social. Ce sera là l'après-Mao dont les politicologues bourgeois ont cherché désespérément le secret, au lendemain de la mort du grand timonier, dans l'ordre de succession hiérarchique de possibles « dauphins », et le cherchent aujourd'hui dans les destinées du nouveau « groupe au pouvoir » ; et c'est sur cet *après*, en tous points cohérent avec l'*avant*, que se greffera la lutte de classe indépendante du prolétariat chinois, appelé à venger l'hécatombe de 1926-27 dans le feu de la révolution communiste.

Que le gigantesque cycle révolutionnaire bourgeois en Extrême-Orient se soit paré et continue à se parer des couleurs du socialisme est si peu étrange et si peu mystérieux pour le marxisme qu'en 1920 déjà, alors que le réveil de l'Asie se teintait de lueurs d'incendie, les thèses de la III<sup>e</sup> Internationale sur la question nationale et coloniale proclamaient la nécessité d'une « *lutte résolue contre la tentative de revêtir des couleurs communistes les mouvements de libération non réellement communistes des pays arriérés* » (tentative mille fois répétée dans les années 20 par le parti de Sun Yat-sen et de Tchiang Kaï-chek, et logiquement reprise par son successeur déclaré, le Parti Communiste Chinois de Mao). Que ce cycle se prolonge non seulement en une *intégration croissante au marché mondial*, mais en une *insertion accélérée dans l'orbite du capitalisme euro-américain* était si peu imprévisible que, dans le même article de 1953, nous écrivions : « *Si la Chine sortie de la révolution cherche comment accélérer sa marche vers le capitalisme privé, qu'elle ne peut encore rassembler en un bloc unique manœuvré par un gouvernement militaire de fer, comme a pu le faire la Russie, ce sera sur les économies d'Occident qu'elle devra s'appuyer* ».

La révolution *prolétarienne et communiste* chinoise *devra avoir lieu* et elle sera *mondiale*. Loin de se réclamer de la « pensée » de Staline ou de ses héritiers plus ou moins dégénérés, ou de la « pensée »

de Mao ou de ses dauphins plus ou moins orthodoxes, elle les jettera au rebut parmi les outils périmés d'une sombre préhistoire. Mais elle le fera au cri de « Bien creusé, vieille taupe ! ». Les révolutions qui se sont sottement parées de ces deux noms et nourries du sang prolétarien et plébéien répandu sans pitié *créent en effet jour après jour*, nul ne peut l'empêcher, l'armée des prolétaires industriels et agricoles qui jettera au rebut non seulement ces dérisoires bannières idéologiques, mais tout un mode de production et toute la société fondée sur ses bases ; elles *créent jour après jour* les conditions matérielles de la bataille gigantesque que cette armée aura à livrer, et de son éclatante victoire, ouvrant dès à présent un champ immense à la dure tâche de reconstruction du parti de classe après les dévastations accomplies par l'opportunisme.

C'est en cela, *et en cela seulement*, que réside la justification historique de ces révolutions : dans le fait que, sans le savoir, et *a fortiori* sans le vouloir, elle creusent leur propre tombe.

C'est l'oraison funèbre que nous dédions à Mao.

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

*Dans ses numéros les plus récents, « Le Prolétaire » a notamment publié des articles sur les sujets suivants (le chiffre entre parenthèses indique le numéro du journal) :*

- ◆ **Face à l'offensive capitaliste**
  - Défense du salaire et non de l'économie nationale (226)
  - Contre le front uni bourgeoisie-opportunisme : front de classe prolétarien ! (231)
- ◆ **La méthode de la lutte de classe**
  - Antifascisme démocratique ou autodéfense ouvrière ? (225)
  - Face à l'impérialisme : action de classe et non action démocratique ! (230)
- ◆ **Luttes revendicatives et syndicats**
  - Contre le travail de nuit (228, 231)
  - Les 40 heures, 40 ans après (230)
  - Chasse aux sorcières dans les syndicats (231)
- ◆ **Solidarité avec les luttes anti-impérialistes**
  - Dans le bague sud-africain du capitalisme mondial (228-229)
  - La véritable solidarité avec le Liban et l'Afrique du Sud (231)
- ◆ **Hier et aujourd'hui**
  - Du Liban à l'Afrique du Sud et à l'Europe : les conséquences catastrophiques de la contre-révolution stalinienne (226)
  - Les leçons du Front populaire (1936) (227, 228)
- ◆ **Dans le monde**
  - En Italie, après les élections (226)
  - Argentine : une sonnette d'alarme (231)
- ◆ **Critique politique et théorique**
  - Sur la question de la dictature du prolétariat (225)
  - L'extrême-gauche prise au piège du féminisme (226)
  - La L.C.R. et le gouvernement P.C.-P.S. (227, 228, 229)
  - A propos de l'« unité populaire » et du P.C.R. (ml) : le « peuple en général », qui est-ce ? (230)

*Le numéro : 1,50 F. Abonnement annuel : 30 F ; pli fermé : 44 F. Commandes aux Editions Programme, 20, rue Jean-Bouton, Paris 12<sup>e</sup>. Distribué par les NMPP.*

# Le tournant des Fronts populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi (1934-1938)

Les héritiers de Staline abandonnent aujourd'hui la façade théorique de la dictature du prolétariat et de l'internationalisme pour avouer enfin jusque sur le plan de la théorie leur capitulation pratique devant l'ordre bourgeois et impérialiste. Mais les mythes qui ont accompagné leur longue série de renoncements, les constructions et les justifications théoriques dont ils ont couvert leurs trahisons successives, conservent un tel poids matériel que souvent, les courants nés en réaction à l'évolution du stalinisme prétendent les utiliser comme armes contre les capitulations ouvertes d'aujourd'hui. C'est le cas en particulier de la « tactique » des *Fronts populaires*, cette désastreuse illusion dont la mystique est partagée par tout l'éventail des courants immédiatistes et amplifiée par leur convergence : du stalinisme aux couleurs maoïstes, qui voit dans l'alternance des tactiques de « classe contre classe » et des « Fronts populaires » le *nec plus ultra* de la lutte révolutionnaire, au spontanéisme activiste qui attend du mouvement des masses la révélation des voies de la révolution, en passant par les diverses variantes du trotskysme, qui, lorsqu'elles condamnent les « Fronts populaires », ne le font que dans la mesure où ils contiennent des « ministres bourgeois », en leur opposant le front unique du stalinisme et de la social-démocratie — comme si ce n'était pas là précisément l'essence des Fronts populaires.

Mettre à nu la fonction réelle de ces derniers est donc de la plus grande importance pour permettre aux militants qui cherchent la voie de la révolution prolétarienne de renouer avec le véritable communisme, antidémocratique et internationaliste, celui de Marx et de Lénine.

Dans la succession des tournants d'une Internationale dégénérée dont les oscillations devenaient de plus en plus amples et catastrophiques, au tournant « à gauche » des années 1928-1932 (caractérisé par la tactique de « classe contre classe ») devait nécessairement succéder un nouveau virage « à droite ». Effectué à partir de 1934 par l'Internationale stalinisée, le tournant des « Fronts populaires » consistait à inviter le prolétariat à défendre la démocratie, c'est-à-dire à collaborer avec les forces et les institutions démocratiques contre le fascisme, sur le plan intérieur comme sur le plan international. Mais ce tournant fut présenté par ses inventeurs comme un simple changement de *tactique* : le « Front populaire antifasciste » n'était montré, notamment dans sa théorisation au VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale en août 1935, que comme *un moyen* pour combattre le fascisme et la guerre. Comme de bien entendu, le tournant était présenté comme une « étape d'approche » en direction d'une révolution prolétarienne dont on revendiquait toujours en paroles les objectifs finaux ainsi que les méthodes violentes et dictatoriales ; de même, la participation ultérieure à la guerre impérialiste, dont ce tournant constituait la condition politique, fut-elle « justifié » par les besoins de la défense de la révolution russe et de l'internationalisme prolétarien.

En réalité il n'était pas difficile, pour les rares militants qui restaient encore sur le terrain marxiste, de montrer que non seulement la défense de la démocratie *ne garantit nullement contre le fascisme* mais encore que les partis qui tombent dans cette illusion *doivent nécessairement se faire les défenseurs de l'Etat bourgeois contre le prolétariat*. La tragédie du prolétariat espagnol devait hélas le confirmer à brève échéance. Il n'était pas difficile non plus, pour qui s'en tenait fermement aux principes, de montrer que le fait d'attribuer au fascisme la « responsabilité » de la guerre impérialiste donnait le signal du passage dans un des camps impérialistes de la future guerre mondiale.

La première partie de cette étude analysera la théorisation des « Fronts populaires antifascistes » telle qu'elle fut présentée au VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste en août 1935, ainsi que les causes historiques de l'alignement de l'ensemble des partis stalinisés sur l'ordre établi international. La deuxième partie (qui sera publiée dans le prochain numéro de cette revue) sera consacrée à l'analyse de l'opposition et de la convergence entre la méthode fasciste et la méthode démocratique à la lumière des événements européens de la période 1934-1938, ainsi qu'à l'inventaire de la contribution que le stalinisme a apportée, notamment avec le VII<sup>e</sup> Congrès de Moscou, à la panoplie de la méthode démocratique de conservation sociale.

## 1 - Le VII<sup>e</sup> Congrès de l'IC (1935) et l'alignement du stalinisme sur la social-démocratie

### Une curieuse « définition » du fascisme

En décembre 1934, le XIII<sup>e</sup> Exécutif de l'Internationale stalinisée avait caractérisé le fascisme comme « *la dictature terroriste, ouverte, des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier* » (1). Une telle définition est de nature à provoquer la plus grande confusion. Il est exact que le fascisme est une « dictature ouverte », mais c'est bien là le seul élément juste de cette prétendue définition. Que viennent par contre y faire les secteurs « les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier » ? La démocratie se serait-elle par hasard montrée moins chauvine et moins impérialiste que le fascisme ? Les modèles de l'impérialisme et du chauvinisme ne resteront-ils pas à tout jamais les démocraties anglaise, française et américaine ? En fait, une telle caractérisation passe sous silence un fait extrêmement désagréable à tous les démocrates, à savoir que la démocratie moderne et le fascisme ne sont que *deux formes du capitalisme impérialiste*, deux formes qui du reste ne sont pas choisies en vertu d'un libre arbitre politique mais s'imposent dans des conditions historiques différentes.

On peut néanmoins, en un sens, établir une différence entre ces deux formes dans leur rapport avec l'impérialisme : si la forme démocratique a fourni l'enveloppe politique la mieux adaptée au capitalisme libéral adulte, le fascisme, lui, a constitué l'enveloppe la mieux adaptée au capitalisme impérialiste et sénile, car il a réalisé à fond *la tendance à la concentration du pouvoir politique* qui correspond à la centralisation de l'économie par le capital financier. Mais

---

(1) *Le fascisme, le danger de guerre et les tâches des partis communistes*, Bureau d'éditions, Paris, 1934, p. 6.

il ne faudrait pas tirer de cette différence de conclusion absolue : de la même manière que le capitalisme libéral a pu utiliser à son profit exclusif la monarchie, l'impérialisme a su, à son tour, tirer le meilleur parti de la démocratie et la faire répondre, elle aussi, aux besoins profonds de la concentration du capital financier (2), comme le montre le caractère de plus en plus « blindé » que prend la démocratie du deuxième après-guerre, cette véritable *héritière* du fascisme pourtant vaincu.

Il va sans dire que de telles considérations sont tout à fait étrangères à la « définition » du fascisme donnée par le stalinisme. Sinon ce dernier ne pourrait pas se permettre de dire comme il le fait que le fascisme est la politique « la plus réactionnaire » du capital financier : il devrait reconnaître avec nous qu'elle est au contraire « la plus progressive », sur le plan économique s'entend. Mais justement la « définition » ne fait aucune différence entre le plan économique et le plan politique. Or si le fascisme a su intégrer le laissez-faire et l'interventionnisme de l'Etat, s'il a su faire la synthèse du libéralisme bourgeois et du réformisme socialiste, c'est bien parce qu'il est, en économie, l'expression la plus adéquate de l'impérialisme, c'est-à-dire du capital à son stade suprême que Lénine considérait, n'en déplaise aux benêts peu enclins à la dialectique, comme « l'antichambre du socialisme ». C'est pour cette raison qu'il est aussi, en politique, la centralisation de toutes les forces, de toutes les ressources de la société bourgeoise contre le prolétariat, qu'il est la synthèse de toutes les formes de domination bourgeoise, qu'il est la forme la plus achevée, la plus conséquente de toute la réaction mobilisée, de « la réaction sur toute la ligne ». Ce qui ne laisse plus au prolétariat d'autre issue que de le *combattre par la révolution communiste* et non par un illusoire « retour à la démocratie ».

La « définition » du fascisme donnée au XIII<sup>e</sup> Exécutif est la clef de voûte de toute la justification théorique du tournant du stalinisme dont une première mouture était élaborée par Dimitrov à la fin de 1934 dans les termes suivants :

---

(2) Si l'on veut malgré tout distinguer entre les différents secteurs du capital financier et si l'on considère à cet effet le cas de la France de l'époque, les secteurs les plus « réactionnaires » du capital financier n'étaient-ils pas justement représentés par le radicalisme, qui se nourrissait du caractère usurier du capital financier français développé sur une base industrielle faible et archaïque ? Quant au plus impérialiste, était-ce le secteur lié à la mainmise usuraire sur l'Europe centrale et qui s'en faisait le gendarme, ou le secteur lié aux besoins de la restructuration de l'empire colonial dont le gaullisme se fit plus tard l'expression ? Il est évidemment impossible de répondre à une question qui au plan politique ne se pose que dans la mythologie petite-bourgeoise ; le stalinisme a d'ailleurs résolu le problème en pratique... en s'alliant successivement avec les deux secteurs !

« Le fascisme, représentant les éléments les plus impérialistes, les plus chauvins de la grande bourgeoisie dans sa recherche d'une solution à la crise pour un nouveau partage du monde, tente de bernier les grandes masses par la propagande nationaliste ou raciste, d'exciter un peuple contre l'autre et de déclencher une nouvelle guerre impérialiste. Fidèle à sa tâche de classe fondamentale : écraser le mouvement ouvrier, le fascisme veut unir les forces les plus réactionnaires du monde bourgeois pour une agression contre l'Union soviétique, avant-garde du prolétariat international [...] ».

La conclusion que tirait Dimitrov était la suivante : « la question du front unique prolétarien devient la question centrale et la tâche primordiale du mouvement ouvrier dans tous les pays » (3).

C'est ainsi qu'un lien étroit était établi entre l'antifascisme et la guerre sur le plan théorique, tandis que le « Front unique » apparaissait clairement comme la traduction de cette orientation sur le plan politique et tactique.

## Retour aux vieux poncifs sociaux-démocrates

Le premier pilier de la construction stalinienne reposait sur l'appel à venir en aide à la Russie au nom de la défense de la révolution, en jouant sur l'illusion de perspective que donnait la victoire de Hitler en Allemagne : en effet, la revendication formelle de la révolution d'Octobre par le stalinisme (qui en avait déjà détruit l'héritage prolétarien) pouvait donner l'illusion que l'antagonisme entre fascisme et communisme se traduisait à l'échelle internationale dans la formule : Allemagne contre Russie et mouvement ouvrier international.

Le pouvoir de suggestion d'une telle illusion de perspective était si grand que même Trotsky en fut victime (4) : il pensait en effet qu'Hitler ne remettrait pas fondamentalement en question le traité de Versailles et qu'il servirait de bélier à l'impérialisme contre la Russie pour le compte des démocraties anglaise et française. Une telle position, qui justifiait chez Trotsky la défense de la Russie contre l'attaque allemande, est indiscutablement liée à l'incompréhension du fait que la dégénérescence de l'Etat russe s'était déjà

---

(3) Extrait d'un article de Dimitrov intitulé *La lutte pour le front unique*, paru dans la *Correspondance Internationale*, n° 102-103 du 17 novembre 1934.

(4) Voir à ce sujet l'article intitulé « La victoire d'Hitler signifierait la guerre contre l'U.R.S.S. » publié en français dans *Comment vaincre le fascisme*, Ed. Buchet-Chastel, Paris, 1973, pp. 235-244.

accompagnée d'une contre-révolution et que *plus rien* n'était à défendre en Russie du point de vue prolétarien. C'est d'ailleurs cette position que défendirent courageusement les militants de la Gauche dans l'émigration, y compris contre les sarcasmes de Trotsky qui eut le tort de confondre cette position avec le fatalisme de type kaapédiste. Naturellement, la défense de la Russie telle que la concevait Trotsky n'avait rien à voir avec la position stalinienne car, même si elle était des plus équivoques en Russie, elle n'impliquait pas en elle-même d'appui à la bourgeoisie dans les pays alliés de la Russie. Mais la traduction tactique de cette position fut tellement incertaine et comporta tellement d'oscillations que les disciples dégénérés, même ceux qui ont trempé dans le chauvinisme, ont pu se revendiquer de certaines formules de Trotsky, en ce domaine comme en bien d'autres. En tout état de cause, la seule attitude conforme à la doctrine marxiste aurait été la lutte pour *la défaite de son propre Etat*, même dans le cas où la Russie aurait passé un accord militaire avec celui-ci : l'aide prolétarienne donnée aujourd'hui ne saurait en effet en aucun cas entraver la préparation des conditions propres à assurer l'aide la plus efficace *demain*, celle qui consiste à donner au plus tôt un nouvel Etat à la révolution.

Le second pilier de la construction stalinienne n'était autre que la reprise, au nom de la défense de la Russie, de la vieille falsification du marxisme déjà commise en 1914 par la social-démocratie, qui cherchait le responsable de la guerre impérialiste non dans la mécanique du mode de production lui-même, mais dans la violation formelle de la paix par un « agresseur » face auquel toute collaboration patriotique était permise au nom de la « guerre défensive ». Le stalinisme redonna vie à cette théorie méprisable en jouant sur l'illusion de l'opposition entre démocratie et fascisme, que la victoire du nazisme semblait déplacer du plan intérieur au plan international.

D'un côté de la tranchée qui se préparait en Europe, l'impérialisme allemand faisait nécessairement figure d'agresseur pour la bonne raison que le traité de Versailles lui avait tout pris et l'avait mis dans une situation d'infériorité telle que sa simple existence lui imposait inéluctablement de chercher à modifier le rapport de forces en sa faveur. Et pour cela, quelle autre solution en définitive que la guerre ? Or la préparation de la guerre — à laquelle la crise capitaliste poussait de toutes ses forces — exigeait une telle mobilisation des énergies nationales que la centralisation la plus implacable était indispensable à cet impérialisme mutilé. C'est cela qui faisait du nazisme l'outil indispensable — et de son arrivée au pouvoir l'indice de l'imminence — du conflit guerrier.

De l'autre côté, les Etats vainqueurs se prélassaient sur les montagnes d'avantages procurés par Versailles, non pourtant sans ressentir quelque inquiétude à voir tous leurs butins prendre à vive

allure le chemin de l'Amérique. Ils pouvaient *se payer le luxe de la démocratie*, qui est donnée en prime aux plus riches, et même le luxe de prendre des allures « pacifistes » : le maintien de leur situation privilégiée était en effet lié, au moins pour l'Angleterre et la France, impérialismes sur le déclin dont les zones d'influence internationales correspondaient de moins en moins à leur puissance réelle, au maintien de la paix avec leurs victimes et avec l'Amérique, bref au maintien du *statu quo*. C'est ainsi que les pires usuriers, les impérialistes les plus rapaces, pouvaient donner l'illusion de défendre la paix : *leur* paix, naturellement, celle qui garantissait leurs colonies, leurs placements, leurs zones d'influence, leur domination.

L'œuvre du stalinisme ne fut pas seulement de cesser de combattre cette illusion propagée par la propagande bourgeoise et social-démocrate, et de s'en faire carrément le colporteur. Elle fut, bien plus, d'assimiler démocratie et paix, et de remplacer à l'échelle internationale le mot d'ordre : *lutte contre la guerre par la préparation de la révolution* et, en cas de guerre, *transformation* de cette dernière en *guerre civile* (mot d'ordre qui avait été le levier de la reconstitution de l'Internationale par les bolcheviks) par celui de « défense de la démocratie » et de « lutte pour la paix » ; pour comble de confusion, ces vieux poncifs sociaux-démocrates étaient reliés à la revendication mensongère de l'internationalisme prolétarien (ce que la social-démocratie n'osa pas faire en 1914) et à la défense d'une Russie qui n'avait en réalité plus rien de socialiste.

### Retour au « principe national »

*La résolution sur le rapport Ercoli* (5) adoptée par le VII<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. stigmatisait donc comme fauteurs de guerre les impérialismes allemand, japonais et italien, et se lamentait sur le fait que « la liquidation du traité de Versailles a été consommée », tandis que d'un autre côté, jouant sur les réminiscences politiques, elle affirmait que « le principal antagonisme dans le camp des impérialistes est l'antagonisme anglo-américain » : la contradiction entre ces deux affirmations tombait évidemment pour des gens qui considéraient, même sans le dire encore, que l'antagonisme entre les futurs pays de l'Axe et les futurs alliés n'était pas un antagonisme inter-impérialiste mais une « lutte idéologique » entre démocratie et fascisme !

(5) *Les tâches de l'Internationale communiste en liaison avec la préparation d'une nouvelle guerre mondiale par les impérialistes* (Résolution sur le rapport du camarade Ercoli adoptée par le VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste, le 20 août 1935), *l'Internationale communiste*, n<sup>o</sup> 17-18, 1935, pp. 1971-1977.

Rien d'étonnant par conséquent à ce que les tâches principales des partis communistes dans la lutte contre la guerre aient été ainsi définies : « 1. *La lutte pour la paix et pour la défense de l'U.R.S.S. [...]* 2. *Le front populaire unique dans la lutte pour la paix, contre les instigateurs de la guerre [...]* 3. *La coordination de la lutte contre la guerre impérialiste et de la lutte contre le fascisme [...]* ». On avait beau parler de « lutte contre le militarisme et les armements » (titre du point 4) et affirmer que « *les partis communistes dans tous les pays capitalistes doivent lutter contre les dépenses de guerre (budgets militaires)* » ; on avait beau affirmer, au point 5, que « *dans la lutte contre le chauvinisme, la tâche des communistes est d'éduquer les ouvriers et tout le peuple travailleur [!] dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien* » ; le point 6 tournait le dos aux précédents en faisant de « *la lutte pour l'affranchissement national* » un absolu, puisqu'on ne distinguait plus entre Etats capitalistes et colonies, mais entre Etats faibles et Etats forts : « *dans le cas où un Etat faible serait attaqué par une ou plusieurs puissances impérialistes [le rapporteur évoqua les partages historiques de la Pologne, sans savoir que bientôt la Russie se livrerait elle aussi au partage d' « Etats faibles » !], la guerre de la bourgeoisie nationale d'un tel pays, pour repousser cette attaque, peut revêtir le caractère d'une guerre de libération* ».

Il n'est pas besoin d'aller chercher plus loin les justifications de la résistance patriotique. Le VII<sup>e</sup> Congrès les donnait, en brisant toute barrière de principe à la collaboration avec la bourgeoisie, ainsi que cela ressort du point suivant :

« *Si le déclenchement d'une guerre contre-révolutionnaire contraint l'Union soviétique à faire marcher l'Armée rouge ouvrière et paysanne pour la défense du socialisme, les communistes appelleront tous les travailleurs à contribuer par tous les moyens et à n'importe quel prix à la victoire de l'Armée rouge sur les armées des impérialistes* ».

*Par tous les moyens et à n'importe quel prix !* Et dire que seulement un an plus tôt, au Congrès de la Fédération Unitaire de l'Enseignement (juin 1934), Monmousseau considérait comme « *une monstrueuse trahison, pire encore que celle de 1914, l'hypothèse d'une alliance militaire avec l'U.R.S.S. ayant pour résultat l'union sacrée sous le couvert de la défense de l'U.R.S.S.* » (6) ! Comme il avait raison pour une fois ! Surtout quand on pense que ce larbin d'Ercoli-Togliatti eut le front d'invoquer à l'appui de ses misérables conclusions la magnifique attitude prise par Lénine et Rosa Luxemburg au Congrès de Stuttgart de 1907 devant la guerre qui approchait ! Le Congrès de Stuttgart constitua, une fois que la social-démocratie eût trahi, un point d'appui pour la reconstitution de l'Internationale et un point

(6) Cité par G. Lefranc, *Histoire du front populaire (1934-1938)*, Ed. Payot, Paris, 1965, p. 73.

de ralliement des réactions prolétariennes à la guerre impérialiste ; le Congrès de Moscou de 1935 promettait de livrer à l'ennemi toute réaction similaire dans le deuxième conflit international.

## La vieille camelote des combinaisons parlementaires

L'autre grande nouveauté du tournant opéré par le stalinisme fut évidemment la « tactique » du « Front populaire antifasciste ». En réalité, le tournant théorisé au VII<sup>e</sup> Congrès de Moscou était déjà contenu dans le Pacte d'unité d'action scellé le 27 juillet 1934 en France entre le P.S. et le P.C., pacte qui venait couronner l'alignement du 12 février 1934 derrière la social-démocratie et l'anarcho-réformisme (7). En Espagne, le tournant fut opéré par le ralliement *in extremis* du P.C. à l'Alliance ouvrière qui donna le contrôle de l'insurrection des Asturies au Parti socialiste, ce qui conférait un certain prestige populaire au « Front unique antifasciste » et valorisait l'opposition de la social-démocratie au fascisme.

Le VII<sup>e</sup> Congrès fit mieux encore, puisqu'il élargit le « Front unique antifasciste » à des partis ouvertement bourgeois et poussa son application jusqu'à prévoir les gouvernements de « Front populaire ». C'est ainsi qu'on peut lire dans la Résolution sur le rapport Dimitrov adoptée le 20 août 1935 : « *Dans les conditions d'une crise politique, lorsque les classes gouvernantes ne peuvent plus avoir raison du puissant essor du mouvement de masse, les communistes doivent mettre en avant des mots d'ordre révolutionnaires fondamentaux (par exemple, le contrôle de la production, des banques, le licenciement de la police, son remplacement par une milice ouvrière armée, etc.), tendant à ébranler encore davantage le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie et à augmenter les forces de la classe ouvrière, à isoler les partis conciliateurs — des mots d'ordre rapprochant de près les masses ouvrières dans la prise révolutionnaire du pouvoir. Si, au moment d'une telle poussée de masse, il apparaît possible et nécessaire, dans l'intérêt du prolétariat, de créer un gouvernement de front unique prolétarien ou de front populaire antifasciste, qui ne sera pas encore un gouvernement de la dictature du prolétariat, mais qui s'engagera à prendre des mesures énergiques contre le fascisme et la réaction, le Parti Communiste doit tendre à la création d'un tel gouvernement* » (8).

(7) Voir à ce sujet l'article « Les leçons du front populaire (1936) », paru dans *Le Prolétaire*, n° 227.

(8) *L'offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme* (Résolution sur le rapport du camarade Dimitrov adoptée par le VII<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. le 20 août 1935), *l'Internationale Communiste*, n° 17-18, 1935, p. 1.465.

Ce « gouvernement de front unique » se plaçait donc sur le terrain parlementaire en poussant jusqu'à l'absurde les argumentations opportunistes contenues dans la casuistique d'un Radek et critiquées par la Gauche communiste après le III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste (9). Mais son originalité, par rapport à toutes les formules social-démocrates en vigueur, tient au fait que si sa conception était en contradiction totale avec les positions de principe de l'Internationale de Lénine (puisque'on créait la pire confusion sur la question du pouvoir et les conditions de la conquête révolutionnaire), on ne la justifiait pas moins comme une « étape de transition » vers une révolution prolétarienne dont on revendiquait toujours les formes violentes et dictatoriales.

A ce sujet Dimitrov mit les points sur les i dans son rapport : seuls les « opportunistes de droite » pouvaient tenter « *d'établir un « stade intermédiaire démocratique » particulier entre dictature de la bourgeoisie et dictature du prolétariat pour suggérer aux ouvriers l'illusion d'une paisible promenade parlementaire entre les deux dictatures !* » Ainsi le Front populaire ne devait pas être confondu avec ce « stade intermédiaire » fictif ! Il n'était qu'une forme d' « approche de la révolution prolétarienne » ! Et Dimitrov n'hésitait pas, pour faire cette distinction à invoquer Lénine ! Mais à supposer qu'un gouvernement donné soit une forme d' « approche vers la révolution », il n'en reste pas moins une « forme de la dictature bourgeoise » : où donc avons-nous vu Lénine soutenir et encore moins *participer* à un tel gouvernement ? Conformément à une longue habitude, le stalinisme critique en doctrine l'opportunisme de droite, et sacrifie formellement aux réminiscences de la tradition de lutte contre cet opportunisme, pour imposer une solution... encore plus « à droite » si on peut dire, sinon carrément bourgeoise.

C'est le propre de l'opportunisme de chercher à tout marier : réforme et révolution, parlement et soviets, démocratie et dictature. Le stalinisme devait faire de même, en se référant abstraitement à une tradition qui lui attirait la sympathie de vastes couches prolétariennes pour mieux réintroduire en fraude tous les poncifs du mouvement ouvrier conservateur : ainsi, sous l'emballage aux couleurs de la révolution, il prétendait faire passer la vieille camelote social-démocrate des combinaisons parlementaires. A ses dires, un gouvernement incluant des sociaux-démocrates et d'autres partis — on verra plus loin ce qui se cache derrière cette formule — aurait pu utiliser la machine de

---

(9) Voir à ce sujet les cinq articles intitulés « La tactique de l'Internationale Communiste » parus dans la presse du P.C. d'Italie du 12 au 31 janvier 1922 et republiés dans *Programme Communiste*, n° 51-52, ainsi que le discours d'A. Bordiga au V<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. publié dans *Programme Communiste*, n° 53-54.

l'Etat bourgeois pour prendre des « mesures énergiques contre les fascistes », « ébranler le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie » et « augmenter les forces de la classe ouvrière ». Mais laissons au triste Manuïlsky le soin d'expliquer cette curiosité historique :

*« Nous, communistes, hommes d'action révolutionnaires, nous savons que les gouvernements bourgeois actuels ne mettront pas en œuvre nos revendications ; cependant, sous la pression des masses, ces revendications pourraient être réalisées par un gouvernement puissant de front unique, devenu front populaire ».*

Dans la conception que suppose une telle affirmation, l'Etat bourgeois ne serait plus cette machine rompue, à travers une habitude plus que séculaire de domination dans les conditions politiques et les formes les plus diverses, à servir toujours plus directement les intérêts de la conservation bourgeoise, au point que les hiérarchies bureaucratiques et militaires ne peuvent coexister avec un gouvernement qui voudrait les utiliser dans un autre sens, au point qu'elles sont devenues organiquement incapables d'une autre alternative que de tenter de le soumettre ou de le rejeter. C'est du moins ce bilan historique qui fonde la conclusion à laquelle a abouti le marxisme : *la machine de l'Etat bourgeois doit être brisée*. Mais un tel bilan a évidemment l'immense tort de ne pas prendre en compte le souffle théorique du génial Staline, qui a conféré à la machine d'Etat bourgeoise une élasticité telle que, sous la pression des masses, elle serait devenue susceptible de changer de nature et d'agir dans un sens diamétralement opposé aux intérêts des classes par et pour lesquelles elle a été constituée... A quoi aboutit-on en définitive, sinon à une variante de l'illusion libérale selon laquelle l'Etat serait l'expression d'une « volonté populaire » transformée en l'occurrence, pour les besoins de la cause, en « pression des masses » ? Laissons cependant Manuïlsky poursuivre :

*« Ce ne sera pas un gouvernement de coalition, un gouvernement de collaboration de la social-démocratie avec la bourgeoisie. Le gouvernement de coalition était un gouvernement de lutte contre l'aile gauche de la classe ouvrière. Or ce gouvernement de front unique, c'est un gouvernement qui rompt la collaboration de classe avec la bourgeoisie, c'est un gouvernement de collaboration des organisations ouvrières qui ont rompu le bloc de la bourgeoisie, un gouvernement de lutte contre le fascisme et non contre la classe ouvrière.*

*« L'un est un gouvernement qui fraye le chemin à la dictature fasciste, l'autre doit déblayer la voie à la victoire de la classe ouvrière » (10).*

---

(10) « Bilan du VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste », *l'Internationale Communiste*, n° 20, 1935, p. 1.631. Souligné dans le texte.

Si la « pression des masses » parvient à orienter la machine de l'Etat dans le sens des intérêts prolétariens, il n'y a évidemment aucune raison pour que l'on ne parvienne pas à orienter aussi dans ce sens la social-démocratie, devenue implicitement en l'occurrence l' « aile droite du mouvement ouvrier ». La tâche des communistes se ramenait tout simplement à « arracher la social-démocratie à la collaboration de classe », formule ressassée depuis par les fils et les petits-fils de Staline jusqu'à l'écoeurement.

### Le Front populaire en France, enfant chéri du stalinisme

Mais tandis que dans les hautes sphères du Congrès on discutait des rapports entre le Front unique et les intérêts ouvriers, ainsi que de ceux qui devaient exister entre un gouvernement de Front populaire et la dictature du prolétariat que se passait-il sur le terrain de la pratique stalinienne elle-même ? Il suffit pour le savoir de jeter un coup d'œil en France, où selon les termes de Dimitrov « *la classe ouvrière [...] donne l'exemple à tout le prolétariat international de la façon dont il faut combattre le fascisme. Le Parti communiste français donne à toutes les sections de l'Internationale communiste l'exemple de la façon dont il faut appliquer la tactique du front unique [...]. La manifestation du 14 juillet est le début d'un vaste front populaire général contre le fascisme en France* » (11).

Précisément, cette manifestation du 14 juillet 1935 est une excellente illustration de ce qui se cache encore sous les mots du Congrès : c'est à cette fête du Rassemblement populaire que fut présenté à la foule le nouveau ménage à trois dans le Parlement français : Parti communiste-Parti socialiste-Parti radical, et c'est à cette occasion que le P.C. souffla le mot d'ordre : « Daladier au gouvernement ! ». Voilà à quoi les Dimitrov, Manuilsky et consorts faisaient finement allusion lorsqu'ils parlaient au Congrès de Moscou des « autres partis » ! C'est ainsi qu'un parti qui un an auparavant était caractérisé (à juste titre !) par le stalinisme comme « *une des formations politiques au service du capital financier [qui] ne représente plus les intérêts de la petite bourgeoisie comme à son origine* » (12) avait, grâce au pacte Laval-Staline de 1935, complètement changé de nature. Il suffirait d'évoquer, pour

(11) « L'offensive du fascisme... » (Rapport au VII<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. — texte sténographiquement abrégé), *L'Internationale Communiste*, n° 17-18, 1935, pp. 1.284-1.285.

(12) « Le parti radical, instrument de fascisation », article de J. Berlioz dans la *Correspondance internationale*, n° 48-49, 1934.

s'en convaincre, ce qu'écrivait Thorez dans *L'Humanité* du 30 juin 1935 :

*« Le parti radical est le plus grand des partis. C'est celui qui exerce la plus grande influence sur la vie politique du pays. Dans ses rangs et derrière ses comités, se trouve la masse des petites gens des classes moyennes que la crise économique frappe durement. Le Français moyen [qu'on admire la nouveauté et la richesse du concept ! NdR] d'opinion radicale se débat comme nous, prolétaires communistes et socialistes, contre la misère envahissante ».*

Thorez « oubliait » simplement de dire que le parti radical était aussi de ceux qui avaient été le plus liés à cette misère et à sa perpétuation ! Mais qu'importait : grâce à la baguette magique de l'Internationale stalinisée, il était devenu un parti capable non seulement de réclamer « des mesures énergiques contre les fascistes » mais encore de « prendre effectivement des mesures décisives contre les magnats contre-révolutionnaires de la finance » ! Comme on voit, le stalinisme est allé plus loin que le millerandisme : il ne se fixait pas seulement comme objectif de coexister et de collaborer avec les bourgeois, mais aussi de changer les loups de la finance et de l'Etat-major en agneaux. Naturellement, c'est le P.C. lui-même qui a été transformé en troupeau de brebis. En voici d'ailleurs des bêlements caractéristiques proférés ce 14 juillet 1935, où les trois partis du Rassemblement populaire ont juré en chœur ce qui suit :

*« Nous faisons le serment de rester unis pour défendre la démocratie, pour désarmer et dissoudre les ligues factieuses, pour mettre nos libertés hors d'atteinte du fascisme. Nous jurons, en cette journée qui fait revivre la première victoire de la République, de défendre les libertés démocratiques conquises par le Peuple de France, de donner le pain aux travailleurs, du travail à la jeunesse et, au monde, la grande paix humaine » (13).*

Ici, programme et principes ne sont pas banalement bourgeois : ils sont exprimés avec cette grandiloquence et ce brio philosophique dignes d'un candidat radical-socialiste de chef-lieu de canton s'appêtant à « aller à la soupe » ! Que dire du « pain » et du « travail » garantis sans toucher le moins du monde aux lois sacro-saintes de la propriété, du marché, du salariat ? Que dire de la démocratie qui vit sur le dos du prolétariat et des masses colonisées et est essentiellement dirigée contre eux ? Que dire enfin de cette risible « grande paix humaine » donnée au monde par Daladier, l'homme de l'Etat-major, et par les défenseurs du traité de Versailles et de l'empire colonial ?

---

(13) G. Lefranc, op. cit., p. 82. Il est à peine besoin de rappeler que ce même 14 juillet, J. Duclos pestait contre « ces adversaires intéressés [qui] voudraient opposer le drapeau rouge au drapeau tricolore, la Marseillaise à l'Internationale » (G. Lefranc, *ibid.*, p. 84).

## Elasticité tactique et commerce des principes

Le stalinisme a toujours invoqué la fameuse « élasticité » de la tactique léniniste : mais même dans la manœuvre tactique la plus audacieuse, Lénine n'a jamais perdu de vue les principes du communisme qui sont par définition invariants, qui ne dépendent pas des situations historiques ni des aires géographiques ; et nous sommes d'autant plus fondés dans cette affirmation que la Gauche demandait à Lénine et aux bolchéviks de fixer une limite à cette élasticité. Elle le demandait pour les aires de vieille démocratie où les rapports entre les classes, la formation du parti et aussi la préparation révolutionnaire des masses exigent une *méthode plus directe* que dans les aires de « révolution double » où la plus grande élasticité de la tactique — toujours fermement reliée aux principes — est entièrement justifiée par la mobilité plus grande des différentes forces de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie.

La falsification commise par le stalinisme sous couleur d'un « léninisme » spécialement forgé à cet effet, consiste à *faire entrer le commerce des principes dans la manœuvre tactique*. Mais peut-on sérieusement imaginer, si l'on accepte *aujourd'hui*, même en les justifiant par les besoins de la tactique, les principes et le programme de l'adversaire, si l'on forme sur eux l'organisation du parti, si on encourage les masses à les respecter, qu'il sera possible de les abandonner *demain* en faisant faire à l'organisation et aux masses un virage à 180° ? Ce serait s'imaginer que le parti travaille sans adversaires, que la bourgeoisie n'exerce aucune pression sur le prolétariat et son parti. Au nom de la brillante manœuvre machiavélique, cela revient tout simplement à oublier... la lutte des classes ! Mais le tournant du stalinisme ne répondait-il précisément pas au besoin de l'enterrer ?

Comme il fallait donner le change au prolétariat, et pour cela laisser malgré tout une fenêtre ouverte sur un avenir révolutionnaire, Dimitrov devait dire dans son rapport au Congrès : « *le gouvernement de front unique s'avèrera, peut-être, dans une série de pays, une des principales formes de transition* » (14). Dans le même genre, Manuilsky écrivait ensuite que si le gouvernement de front unique n'est pas la dictature du prolétariat, « *il doit préparer l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière* », en ajoutant : « *Il doit le faire. Quant à la question de savoir s'il le fera vraiment, cela dépend d'une série de conditions et, avant tout, de la cohésion de la classe ouvrière, de sa combativité, de sa fermeté et de sa volonté d'aller plus loin* » (15). Que dire d'une

(14) Rapport Dimitrov, op. cit., p. 1.300.

(15) *Bilan du VII<sup>e</sup> Congrès...*, op. cit., p. 1.631.

« tactique » dont le lien avec les principes est établi dans le domaine du « peut-être » ? Que dire d'une tactique dont la seule garantie de réussite tient dans la « volonté des masses », alors que les dirigeants s'appliquent précisément à éousser cette volonté, ou plutôt à l'annihiler par le tournant des Fronts populaires ?

Ces justifications ne constituent-elles pas en réalité une véritable théorie de l'irresponsabilité du parti devant l'histoire ? En l'élaborant, Manuilsky et Dimitrov ne faisaient qu'avouer en fait que la « tactique des Fronts populaires antifascistes » n'était pas une « transition vers la révolution prolétarienne », mais qu'au contraire les thèses du VII<sup>e</sup> Congrès étaient une transition — réelle, celle-là — vers l'abandon complet de toute référence à la révolution et à la dictature.

Une étape nouvelle dans cette transition fut très vite franchie quand, en mai 1938, le comité central du P.C.F., pour mettre en garde contre l'idée de « dépasser » le Front populaire, dut affirmer, comme l'explique *l'Histoire du Parti communiste français*, que le Front populaire « n'est pas une tactique occasionnelle, mais une application valable pour toute une période historique de l'alliance nécessaire entre la classe ouvrière et les classes moyennes »... (16). Telle était la conséquence inévitable d'une tactique capitularde, la reconnaissance en quelque sorte de sa fonction conservatrice.

C'est pourquoi la « dialectique » maoïste révèle son inconsistance lorsqu'elle prétend pouvoir condamner Cachin-Thorez-Duclos et Cie tout en défendant Staline-Dimitrov-Manuilsky et consorts. Dans l'histoire qu'elle réécrit, la tactique du VII<sup>e</sup> Congrès serait impeccable en tous points, mais le P.C.F. en aurait fait une application opportuniste, ce qui expliquerait la trahison des grèves et des luttes anti-coloniales. Il y aurait par exemple une contradiction entre la revendication de la lutte anti-impérialiste du VII<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. et l'attitude résolument social-impérialiste du P.C.F. à cette époque. En réalité, ce sont les paroles du VII<sup>e</sup> Congrès à l'usage des peuples coloniaux qui sont en contradiction avec la pratique du stalinisme dont elles ne font que couvrir la honte. Ce que devraient expliquer les critiques tardifs de Thorez, c'est ceci : comment peut-on soutenir « son » propre Etat — surtout quand il est impérialiste jusqu'à la moelle — dans les conflits et les rivalités avec d'autres impérialismes, sans nécessairement piétiner les intérêts des masses colonisées ? A moins d'« oublier » — ce que fait précisément le maoïsme — que les divergences d'intérêts entre les impérialismes portent *en particulier* sur la question de savoir qui bénéficiera de l'exploitation des colonies...

C'est ainsi que pour le maoïsme toutes les constructions du VII<sup>e</sup> Congrès, la défense de la patrie, la collaboration gouvernementale, la participation aux orgies impérialistes sous prétexte de lutte contre le fascisme, tout cela sort indemne de l'épreuve de

---

(16) *Histoire du Parti communiste français*, Editions Sociales, p. 346.

l'histoire. Outre son évidente fausseté théorique, cette thèse fait fi de la vérité historique la plus élémentaire, comme cela ressort des faits rappelés plus haut. A moins d'admettre qu'aucun des délégués à Moscou n'ait eu la possibilité de lire, avant et pendant le VII<sup>e</sup> Congrès, les prouesses du P.C.F. dans *L'Humanité*, parce qu'à l'instar du brillant théoricien internationaliste Joseph Staline ils n'auraient connu que leur langue maternelle ?

Voilà à quelles acrobaties en sont réduits ceux qui prétendent combattre la trahison des partis staliniens en revendiquant la construction théorique du stalinisme. Si la première est contre-révolutionnaire, la seconde ne fait que couvrir la première par une référence mensongère au marxisme : il s'agit en réalité d'une révision totale des principes de l'Internationale de Lénine.

## **Révolution mondiale ou guerre impérialiste**

On peut être surpris de la rapidité avec laquelle la troisième vague opportuniste est arrivée aux résultats de la seconde, c'est-à-dire à la défense de l'Etat démocratique, prélude à la collaboration dans la préparation de la guerre impérialiste. En réalité, on ne peut comprendre comment les erreurs de l'I.C. avant même 1926-28 ont pu, à la longue, avoir pour conséquence l'abandon des principes, sans prendre en considération la formidable pression d'une situation internationale terriblement difficile ; cette pression exigeait de l'Internationale prise dans la tempête une résistance qui, malgré toute la volonté des bolchéviks, s'est révélée insuffisante. L'étude des causes d'un tel désastre (qui ne rentre pas dans le cadre du présent article) confirme d'ailleurs entièrement la justesse de la préoccupation constante de la Gauche communiste d'Italie dans ses rapports avec les bolchéviks : elle aurait voulu dresser, grâce à une rigueur organisationnelle plus grande encore, et à une précision bien plus grande des limites de la tactique (qui, à la lumière de l'expérience européenne, devaient être plus étroites et plus rigides) des garde-fous capables de préserver le parti des revers d'une situation qu'elle jugeait sans doute de façon moins optimiste qu'eux.

Si on la considère en effet avec le recul du temps, la crise ouverte par le premier conflit impérialiste ne s'est pas refermée avec la cessation des hostilités. Avant la guerre, l'aile révolutionnaire de la social-démocratie — c'est-à-dire en premier lieu Lénine et les bolchéviks, Luxemburg-Mehring-Liebkecht et la gauche du parti allemand, avec lesquels la Gauche marxiste d'Italie était dès sa naissance en 1912 en accord profond — avait une vision si sûre de la perspective historique offerte par le XX<sup>e</sup> siècle et en avait déjà tellement nourri

toute l'Internationale que son théoricien officiel, Kautsky, avait pu caractériser en 1909 la période qui s'ouvrait comme « celle des guerres et des révolutions ». L'immense tragédie de la décennie qui a suivi vient de ce que *l'histoire ne s'est faite qu'à moitié* : la guerre avait, selon la prédiction marxiste, engendré la révolution, et c'est la révolution qui avait arrêté la guerre en désengageant la Russie, puis l'Allemagne ; mais cette vague révolutionnaire se révéla, à cause du retard de la formation des partis communistes et surtout de leur extrême difficulté à se placer sur un terrain résolument révolutionnaire, incapable de vaincre et d'abattre les forteresses européennes de l'ordre bourgeois. D'un autre côté, l'agitation sociale était suffisamment intense pour que la bourgeoisie ne puisse pas imposer les sacrifices indispensables à un cycle durable d'expansion capitaliste. On pouvait dire, au I<sup>er</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, que la « politique de paix » de l'Entente « *prouve en même temps que les gouvernements impérialistes sont incapables de conclure une paix « juste et durable », et que le capital financier est incapable de rétablir l'économie détruite. Le maintien de la domination du capital financier mènerait soit à la destruction complète de la société civilisée ou à l'augmentation de l'exploitation, de l'esclavage, de la réaction politique, des armements et finalement à de nouvelles guerres impérialistes* » (17).

L'isolement de la Russie et la dégénérescence de l'Internationale avaient déjà rendu possible en 1926 l'inversion des rapports entre l'Internationale et l'Etat russe, et la politique de ce dernier ne visait plus désormais à la révolution prolétarienne mondiale, mais à la consolidation des rapports entre la Russie et les autres Etats, sous couleur de « socialisme dans un seul pays ». Ce résultat avait été obtenu sous la pression conjuguée des forces poussant au capitalisme en Russie et de l'impérialisme mondial, et cette politique s'était déjà traduite par la trahison de la révolution chinoise et de la grande grève des mineurs anglais de 1926.

Malgré la lutte héroïque de l'Opposition de gauche en Russie et l'aide de la Gauche communiste d'Italie qui fut, sur le plan international, la seule à se placer sur un terrain authentiquement marxiste, malgré leur espoir commun qu'un sursaut prolétarien viendrait leur donner la force de renverser le courant, l'histoire a confirmé que 1926 avait brisé les ressorts du parti russe (18). Dès lors que s'éloignait la

---

(17) « Thèses sur la situation internationale et la politique de l'Entente », *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste*, Maspero reprint.

(18) Il n'est pas possible de développer ici cette question historique d'une portée gigantesque. Nous renvoyons pour cela le lecteur à nos courtes thèses de 1957 sur la question russe parues en français sous le titre « Le marxisme et la Russie » et republiées récemment dans le n° 68 de cette revue, ainsi qu'à l'étude commencée dans le même numéro sur « La crise de 1926 dans le P.C. russe et l'Internationale ». Mais surtout, nous invitons le lecteur familier de la langue italienne à lire notre *Struttura economica e sociale della Russia d'oggi* (Edizioni Il Programma Comunista, Milan, 1976).

perspective de la révolution mondiale devait se rapprocher, surtout après la formidable crise qui secoua le monde capitaliste à partir de l'année 1929, celle d'une *nouvelle guerre impérialiste*. Il ne manquait que l'occasion pour la reconnaître formellement. Ce fut la victoire d'Hitler en Allemagne qui la fournit.

### **L'heure de vérité de l'opportunisme stalinien**

L'Allemagne devait nécessairement remettre en cause le traité de Versailles, et, en faisant sauter tout l'équilibre européen et en particulier est-européen, soit soulever de nouveau une vague révolutionnaire en Europe centrale, soit menacer directement les intérêts nationaux de la Russie. D'un autre côté, comment imaginer qu'une fois que les forces liées au développement du capitalisme en Russie s'étaient emparées de l'Etat, un antagonisme n'allait pas naître entre elles et l'Allemagne bourgeoise qui avait imposé Brest-Litovsk non seulement à l'ouvrier mais aussi — et c'est ce qui importe ici — au paysan ainsi qu'au petit capitaliste et au manager russes ?

C'est ainsi que, dès que l'Allemagne est sortie de la Société des Nations, la Russie y est entrée. L'incomparable Staline avait découvert que la « caverne des brigands impérialistes » dont parlait Lénine était devenue un « instrument de paix ». C'est au même moment que s'engagèrent les pourparlers avec l'impérialisme français, qui aboutirent au pacte Laval-Staline de mai 1935 aux termes duquel Staline encourageait l'effort militaire français.

Il serait cependant faux de s'imaginer que l'évolution politique de l'Internationale vers la guerre impérialiste fut la simple résultante des exigences des forces qui, en Russie, s'étaient emparées de l'Etat russe et lui avaient subordonné le parti qui formait le centre de l'Internationale. Cette évolution convergeait profondément avec celle qui progressait dans tous les partis occidentaux. Le poids de ces derniers avait été décisif pour entraîner l'Internationale sur la pente des erreurs opportunistes. Leurs poids avait été décisif dans le passage définitif à l'opportunisme. Comment ne l'aurait-il pas été à l'heure du choix entre guerre et révolution ?

Si l'on prend le parti allemand, il avait déjà été victime, au moment de l'occupation de la Ruhr, de la maladie du « national-bolchévisme », que la théorie du « socialisme dans un seul pays » ne pouvait que raviver. C'est ainsi qu'en pleine « troisième période », au moment où le stalinisme considérait la social-démocratie comme la « gauche du fascisme », il tentait de disputer au nazisme le titre de meilleur représentant de la nation allemande, en faisant notamment des surenchères sur la révision du traité de Versailles. Quant à la lutte contre

le fascisme, sur quel terrain avait-elle été réellement menée ? Nous ne pouvons ici nous attarder sur la politique de scission syndicale, d'opposition entre chômeurs et ouvriers actifs sous prétexte que ces derniers appartenaient à des organisations « social-fascistes », sur l'ultimatum qui conduisait, sous prétexte de « front unique par le bas », non pas tant au refus des accords au sommet entre partis qu'au refus en général de tout front qui n'aurait pas été sous la direction du parti communiste, sur toute cette politique prétendument « de gauche » dont des gens mal informés ou des historiographes malhonnêtes voudraient attribuer la paternité à la Gauche du P.C. d'Italie sous l'appellation de « bordiguisme ». Nous retiendrons seulement qu'en empêchant toute autodéfense ouvrière contre le nazisme, elle ne laissa plus d'autre terrain à la lutte que le terrain... parlementaire, au point que la seule « grande bataille » du P.C. allemand consista à présenter contre Hitler... un candidat communiste aux élections présidentielles, renforçant ainsi non seulement les courants de droite dans le parti, mais aussi les illusions démocratiques et parlementaires des masses, et ce au moment le plus périlleux.

Quant au parti français, en dépit d'un vernis internationaliste conféré par la lutte contre l'occupation de la Ruhr ou la guerre du Rif, il fut toujours un parti soumis aux influences chauvines et social-impérialistes, et aux sirènes du parlementarisme (19). Le seul nom de Cachin n'évoque-t-il pas ces forces centristes équivoques qui avaient déjà trempé dans le social-patriotisme ? C'est ce même Cachin qui, le 19 novembre 1918, s'était ému, dans l'éditorial de *L'Humanité* annonçant l'armistice, de la... générosité des vainqueurs venant de façon si chevaleresque au secours de l'Allemagne vaincue en lui offrant des vivres !

Le « socialisme dans un seul pays » ne risquait pas de supprimer ces tendances ; quant aux tirades enflammées lancées contre la démocratie et la social-démocratie, elles n'empêchèrent pas le P.C.F. de rester un parti foncièrement parlementariste, et la soi-disant tactique « classe contre classe » n'eut réellement d'effet que sur le terrain... électoral.

Comme le disait avec juste raison Trotsky en 1932 à propos des dirigeants allemands (20) — mais c'était vrai à plus forte raison pour les dirigeants français — « *la moelle du centrisme* [on rangeait encore les staliniens sous cette étiquette à l'époque] *est l'opportunisme. Sous l'influence des circonstances extérieures (tradition, pression des masses, concurrence politique) le centrisme se voit forcé, à certaines périodes, de faire parade de gauchisme. Il doit pour cela se maîtriser et faire*

(19) Pour donner un indice sûr de ces tendances chauvines, il n'est pas inutile de rappeler qu'en 1927, alors que le chômage s'aggravait et frappait en premier lieu les ouvriers étrangers, *L'Humanité* étala par la plume de Sémard ce mot d'ordre honteux : « fermez les frontières ! ».

(20) L. Trotsky, « La seule voie », dans *Comment vaincre le fascisme*, op. cit., p. 283.

*violence à sa nature politique* ». Pour la clique des Pieck-Thälmann, Cachin-Thorez, Togliatti et autres dirigeants « bolchevisés », le tournant de 1934 ne fut pas de ceux qu'on accepte à regret, de ceux auxquels on se résigne : il était le *point d'arrivée nécessaire*, quand il n'était pas, comme pour Cachin et autres fossiles, *le retour au point de départ* qu'un Blum avait prédit au Congrès de Tours.

Une fois le parti allemand liquidé par le nazisme après sa capitulation honteuse, le seul parti important qui resta fut le parti français. Il eût été étonnant que l'inclination de ses dirigeants à suivre les exigences de l'impérialisme français disparaisse au moment précis où la pression de l'impérialisme devait se faire plus forte, et où la situation n'autorisait plus les attitudes théâtralement radicales que des parlementaires-nés peuvent se permettre pendant les inévitables cures d'opposition.

D'autant que pour l'impérialisme français également, la victoire d'Hitler signifiait la remise en cause du traité de Versailles, de ses positions en Europe centrale et orientale, où il était le soutien d'une quantité d'Etats balkanisés par l'Entente et leur gendarme officiel ; il était donc naturel qu'il s'opposât à l'Allemagne et trouvât, à un moment ou à un autre, à s'entendre avec la Russie.

Quant au P.C. espagnol, qui joua dans la tragédie espagnole un rôle si central, son évolution a suivi celle de tous les partis occidentaux, mais il resta un tout petit parti jusqu'à la convergence, avec le tournant du stalinisme, des préoccupations des dirigeants russes et de la social-démocratie espagnole : il ne devait réellement prendre corps que grâce à l'afflux des jeunes socialistes de Carrillo, converti en 1935 après un voyage à Moscou, et à l'envoi massif, surtout après juillet 1936 — on conçoit pourquoi — de larbins staliniens expérimentés, comme Codovilla-Medina, Minev-Stepanov et autres Togliatti-Ercoli-Alberto, et il ne se développa sur cette base que dans la besogne de restauration démocratique de l'Etat après la fracture de juillet 1936 et la répression des tentatives de mouvement prolétarien indépendant.

## **Une trahison déguisée en victoire de l' « unité ouvrière »**

Nous avons vu que l'année 1933 et la victoire d'Hitler faisaient de la préparation de la guerre impérialiste une question pratique urgente pour l'Etat russe ; pour les courants centristes et chauvins qui s'étaient hissés à la direction des partis communistes occidentaux, elles rapprochaient aussi nécessairement *l'heure de vérité* dans les rapports réels avec leurs bourgeoisies, qui devaient être amenées à exercer sur eux une pression décisive pour obtenir la paralysie de la lutte prolétarienne .

Or précisément, cette même année 1933 marqua un tournant dans l'attitude du prolétariat qui avait depuis quatre ans subi la crise économique la plus catastrophique de l'histoire du capitalisme, avec la chute brutale de la production industrielle et des dizaines de millions de chômeurs, la baisse massive des salaires sans riposte d'envergure, sauf dans les zones périphériques où la crise avait stimulé la lutte ouvrière, comme en Espagne, ou la lutte d'émancipation nationale, comme par exemple en Indochine. L'aggravation de la crise s'opérait parallèlement à la montée du nazisme en Allemagne et finalement à sa victoire. La réaction à l'offensive économique du capital devait donc être liée pour les masses ouvrières elles-mêmes à la défense contre le fascisme.

Le coup d'envoi de la vague ouvrière fut donné en février 1934 par la révolte armée des ouvriers de Linz devant les menaces du chancelier Dollfuss, et par le déclenchement simultané en France d'une grève générale d'un jour entraînant 5 millions de grévistes. Le mouvement devait se poursuivre en France avec les grèves de juillet-août 1935, atteindre le sommet de la vague avec la grande grève de mai-juin 1936 et les occupations d'usine — grève qui fut accompagnée d'un vaste mouvement de luttes économiques en Belgique. Il devait ensuite refluer, avec cependant des grèves en décembre 1937, et finir avec la grève générale avortée de novembre 1938. Mais c'est évidemment en Espagne, où l'effervescence avait provoqué dès 1931 le passage à la république, que les conflits devaient connaître la plus grande acuité, avec une accélération notable provoquée par l'insurrection des Asturies en octobre 1934 ; ce fut ensuite le soulèvement armé de juillet 1936, puis la guerre civile, et enfin la grève de mai 1937 qui marqua la victoire définitive de la république sur les tentatives de lutte ouvrière indépendante.

Il est important de noter que cette nouvelle vague de luttes ouvrières démarrait à un moment où les méfaits de la tactique prétendument de gauche de l'Internationale et la capitulation du stalinisme devant Hitler rendaient indispensable un nouveau tournant dans la tactique des partis communistes stalinisés. Or, d'un côté, la tactique de scission systématique des organisations immédiates avait eu le double effet de briser les liens entre l'avant-garde et les larges masses laissées à l'influence directe de la social-démocratie et de l'opportunisme, tandis que les divers tournants de l'Internationale, qui depuis 1924 et surtout 1926 étaient clairement destinés à désorienter l'aile gauche en caricaturant ses positions, avaient complètement démoralisé ceux des militants qui n'avaient pas subi la dénonciation publique et l'élimination systématique du parti.

Le tournant du stalinisme fut opéré par sa capitulation complète devant la social-démocratie en France lors de la grève du 12 février

1934 (21), qui permit de canaliser la réaction ouvrière dans la défense des institutions républicaines, et par le Pacte d'unité d'action P.C.-P.S. qui suivit le 27 juillet, dans lequel le front unique était un bloc sur le seul terrain légal et parlementaire et impliquait la cessation des polémiques entre les participants. D'ailleurs, l'idée d'un tel pacte était déjà contenue dans un appel du Comité exécutif de l'Internationale... de mars 1933, qui préconisait un front unique de défense en précisant qu'il croyait « possible de recommander aux partis communistes de renoncer aux attaques contre les organisations socialistes durant l'action commune » (22), ce qui constituait évidemment une promesse d'alignement sur les exigences de la social-démocratie.

Ce tournant du stalinisme fut, comme nous l'avons montré, opéré sous la double impulsion convergente de Moscou et des courants opportunistes des partis occidentaux. Mais aux militants éprouvés par les tournants successifs de l'Internationale et brisés par la tactique dite de la « troisième période » à l'abandon de laquelle ils aspiraient, il apparut comme une véritable rectification et comme *la seule issue possible*. De plus, pour les masses qui se mettaient en mouvement souvent pour la première fois, et pour lesquelles l'idée de l'unité ouvrière qui surgit spontanément du besoin élémentaire de solidarité

---

(21) Nous renvoyons le lecteur au *Proletaire*, n° 227 : la grève du 12 février a été « manigancée », selon l'expression de G. Lefranc, par les chefs du P.S., de la C.G.T. et du parti radical, sous l'arbitrage direct du chef du gouvernement lui-même, Gaston Doumergue. Ce qui montre à quel point les larges masses étaient sous l'influence directe de la bourgeoisie, grâce au travail de la social-démocratie que le stalinisme n'avait pas sérieusement contrecarré. Cette influence se manifestait par la persistance de ce qu'on pourrait appeler le « réflexe républicain », forgé dans une longue habitude de luttes à côté de la bourgeoisie mais qui, à l'heure de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, signifiait pacifisme et poison parlementaire, collaboration patriotique, chauvinisme et social-impérialisme. C'est ce « réflexe » qui avait joué au moment de l'affaire Dreyfus en 1899, soumettant l'aile marxiste du Parti Ouvrier Français aux bavards et philanthropes radicaux nouvellement passés au socialisme pour voler au secours de la République contre la « réaction ». C'est ce « réflexe » qu'avait acquis la S.F.I.O. en 1914 et qui la fit voler au secours de la République contre le « militarisme prussien ».

Il ne fait aucun doute que les politiciens qui prirent l'initiative de la grève du 12 février avaient dans l'esprit les épisodes de l'affaire Dreyfus, et qu'ils misèrent sur le « réflexe républicain » pour canaliser la haine du fascisme et de la violence bourgeoise sur le terrain de la « défense de la République ».

Bien sûr, le P.C.F. a toujours feint de croire que la grève du 12 février était le résultat de ses initiatives à lui (et pour cause !). En réalité il ne s'y rallia qu'au dernier moment en s'alignant complètement sur les objectifs de la grève et de la grande manifestation parisienne convergeant symboliquement place de la Nation, autour du monument de la République.

(22) Voir *L'Humanité* du 5 mars 1933. A propos de cet appel, Trotsky fait cette remarque fort juste, que ses disciples dégénérés ont depuis longtemps oubliée et cachent aux prolétaires, à savoir que le front unique n'exclut nullement la lutte politique car « le refus de critiquer les alliés conduit directement, immédiatement à la capitulation devant le réformisme » (« La tragédie du prolétariat allemand » dans *Comment vaincre le fascisme*, p. 342).

se traduisait naturellement par l'unité des grands partis existants, ce tournant apparaissait comme un encouragement à leur lutte.

La vague des années 1917-23 avait projeté une vigoureuse avant-garde prolétarienne sur des positions anti-opportunistes, et celle-ci put trouver dans l'Internationale Communiste et la révolution russe la continuité d'une politique menée avant la guerre par les ailes gauches de la social-démocratie, et que l'appareil du parti avait brutalement trahie en août 1914. La vague des années 1934-1938 arrivait dans des conditions totalement différentes : elle prenait son essor au moment même où le stalinisme opérait son passage brutal sur les positions les plus droitières, mais en capitalisant le prestige d'une révolution qui avait donné aux masses ouvrières les espoirs d'émancipation les plus formidables.

Les larges couches prolétariennes que cette nouvelle vague de luttes mettait en branle subissaient naturellement, comme c'est pratiquement inévitable au moins dans un premier temps, toutes les illusions répandues sur les institutions démocratiques. C'est là précisément que le rôle du parti révolutionnaire se révèle crucial pour aider les prolétaires projetés à la tête du mouvement à se porter sur le terrain de la lutte générale contre le capitalisme, pour les agréger à l'avant-garde soudée dans sa conviction et sa fermeté révolutionnaire et la renforcer, pour féconder le mouvement social avec les principes révolutionnaires, pour préparer et hâter le heurt historiquement inévitable avec l'Etat bourgeois, quelle que soit sa forme. Mais en 1934-1938 les ouvriers les plus combattifs étaient poussés en avant au moment précis où les militants que le stalinisme avait brisés, épuisés et démoralisés, refluaient et passaient à la queue du mouvement social. C'est ainsi que le tournant du stalinisme eut pour effet de renforcer les masses dans leurs illusions réformistes et légalitaires, et de stériliser toute potentialité révolutionnaire de la vague sociale.

Bien au-delà de ces effets immédiats déjà terribles en eux-mêmes, la catastrophe a eu des conséquences historiques encore plus désastreuses parce qu'à la différence de celle d'août 1914, elle n'est pas apparue comme une trahison ouverte, comme une renonciation aux buts et aux principes déclarés, mais comme une victoire de l'unité ouvrière imposée par le mouvement prolétarien lui-même, sous le drapeau de la continuité formelle avec la révolution russe et l'internationalisme.

### **La dialectique du rapport parti-classe était rompue**

Nous n'avons pas été les seuls à comparer les événements dramatiques de cette période à la trahison de la social-démocratie en août

1914. Trotsky lui-même le fit au moment de la capitulation du stalinisme devant le nazisme en février-mars 1933. Mais même un révolutionnaire de son envergure sous-estima la portée réelle de la catastrophe, au point de penser pouvoir s'appuyer comme en 1917 sur la vague ouvrière pour oxygéner le parti et lui permettre de remonter la pente. L'idée était incontestablement généreuse, mais elle devait malheureusement se révéler tout à fait impuissante.

Il faut tenir compte de ces considérations si l'on veut réellement comprendre les tentatives malheureuses de Trotsky, qui voyait dans le front unique chapeauté par le pacte d'unité d'action P.C.-P.S. un contenu prolétarien et potentiellement subversif dont il espérait à terme une transformation en un conflit ouvert entre les besoins des larges masses ouvrières et la volonté collaborationniste des chefs réformistes.

Bien sûr, Trotsky restait aussi prisonnier de l'interprétation trop large et trop élastique du Front unique dont il était solidairement responsable avec tous les bolchéviks et dont la Gauche s'était nettement démarquée. Mais en l'occurrence, le problème dépassait largement le domaine purement tactique pour toucher des questions théoriques d'importance. Le malheur était que le parti était détruit, alors que pour manier une tactique il faut précisément un parti, c'est-à-dire une organisation unie par des buts et des principes parfaitement établis. Or Trotsky s'imaginait que ces principes faisaient partie du patrimoine des courants qui, notamment en France ou aux Etats-Unis, réagissaient au stalinisme, ce en quoi il se trompait hélas complètement.

Une preuve était pourtant donnée à Trotsky du danger de sa méthode : en effet le courant trotskyste qui avait toujours lutté pour le « Front unique P.C.-P.S. » et qui présenta sa réalisation comme une victoire tout en critiquant son orientation, ne devait-il pas perdre son influence précisément au moment où ce front voyait le jour, comme l'attestent tous les historiens du trotskysme, de Broué à Frank en passant par Craipeau ? Mais Trotsky ne le remarqua pas et alla plus loin encore dans l'erreur. Au lieu de considérer que le levier essentiel de la manœuvre était à reconstituer en commençant par une affirmation claire des principes et un bilan historique réel, il inventa une nouvelle manœuvre pour... constituer ce levier, et ce au prix d'une confusion encore plus grande sur les principes : pour féconder le Front unique P.C.-P.S. il fallait entrer dans les organisations qui le dirigeaient afin de garder le contact avec les ouvriers organisés et d'influencer les éléments poussés à gauche des directions : telle fut la tactique de l'entrisme dans le parti-socialiste.

Que pouvaient en tirer des militants qui, tout en réagissant au stalinisme, n'avaient en réalité aucune base solide de principe à laquelle se raccrocher ? Que pouvaient-ils conclure de la tentative de reprendre, dans une situation radicalement différente *puisque en l'absence du parti de classe*, la manœuvre effectuée en 1919-1923 par

l'Internationale en direction des syndicalistes-révolutionnaires ? Que pouvaient-ils en conclure sinon que *la tactique ne dépend plus des situations*, qu'elle devient une *recette*, et pire, que *le parti se constitue par des recettes d'organisation* ? Tel est le fond commun de l'infinie variété des organisations trotskystes d'aujourd'hui.

Ainsi, la situation était bien plus grave encore que ne l'imaginait Trotsky car tous les ressorts d'un mouvement prolétarien indépendant étaient brisés, car *toute la dialectique des rapports entre le parti, l'avant-garde et la classe était pervertie et rompue*. Ceci, les militants de la Gauche dans l'émigration l'avaient compris. Ils savaient que la reprise serait nécessairement longue et difficile : ce que Trotsky a pris, dans sa polémique acerbe contre eux, pour du fatalisme, n'était en fait que la reconnaissance de cette terrible réalité — dont ils ne tirèrent pas motif de découragement et d'abandon, mais une raison supplémentaire de maintenir la plus grande fermeté sur les principes, contre le courant.

Certes, il était particulièrement difficile de passer, en l'absence précisément du parti, à une application pratique des positions doctrinales du marxisme. Cela permet de comprendre que, dans leur volonté de se protéger des périls mortels de l'immédiatisme et de l'activisme, les militants de la Gauche dans l'émigration n'aient pu se garder d'une certaine raideur dans la doctrine, non exempte parfois de métaphysique, ce qui constituait un terrain favorable pour tomber même dans certaines erreurs théoriques ; ce que Trotsky, en jouant sur une fausse réputation donnée à la Gauche, croyait pouvoir montrer comme une preuve de l'incapacité du « bordiguisme » à sortir de l'indifférentisme politique et de l'anarchisme. En réalité, en dépit de ses erreurs, l'émigration a pu, comme nous l'avons écrit, « assurer une continuité physique de groupe » entre la Gauche du Parti communiste d'Italie — et à travers elle l'Internationale communiste — et notre petit parti d'aujourd'hui. Cette continuité a été ce qui a permis de transmettre une formidable bouffée d'enthousiasme révolutionnaire et une authentique tradition de militantisme communiste. Quel est aujourd'hui le bilan qu'ont laissé l'Opposition de gauche et Trotsky qui ironisait sur le nôtre en le considérant comme nul (23) ? Hélas, le géant révolutionnaire qu'il est resté malgré ses immenses erreurs rougirait certainement aujourd'hui du bilan qui s'incarne dans ses disciples.

La condition de tout était bien à l'époque de remonter — fût-ce au prix d'un long délai historique — les morceaux de la mécanique brisée de ce formidable levier de la lutte révolutionnaire qu'est le parti

---

(23) *Bilan* fut l'organe de la Gauche dans l'émigration après *Prometeo*.

communiste. Et dans ce but, le mouvement social lui-même ne pouvait être d'un quelconque secours que si, au préalable, l'ossature théorique, doctrinale, princielle et programmatique était reconstituée. C'était de là qu'il fallait repartir. Ce n'était pas la première fois que cette situation apparaissait dans l'histoire du mouvement ouvrier : seulement cette fois, le mal était plus grave que jamais, la dévastation plus terrible, la pente plus difficile à remonter (24). Et si la Gauche italienne a su s'atteler à cette tâche et la mener à bien, c'est parce qu'elle avait vu venir le danger opportuniste, même si elle n'avait jamais imaginé avant 1928 qu'il pût se transformer en une catastrophe aussi terrible ; c'est parce que, dès le début, elle avait combattu pour que l'Internationale puisse y faire face.

(à suivre).

---

(24) Une des idées-force défendues par les noyaux de la Gauche dans l'émigration était que l'heure n'était pas à la reconstitution du parti. Les militants de la Gauche savaient — et personne ne pourra le leur enlever — que la constitution du parti supposait qu'on ait tiré un bilan de la tactique de l'Internationale et qu'on ait complètement restauré les principes du communisme et de la doctrine, patrimoine que la Gauche avait en commun avec les bolcheviks.

Les chevaliers errants de l'indifférence politique en quête de légitimité historique, de « *Révolution Internationale* » et du « *Courant communiste international* » à « *Invariance* » en passant par le « *Mouvement Communiste* », devaient donner à cette position une valeur générale pour toute période de contre-révolution, afin d'en tirer cette conclusion complètement étrangère au marxisme : « en période de contre-révolution, la constitution d'un parti est impossible ». Or le véritable présupposé théorique d'une telle ânerie est qu'en période contre-révolutionnaire, tout serait contre-révolutionnaire ! Le groupe « *Invariance* » est donc parfaitement conséquent quand il en vient à renier la nécessité de la Révolution !

Mais l'émigration n'a pas eu cette conception : si elle n'a pas pu redonner les bases théoriques de la reconstitution du parti, ses militants n'ont pas hésité à donner leurs forces au parti reconstitué sur ces bases après la guerre. Ce n'est donc que par une grossière méprise que les tenants de la thèse selon laquelle le parti ne peut être aujourd'hui qu'un groupe ou une « fraction » (de quoi, Dieu seul le sait !) se revendiquent de la Gauche italienne.

# Gramsci, « L'Ordine Nuovo » et « Il Soviet »

*La première partie de ce chapitre de notre « Histoire de la Gauche communiste » a paru dans Programme communiste, n° 71.*

## 5. « Ordine Nuovo » et idéologie conseilliste.

Les premières manifestations de la revue *Ordine Nuovo* portent les stigmates d'une élaboration due essentiellement à Tasca : ce jugement, avancé d'abord pour souligner la différence du *conseillisme* gramscien avec le néosyndicalisme de Tasca, fut repris plus tard par les centristes lorsqu'ils se préoccupèrent de « dégager leur responsabilité » des actes d'Angelo Tasca, passé sur des positions nettement droitières, voire au social-démocratisme le plus provocant. Toutefois, le « désaveu rétroactif » (et conditionné) de Tasca par le groupe de Gramsci n'implique en aucune façon une rupture avec le *gradualisme* dont ledit Tasca s'était fait le porte-drapeau. Pour s'en convaincre, il suffit de voir comment Gramsci explique le désaccord qui a éclaté dans ce « coup d'Etat rédactionnel » que fut la publication le 21 juin 1919 de l'article *Démocratie ouvrière*, rédigé en collaboration avec Togliatti. Il le commente dans l'article *Le Programme de « l'Ordine Nuovo »* (14-28/8/1920) :

« ... Qu'était donc l'Ordine Nuovo des premiers numéros ? Une anthologie, rien d'autre qu'une anthologie ; [...] c'était un non-organisme, le produit d'un intellectualisme médiocre, qui cherchait à tâtons un point d'appui idéal et une voie pour l'action. Voilà ce qu'était l'Ordine Nuovo quand il fut lancé à la suite des réunions que nous avons tenues en avril 1919 [...] et au cours desquelles le camarade

*Tasca repoussa comme non conforme à la bonne tradition de la petite famille socialiste italienne gentille et bien élevée, la proposition de consacrer nos énergies à « découvrir » une tradition soviétiste dans la classe ouvrière italienne, à creuser le filon du véritable esprit révolutionnaire italien [...]. Existe-t-il en Italie, comme institution de la classe ouvrière, quelque chose qui puisse être comparé au soviét, qui participe de sa nature ? Quelque chose qui nous permet d'affirmer : le soviét est une forme universelle, et non une institution russe, et seulement russe ; le soviét est la forme sous laquelle, partout où existent des prolétaires luttant pour conquérir l'autonomie industrielle, la classe ouvrière manifeste cette volonté de s'émanciper ; le soviét est la forme d'autogouvernement des masses ouvrières ; existe-t-il un germe, une velléité, une timidité [sic] de gouvernement des soviets en Italie, à Turin ? [...] Oui, il y a en Italie, à Turin, un germe de gouvernement ouvrier, un germe de soviét ; c'est la commission interne [voilà qui réduit le « socialisme des conseils » à son expression la plus minable : même la commission interne est finalement considérée comme un germe de gouvernement ouvrier, de soviét, et ceci grâce à une théorie du « contrôle ouvrier » mal compris — NdR] ; étudions cette institution ouvrière, faisons une enquête, étudions même l'usine capitaliste, mais non en tant qu'organisation de la production matérielle, car il faudrait pour cela une culture spécialisée que nous n'avons pas ; étudions l'usine capitaliste comme forme nécessaire de la classe ouvrière, comme organisme politique [?], comme « territoire national d'autogouvernement ouvrier » [voilà donc l'esprit d'usine et l'autogestion tels que les défendent de nos jours les « théoriciens » yougoslaves ultra-droitiers — NdR]. [...] Cette idée était nouvelle, elle fut repoussée par le camarade Tasca [...]. Il ne voulait pas qu'on engage une propagande directe parmi les masses ouvrières, il voulait un accord avec les secrétaires des fédérations et des syndicats, il voulait qu'on organise une rencontre avec ces secrétaires et qu'on établisse un plan pour une action officielle... ».*

Ce passage récapitule en quelque sorte la polémique ouverte qui avait eu lieu, et montre bien quelle est la pomme de discorde entre Gramsci et Tasca : para-unionisme (para-syndicalisme) du côté de Tasca, « socialisme des conseils » du côté de Gramsci (même si celui-ci envisage pour les conseils des substituts genre « commission d'usine », qui accentuent leur localisme et réduisent encore leur portée). De toute façon, même si on s'en tient à cette déclaration, on ne peut imputer l'orientation immédiatiste de l'*Ordine Nuovo* à une vision spécifique de Tasca. Elle permet de comprendre l'opposition de Gramsci et de ses collaborateurs non tant aux positions de Tasca, qu'ils critiquent sur son propre terrain en poussant jusqu'à l'extrême les positions immédiatistes qu'il défend lui-même sans équivoque, qu'aux positions de la Gauche. En fait, pour résumer les conceptions gramsciennes et les déchiffrer à la lumière du processus ultérieur, on peut se référer à une déclaration de Togliatti :

« La direction socialiste comprenait-elle que la véritable tâche consistait à parvenir à donner une direction nouvelle à des masses déterminées du peuple, y compris les couches moyennes ? Qu'elle consistait à se mettre à la tête d'un mouvement vraiment national, qui recèlerait la capacité de réorganiser toute la société italienne sur de nouvelles bases ? [...] Voilà quel fut le véritable thème de l'Ordine Nuovo. Les points de départ étaient, d'un côté, l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière turinoise, de l'autre, les luttes toujours plus âpres du moment... » (1).

Le but manifestement apologétique de ces « conversations » togliattiennes, l'inflect dénigrement des artisans d'Octobre qu'elles contiennent n'enlèvent rien à l'objectivité des lignes ci-dessus : elles sont une paraphrase ou, mieux, un florilège des expressions employées par Gramsci dans l'*Ordine Nuovo* ou dans les écrits antérieurs. Tel était, effectivement, le véritable thème du mouvement ordinoviste ; en revanche, il rangeait la « construction d'un véritable parti communiste » parmi les « hallucinations particularistes » ! Ce qui montre, une fois de plus, en quoi consistait le léninisme de Gramsci, dont ne peuvent se revendiquer que ceux qui confondent le léninisme avec la « tactique élastique » et qui, comme disait Trotsky, font passer « la flexibilité de leur échine pour de la souplesse bolchévique ».

En saluant le 15/6/1919 la parution de l'*Ordine Nuovo*, dont le premier numéro est du 1<sup>er</sup> mai, l'organe de la Gauche *Il Soviet* pose la question en ses termes réels :

« On ne peut considérer la mise en pratique du programme socialiste sans garder toujours présente à l'esprit la barrière qui nous en sépare nettement dans le temps : la réalisation d'une condition préalable, à savoir la conquête de tout le pouvoir politique par la classe travailleuse ; ce problème précède l'autre, et le processus de sa résolution est encore loin d'être précisé et défini. L'étude concrète [le terme n'est évidemment par utilisé par hasard] de réalisations socialistes vitales pourrait bien entraîner certains à les envisager en dehors de l'atmosphère de la dictature prolétarienne qui les nourrit, à les croire compatibles avec les institutions actuelles, et à glisser ainsi vers le réformisme. Le maximalisme [c'est-à-dire ici : le communisme] envisage de façon parfaitement réaliste le cours complexe de la transformation de l'économie capitaliste en économie communiste, qu'il fait reposer sur une base elle aussi réelle et concrète : la révolution politique. Jusqu'à son triomphe il refuse d'avoir toute autre tâche concrète que d'y préparer les masses prolétariennes ».

---

(1) M. et M. Ferrara, *Conversando con Togliatti*, Roma 1953, p. 42. C'est nous qui soulignons.

Il existe assurément une *Realpolitik* révolutionnaire. C'est la politique — et donc la stratégie et la tactique — fondée sur la connaissance scientifique des lois objectives inhérentes au mode de production capitaliste, fondamentalement contradictoire. Mais cette « politique réaliste » repousse la manie volontariste de « mordre sur le réel », de « violer la réalité », que ce soit par une érosion lente et la conquête graduelle de positions de force, ou par « l'offensive exemplaire », la « propagande du geste ». Elle sait qu'en un certain sens la nouvelle société est contenue dans l'ancienne, mais que, *pour s'affirmer, elle doit bouleverser totalement les mécanismes de celle-ci ; que la nouvelle société ne peut croître dans l'ancienne ni coexister avec elle, parce qu'elle est une société sans classes*. La violence est son accoucheuse, accessoirement en ce sens qu'elle déblaise les scories de la vieille société, mais essentiellement parce que l'instauration de nouveaux rapports non-mercantiles et non-salariaux suppose la destruction de tout l'édifice capitaliste, qui repose sur la généralisation et l'universalisation du mercantilisme ; en son sein ne peut apparaître un « anti-Etat », un « contre-Etat » ou un « anti-pouvoir » ne reposant pas sur des bases mercantiles. Le « double pouvoir » est donc exclusivement *politique*, et caractérise une situation immédiatement pré-révolutionnaire : il conduit nécessairement à l'affrontement à mort qui, ou bien amène la défaite de la cause prolétarienne et la consolidation du pouvoir capitaliste, ou bien assure la victoire de la dictature du prolétariat.

En réponse presque directe à ces affirmations, Gramsci et Togliatti publient dans l'*Ordine Nuovo* du 21/6/1919 l'article déjà mentionné : *Démocratie ouvrière*, qui constitue un véritable « programme » immédiatiste :

*« L'Etat socialiste existe déjà potentiellement dans les institutions de la vie sociale caractéristiques de la classe travaillée exploitée. Relier ces institutions entre elles, les coordonner et les subordonner à une hiérarchie de compétence et de pouvoir, cela signifie créer dès à présent une véritable démocratie ouvrière, en opposition efficace et active à l'Etat bourgeois, préparée dès à présent à remplacer l'Etat bourgeois dans toutes ses fonctions essentielles de gestion et d'administration du patrimoine national [...]. Le Parti socialiste et les syndicats de métier ne peuvent absorber toute la classe laborieuse qu'à travers un travail qui dure des années et des dizaines d'années [...]. Mais la vie sociale de la classe laborieuse est riche en institutions, elle s'articule dans des activités multiples. Ce sont précisément ces organes et ces activités qu'il faut développer, organiser dans leur ensemble, relier dans un vaste système aux articulations souples qui absorbe et discipline toute la classe travaillée. L'usine avec ses commissions internes, les cercles socialistes, les communautés paysannes, sont des centres de vie prolétarienne dans lesquels il faut travailler directement [...]. Dès à présent les ouvriers devraient procéder à l'élection*

de vastes assemblées de délégués, choisis parmi les camarades les meilleurs et les plus conscients, sur le mot d'ordre « Tout le pouvoir dans l'usine aux comités d'usine » coordonné au mot d'ordre « Tout le pouvoir d'Etat aux Conseils ouvriers et paysans ». Un vaste champ de propagande révolutionnaire concrète s'ouvrirait aux communistes organisés dans le Parti et dans les cercles de quartier [...]. Un tel système de démocratie ouvrière (complété par des organisations équivalentes de paysans) donnerait une forme et une discipline permanentes aux masses, serait une magnifique école d'expérience politique et administrative... » (souligné par nous).

Et, le 12/7, Gramsci répétera dans *La conquête de l'Etat* : « Il est nécessaire [...] de créer dès à présent un réseau d'institutions prolétariennes, enracinées dans la conscience des grandes masses, assurées de la discipline et de la fidélité permanentes des grandes masses... ». On reconnaît la formule de Pannekoek : il faut des organisations immédiates pour « garantir le consentement permanent » des grandes masses. On espère donc que celles-ci s'éduqueront justement dans cette sphère des rapport économiques, dans ce cadre de l'usine à l'intérieur duquel ne peut se développer qu'une conscience trade-unioniste ! L'idée, absolument antimarxiste, se précise dans le passage suivant :

« En somme, la création de l'Etat prolétarien n'est pas un acte miraculeux : elle aussi est un processus, un développement qui se produit lui-même. Elle présuppose un travail préparatoire de systématisation et de propagande. Il faut donner un plus grand développement et des pouvoirs plus étendus aux institutions prolétariennes d'usine qui existaient déjà (2), en faire surgir d'analogues dans les villages, faire en sorte que les hommes qui les composent soient des communistes conscients de la mission révolutionnaire qui incombe à l'institution »

de façon à éviter que les Noske et Scheidemann italiens viennent au gouvernement

« et que des sacrifices nouveaux et plus épouvantables soient rendus nécessaires pour l'avènement de l'Etat des prolétaires ».

Le spontanisme de Gramsci est tel que — anticipant sur la polémique ultérieure avec Tasca — il va jusqu'à soutenir que

« l'erreur du syndicalisme consiste en ceci : il admet comme fait permanent, comme forme éternelle de l'associationnisme le syndicat de métier dans la forme et avec les fonctions actuelles, qui sont

---

(2) On reconnaît ici le germe de l'actuel slogan opportuniste « Davantage de pouvoir dans l'usine » — comme si dans l'usine le prolétariat pouvait avoir un quelconque pouvoir.

*imposées et non proposées [plus libertaire que les libertaires ! — NdR] et ne peuvent donc [?] avoir une ligne constante et prévisible de développement. Le syndicalisme, qui se présente comme l'initiateur d'une tradition de liberté [il faut lire plutôt « libertaire » — NdR] « spontanéiste » a été en réalité un des nombreux camouflages de l'esprit jacobin et abstrait ».*

On a toujours reproché au jacobinisme de Robespierre, et à celui de... Lénine, de voir partout des adversaires, à droite, à gauche, etc. Mais les plus farouches anti-jacobins pratiquent tout autant le « qui n'est pas avec nous est contre nous » : Gramsci en arrive à déceler du jacobinisme jusque dans l'anarcho-syndicalisme ! C'est que, alors que les jacobins ont été les jusqu'au-boutistes de la démocratie révolutionnaire petite-bourgeoise — et que les bolcheviks ont été les défenseurs intransigeants de la ligne de la révolution prolétarienne et du parti de classe — Gramsci développe de façon conséquente et à fond le spontanéisme économiste et ouvrieriste. Celui-ci se distingue de l'anarchisme par sa définition du sujet de l'histoire : à la place de l'individu il pose le « producteur », c'est-à-dire l'ouvrier considéré comme possesseur d'un métier, d'une technique... bref, de ce qu'en fait il ne peut pas avoir, précisément parce qu'il est ouvrier, salarié, sans réserve, et non artisan petit-bourgeois. Et c'est ce « producteur », supposé maîtriser consciemment la sphère de la production, qui devrait en tant que tel en tirer aussi une conscience politique !

A propos de la manifestation de solidarité avec les Républiques soviétiques de Russie et de Hongrie des 20 et 21 juillet 1919, Gramsci avance une affirmation bizarre :

*« Adhérer à l'Internationale communiste signifie [...] engrener ses propres institutions avec les Etats prolétariens de Russie et de Hongrie [...], cela signifie l'adhésion de toute la masse prolétarienne consciente de sa mission comme totalité, et organisée de façon à pouvoir la réaliser » (Pour l'Internationale communiste, 26/7/1919).*

Une telle assertion identifie les forces *communistes* avec le mouvement *immédiat* de type *conseilliste*, sans tenir compte du fait qu'à la tête des mouvements politiques se trouvent les pires opportunistes et en sautant allègrement par dessus ces *chefs*. On en arrive ainsi à perdre complètement de vue... l'Internationale communiste, justement. En effet, on admet que les forces *communistes* ainsi définies, qui *pullulent* « à la base, au cœur de la vie industrielle, aux sources capillaires du profit capitaliste » suffisent pour défendre « dans un premier temps » les Républiques soviétiques, et pour réaliser « dans les moments ultérieurs du processus général de conscience et de puissance révolutionnaire l'Internationale des Républiques communistes » !

Pour voir à quel *utopisme* conduit le *concrétisme* lorsqu'on le développe avec une certaine cohérence, on peut se reporter à un article du 13/9/1919 qui présente des « thèses » que nous résumerons :

- 1) « *la dictature du prolétariat [...] est le moment de la vie la plus intense de l'organisation de classe des travailleurs, ouvriers et paysans* » ;
- 2) l'organisation syndicale, instrument « *né pour organiser la concurrence dans la vente de la marchandise-travail [sic], n'est pas apte, par suite de sa nature essentiellement concurrentielle, à administrer de manière communiste la production et à incarner la dictature du prolétariat* » ; elle continuera cependant à accomplir une fonction de « *défense des travailleurs [...] durant la dictature du prolétariat et dans la société communiste [!], en fonctionnant comme organisme technique qui concilie les intérêts divergents des catégories du travail et unifie nationalement et internationalement les valeurs moyennes des rétributions communistes* », c'est-à-dire du... *salairiste* ;
- 3) « *l'organisation des travailleurs, qui exercera le pouvoir social communiste et dans laquelle s'incarnera la dictature prolétarienne, ne peut être qu'un système de Conseils élus sur les lieux de travail, articulés avec souplesse [!] de façon à adhérer au processus de la production industrielle et agricole, coordonnés et échelonnés localement et nationalement de façon à réaliser l'unité de la classe travailleuse par dessus les catégories déterminées par la division du travail [c'est, tel quel, le « parlement industriel » de De Leon — NdR]. Cette unification se réalise aujourd'hui aussi, dans les Bourses du Travail et dans la Confédération Générale du Travail, mais sans cohésion efficace des masses, puisqu'il s'agit simplement d'un contact irrégulier et non-organique des bureaux centraux et des individualités dirigeantes [les habituels « chefs » détestés]. Sur les lieux de travail cette unification sera par contre effective et permanente [mais ne s'agissait-il pas de l'unification au niveau national des Conseils élus sur les lieux du travail ?] parce qu'elle découlera du système articulé et harmonieux du processus industriel dans sa vivante immédiateté, parce qu'elle reposera sur l'activité créatrice qui rapproche les volontés et unit les intérêts et les sentiments des producteurs* » ;
- 4) « *c'est seulement grâce à ce type d'organisation qu'on parviendra à rendre les unités de travail conscientes de leur capacité de produire et d'exercer la souveraineté [qui serait donc une fonction de la production !], sans qu'il soit besoin du capitaliste ni d'une délégation indéterminée du pouvoir politique* ». Cette conception aboutit à l'*autogestion*, y compris dans le domaine politique, où le pouvoir ne serait pas exercé par le parti révolutionnaire à travers l'Etat, mais par les « unités de production », les « noyaux de producteurs » ;
- 5) « *... Le remplacement des propriétaires individuels par des communautés productives, reliées et tressées en un réseau étroit de rapport réciproques [comment ces rapports ne seraient-ils pas mercantiles, si l'économie repose sur l'échange entre des unités de production qui seraient des entreprises autonomes ? Et comment se passer alors d'un équivalent général,*

c'est-à-dire de l'argent ?] tendant à régenter tous les droits et intérêts [sic] surgissant du travail, déterminera la suppression de la concurrence et de la fausse liberté, jetant ainsi les bases de l'organisation de la liberté et de la civilisation communiste ». Avec ça, on a envoyé paître tout le marxisme. Rappelons ce que dit à ce propos notre texte *Les fondements du communisme révolutionnaire* :

« L'entreprise locale autonome est la plus petite des unités sociales imaginables. Elle réunit les deux limitations respectivement propres à la catégorie professionnelle et à la circonscription locale. A supposer qu'elle ait éliminé en son sein le privilège et l'exploitation en distribuant l'insaisissable valeur totale du travail, à peine est-on sorti de ses étroites limites que l'on tombe sur la pieuvre du marché et de l'échange et, dans la pire forme, sur l'anarchie économique capitaliste qui englutit tout. Dans ce système des Conseils dont parti et Etat sont absents, qui donc, avant que l'élimination des classes soit un fait accompli, réglera les fonctions non strictement de technique productive et, pour se limiter à un point, qui entretiendra ceux qui ne feront pas partie d'une entreprise, ceux qui seront sans travail ? L'accumulation aura beaucoup plus de chances de recommencer (à supposer qu'elle se soit jamais arrêtée) comme accumulation d'argent, de stocks formidables de matières premières et de produits déjà ouvrés, que dans un système alvéolaire de communes ou de syndicats. Dans ce système hypothétique existera le maximum de conditions pour transformer une épargne lente et dissimulée en capital dominateur.

« L'ennemi, c'est l'entreprise autonome, non le fait qu'elle ait un patron. Comment écrira-t-on les équations économiques entre entreprises, surtout quand les grandes étoufferont les petites, quand il y aura des entreprises à basse productivité alors que d'autres auront accaparé des dispositifs permettant d'augmenter la leur, quand les unes utiliseront des instruments de production conventionnels et d'autres l'énergie atomique ? Né comme tous les autres d'un fétichisme de l'égalité et de la justice entre individus et de l'horreur ridicule du privilège, de l'exploitation et de l'oppression, ce système leur permettrait de fleurir plus encore que dans la société civile courante, si faire se peut ».

Les trois dernières thèses de Gramsci sont elles aussi importantes : 6) « Intimement amalgamés dans les communautés de production, les travailleurs sont automatiquement conduits à exprimer leur désir du pouvoir d'une manière qui correspond à des principes étroitement inhérents aux rapports de production et d'échange [c'est le nec plus ultra de l'économisme spontanéiste !]. Toutes les idéologies mystifiantes, utopistes, religieuses, petites-bourgeoises s'élimineront rapidement de la psychologie moyenne des prolétaires ; la psychologie communiste, levain permanent d'enthousiasme révolutionnaire, de persévérance tenace dans la discipline de fer du travail et dans la résistance contre tout assaut ouvert ou camouflé du passé, se consolidera

rapidement » ; 7) « les partis pseudo-révolutionnaires [parmi lesquels Gramsci range jusqu'aux socialistes chrétiens!] n'auront plus aucune emprise sur les individus travailleurs si ceux-ci doivent exprimer leur volonté sociale non plus dans le tumulte et la confusion de la foire parlementaire, mais dans la communauté de travail, devant la machine dont ils sont aujourd'hui esclaves et qui devra devenir leur esclave » ; 8) « la révolution n'est pas un acte magique, c'est un processus de développement historique. Chaque Conseil d'ouvriers industriels ou agricoles qui naît autour d'une unité de travail est un point de départ de ce processus, est une réalisation communiste. Promouvoir le surgissement et la multiplication de Conseils ouvriers et paysans, travailler à leur liaison et à leur systématisation organique jusqu'à ce qu'ils réalisent l'unité nationale dans un congrès général, voilà la tâche actuelle des communistes. La poussée de cette nouvelle floraison de pouvoirs, qui monte irrésistiblement des grandes masses travailleuses, déterminera [sic] le heurt violent des deux classes et la consolidation de la dictature prolétarienne. Si on ne situe pas les bases du processus révolutionnaire dans l'intimité de la vie productive, la révolution restera un appel stérile à la volonté, un mythe nébuleux, un mirage : et le chaos, le désordre, le chômage, la faim écraseront les meilleures et les plus vigoureuses énergies prolétariennes ».

Tous ces concepts réapparaîtront le 13 septembre dans l'adresse *Aux Commissaires d'ateliers des Usines Fiat Centre et Brevets*, où on lit entre autre que :

« La masse ouvrière doit se préparer effectivement à acquérir la complète maîtrise d'elle-même, et le premier pas dans cette voie consiste à se discipliner le plus fermement dans l'usine, de façon autonome, spontanée et libre. On ne peut nier que la discipline qui s'instaurera avec le nouveau système conduira à une amélioration de la production, mais ce n'est rien d'autre que la réalisation d'une des thèses du socialisme [thèse que Staline illustrera par la suite...]. A ceux qui objectent alors qu'on en vient ainsi à collaborer avec nos adversaires, avec les propriétaires de l'entreprise, nous répondrons que c'est au contraire le seul moyen de leur faire sentir que la fin de leur domination est proche, puisque la classe ouvrière envisage désormais la possibilité de faire par elle-même et de faire bien... ».

La réplique de *Il Soviet* est catégorique : il dénonce le gradualisme conseilliste, l'identification du conseil d'usine avec le soviet, et le fait d'attribuer au soviet un caractère « intrinsèquement révolutionnaire ». Comme Trotsky l'écrira quelques mois plus tard dans *Terrorisme et Communisme* : « On peut affirmer sans conteste que la dictature des soviets n'est possible que grâce à la dictature du parti : grâce à la clarté de sa vision théorique et à son organisation

*solide, le parti donne aux soviets la possibilité de se transformer d'informes parlements ouvriers en appareil ouvrier de domination* ». S'il en est ainsi, c'est parce que l'*originalité* même des soviets ne découle que de leur caractère d'organes du pouvoir dictatorial du prolétariat, c'est-à-dire de l'Etat-Commune, et non de leur structure et fonction *avant* la prise du pouvoir. Apparus dans une révolution démocratique-bourgeoise (1905 en Russie), ils copient en fin de compte des formes associatives caractéristiques de la participation active des masses laborieuses, sans-culottes et bras-nus, aux grandes révolutions *bourgeoises vraiment populaires*. Cela est si vrai que si les ouvriéristes prétendent attribuer au parti en tant que tel un caractère *bourgeois*, en le faisant dériver des clubs des Jacobins, des Cordeliers, de Feuillants, etc., certains d'entre eux découvrent des « embryons de soviets » justement dans ces organismes dits de « démocratie directe » (3). Mais ce qu'aucune forme du type Commune de 1793 ne pouvait être — même compte tenu de la différence de phase historique — le soviet le fut dans la mesure où le *parti* le transforma en « appareil ouvrier de domination », grâce donc à un contenu et à une orientation révolutionnaires imprimés *de l'extérieur*.

Dans la dictature prolétarienne, contrairement au *peuple en armes* et à la *milice* de la révolution démocratique, tout le monde ne sera pas armé : seuls les travailleurs le seront, et encore pas tous indistinctement, mais seulement ceux qui se placeront sur les positions de classe. De même, la participation et la représentation aux soviets seront interdites aux non-travailleurs et aux ouvriers qu'ils influencent, et ce trait spécifique du soviet au cours de la dictature révolutionnaire le distingue totalement de sa fonction avant la prise du pouvoir, où il s'agit de préparation, de propagande révolutionnaire, de lutte pour la prise du pouvoir — tâches qu'il ne peut non plus accomplir de façon autonome mais seulement si le parti y prédomine — mais jamais d'une fonction de contrôle ou d'exercice d'un pouvoir économique ou politique. Ce qui est nouveau, par conséquent, c'est l'Etat-Commune de la dictature prolétarienne, dont les soviets sont les organes ; non pas cette *forme* d'association ou d'organisation *des masses*, qui peut avoir et a eu dans l'histoire les contenus les plus divers, mais *son contenu, qui dépend, lui, du parti, du programme (stratégie, tactique, etc.) et de l'organisation correspondant aux nécessités de la lutte révolutionnaire*.

Et le parti révolutionnaire du prolétariat est beaucoup plus différent des partis révolutionnaires du passé que le soviet d'avant la prise du pouvoir ne l'est des formes communales et analogues des révolu-

---

(3) Voir, par exemple, D. Guérin *La lutte des classes sous la Première République*, Paris 1946, I, p. 399. Ou, en ce qui concerne l'armée de Cromwell et les « soviets » de ses soldats, H. N. Brailsford, *I Livellatori*, Milan, 1962.

tions bourgeoises. Car le rôle du parti communiste est infiniment plus important que celui de tous les autres, des partis d'avant-garde des révolutions bourgeoises : il est le parti le plus nécessaire de toute l'histoire. Comme l'écrit Trotsky dans *Les leçons d'Octobre* (1924) :

« Il s'est avéré qu'en l'absence d'un parti capable de la diriger, la révolution prolétarienne devenait impossible [...]. Une classe possédante est capable de s'emparer du pouvoir enlevé à une autre classe possédante en s'appuyant sur ses richesses, sur sa « culture », sur ses innombrables liaisons avec l'ancien appareil étatique. Mais pour le prolétariat, rien ne peut remplacer le parti [...]. Seul le parti du prolétariat peut, dans la révolution prolétarienne, jouer le rôle que jouaient dans la révolution bourgeoise la puissance de la bourgeoisie, son instruction, ses municipalités et universités. Son rôle est d'autant plus grand que la conscience de classe de son ennemi s'est formidablement accrue. Au cours des siècles de sa domination, la bourgeoisie a élaboré une école politique incomparablement supérieure à celle de l'ancienne monarchie bureaucratique. Si le parlementarisme a été pour le prolétariat jusqu'à un certain point une école de préparation à la révolution, il a été encore davantage pour la bourgeoisie une école de stratégie contre-révolutionnaire. Il suffit, pour le montrer, d'indiquer que c'est par le parlementarisme que la bourgeoisie a éduqué la social-démocratie [...]. La révolution prolétarienne ne peut triompher sans le parti, à l'encontre du parti ou par un succédané de parti. C'est là le principal enseignement des dix dernières années ».

Ces notions fondamentales, Trotsky les résumera en ces termes : « Sans le parti, en dehors du parti, en contournant le parti, avec un substitut du parti, la révolution prolétarienne ne peut pas vaincre » ; et « L'époque de la révolution sociale en Europe sera une époque de luttes non seulement intenses et impitoyables mais aussi méditées et calculées, comme l'ont démontré ses premiers pas : et elles le seront à un niveau beaucoup plus élevé que chez nous [en Russie] en 1917 ». Un article de *Il Soviet* du 14/9/1919 intitulé *La tâche actuelle de notre parti* anticipe sur ces formulations, en opposant la vision stratégique, tactique, organisationnelle qui découle du programme marxiste aussi bien au passivisme déclamatoire des maximalistes qu'au suivisme éducationniste de l'*Ordine Nuovo* :

« Comparée à celles qui l'ont précédée, la révolution prolétarienne doit avoir et a une caractéristique particulière : la conscience de sa propre action. Elle ne peut être décidée par un ordre du jour et entreprise à volonté, mais cela ne veut pas dire qu'elle ne doive pas être convenablement préparée pour pouvoir réussir. Quelle est la préparation actuelle ? Nulle. Si demain se trouvaient réunies les conditions favorables à une action décisive contre le pouvoir politique bourgeois, ni les hommes, ni les moyens, ni les organisations ne seraient prêts

et si on continue à ne penser qu'aux élections, ils ne le seront jamais.

*Le parti doit être à la fois un animateur et un calculateur précis. Avec une préparation convenable de la masse travailleuse [...] en même temps que du parti il est possible d'envisager la formation des conseils d'ouvriers, paysans et soldats, au moment où cette réalisation prend toute la signification révolutionnaire qu'elle doit avoir. Préparer maintenant formellement la constitution de ces organes, sans que ceux qui doivent participer à leur constitution sachent clairement quelle fonction révolutionnaire ils sont appelés à remplir, c'est faire œuvre vaine. Etant donné l'impréparation psychologique, cela pourrait même conduire à déprécier leur importance ».*

Dans le même numéro paraît l'article déjà cité *Le système de la représentation communiste*, qui constitue une première mise au point importante parce qu'il se réfère directement à la Constitution russe que les « faiseurs de modèles » de Turin n'avaient jamais prise sérieusement en considération. Les arguments de ces articles seront repris dans *Faut-il former les soviets* (21/9/1919), en polémique contre *l'Ordine Nuovo* :

*« S'il s'agit des Conseils d'usine, ils se répandent déjà sous la forme des commissions internes, du système anglais des Shop stewards ; et comme ce sont des organismes qui représentent les intérêts du personnel, il est possible qu'ils se forment alors que l'usine appartient encore au capital privé, et il sera même utile d'encourager la constitution de ces conseils d'usine, sans toutefois se faire des illusions excessives sur leur capacité révolutionnaire intrinsèque ».*

Quant au soviet politique, son caractère spécifique est d'être un organisme de l'Etat révolutionnaire dirigé par le parti communiste :

*« Le soviet politique représente les intérêts collectifs de la classe travailleuse, dans la mesure où elle ne partage pas le pouvoir avec la classe bourgeoise, mais est parvenu à la renverser et à l'exclure du pouvoir. Toute la valeur et la force du soviet réside donc, non pas dans une structure spéciale, mais dans le fait qu'il est l'organe d'une classe qui accapare la direction de la gestion sociale. Chaque membre du soviet est un prolétaire, conscient d'exercer la dictature avec sa classe.*

*« Si même, la classe bourgeoise étant encore au pouvoir, on avait la possibilité de convoquer les électeurs prolétaires pour qu'ils élisent leurs délégués (puisque'il n'y a lieu de passer ni par les commissions internes ni par les syndicats existants), on ne réaliserait qu'une imitation formelle d'une institution future, à laquelle manquerait son caractère révolutionnaire fondamental. Ceux qui peuvent aujourd'hui représenter le prolétariat qui assumera le pouvoir demain, ce sont les ouvriers conscients de cette perspective historique, c'est-à-dire les*

ouvriers membres du Parti communiste. *Le prolétariat qui lutte contre le pouvoir bourgeois est représenté par son parti de classe, même si celui-ci ne constitue qu'une audacieuse minorité.*

*« Les soviets de demain devront avoir leur origine dans les sections locales du Parti communiste. Celles-ci recèleront les éléments préparés qui, tout de suite après la victoire révolutionnaire, seront proposés au vote de la masse des électeurs prolétariens pour constituer les Conseils des délégués ouvriers locaux ».*

Ce passage est éloquemment éclairé par la thèse n° 8 du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste sur le rôle du Parti communiste (4), ainsi que par ces paroles de Trotsky dans *Les leçons d'Octobre* :

*« Il ne faut pas oublier que, chez nous, les soviets avaient déjà surgi à l'étape « démocratique » de la révolution, qu'ils avaient été alors légalisés en quelque sorte, que nous en avons ensuite hérité et que nous les avons utilisés. Il n'en sera pas de même dans les révolutions prolétariennes d'Occident. Là, dans la majorité des cas, les soviets se créeront sur l'appel des communistes et seront par suite des organes directs de l'insurrection prolétarienne. Il n'est pas impossible, évidemment, que la désorganisation de l'appareil étatique bourgeois devienne très forte avant que le prolétariat puisse s'emparer du pouvoir, ce qui permettrait de créer des soviets comme organes déclarés de la préparation de l'insurrection. Mais il y a bien peu de chances pour que cela soit la règle générale. Dans le cas le plus fréquent, on ne parviendra à créer les soviets qu'aux derniers jours, comme organes directs de la masse prête à s'insurger. Enfin, il est très possible également que les soviets surgissent après le moment critique de l'insurrection et même après sa victoire, comme organes du nouveau pouvoir. Il faut avoir constamment devant les yeux toutes ces éventualités pour ne pas tomber dans le fétichisme d'organisation et ne pas transformer les soviets, de forme souple et vivante de la lutte, en un « principe » d'organisation, introduit de l'extérieur dans le mouvement et entravant son développement régulier ».*

Les thèses du II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale affirment que le Parti doit exercer une influence décisive sur les soviets, qu'il doit les diriger, et *non s'adapter à eux*. L'immédiatisme prétend à l'inverse que les soviets doivent diriger le parti et le mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire les deux facteurs qui, pourvu que leur hiérarchie soit respectée et que le parti guide le mouvement de masse au lieu

---

(4) Ces thèses sont reproduites dans notre brochure *Parti et Classe* (Editions Programme Communiste).

de traîner à sa queue, sont les éléments *indispensable et suffisants* de la révolution.

Nous avons parlé dans le chapitre précédent (5) de l'assemblée quasi-générale (dans les limites de Turin et de la Fiat) des Commissaires d'atelier tenue le 31 octobre 1919 ; cette assemblée vota un *Programme* publié dans l'*Ordine Nuovo* du 8 novembre. Manifestement rédigé par Gramsci, ce programme se compose d'un préambule, d'une première partie en sept points et d'une seconde partie analytique ou *Règlement général* (6).

Le préambule reflète un aspect caractéristique de la pensée de Gramsci ; il dit que ce programme n'est qu'une première ébauche, que le temps modèlera suivant la « réalité » : le programme « ne doit et ne devra jamais être définitif ». On évoque ensuite la distinction entre le syndicat traditionnel et le conseil d'usine, formé par les commissaires d'atelier, et on aborde une question délicate : les non-syndiqués votent pour l'élection du commissaire, mais celui-ci doit être un membre du syndicat ; ce point donnera lieu à une polémique interminable.

L'assemblée votera un ordre du jour qui décide de tenir des congrès régionaux et nationaux des conseils d'usine et « d'étudier leur extension aux diverses industries » pour sortir du cadre d'origine, la Fiat.

La déclaration de principe contient des points remarquables : « Les commissaires d'usine sont les seuls et vrais représentants (économiques et politiques) de la classe prolétarienne, parce qu'ils sont élus au suffrage universel [puisque les inorganisés votent aussi] par tous les travailleurs sur le poste même de travail ». Relevons en passant cette touchante idolâtrie du *poste de travail* qui, dans le salariat, est le poste d'exploitation !

On admet ensuite avec des restrictions la fonction « commerciale » des syndicats dans les tractations avec le patronat. En revanche ce sont les conseils qui « incarnent le pouvoir de la classe travailleuse organisée par usine, opposée à l'autorité patronale qui se manifeste dans l'usine même ; socialement ils incarnent l'action du prolétariat tout entier, solidaire dans la lutte pour la conquête du pouvoir public, pour la suppression de la propriété privée ». Il est tout à fait conforme

---

(5) Voir notre *Storia della Sinistra Comunista* (Histoire de la Gauche communiste), tome II, chapitre V.

(6) On trouvera une ample critique de ce *Programme* dans le troisième article de la série « Pour la constitution des conseils ouvriers en Italie » dans *Il Soviet* du 1/9/1920 ; cette série sera publiée en appendice, avec la dernière partie de ce chapitre, dans le prochain numéro de *Programme Communiste*.

à la pensée de Gramsci de ne pas mentionner le parti ni l'Etat, ces organes unitaires pour tout le pays...

En conclusion, l'assemblée des commissaires de Turin affirme qu'elle représente « la première affirmation concrète de la Révolution Communiste en Italie ».

Nous ne suivrons pas en détail la longue partie analytique. En effet, elle est terriblement *concrète*, mais la réalité ultérieure n'a pas consenti à *passer par là*. Certains passages peuvent cependant prouver que le système des conseils est tout à fait perméable au minimalisme comme nous le craignons d'emblée et l'avons d'ailleurs démontré très tôt. Le conseil d'usine représente des intérêts ouvriers encore plus localisés et étroits que la catégorie et l'industrie qui forment la base du syndicat. Or plus un cercle est petit, plus des intérêts communs peuvent dans certaines situations y prendre le pas sur les antagonismes ; et si l'histoire du mouvement turinois est riches en luttes violentes, elle présente aussi des cas d'alliances étranges (7). Mentionnons seulement quelques lignes concernant les *tâches* du commissaire d'atelier. Il doit évidemment *contrôler* si les ouvriers ne sont pas mal traités, mais aussi se préoccuper : [...] d) de connaître de façon précise 1) la valeur du capital engagé dans son atelier ; 2) le rendement de son atelier compte tenu des frais connus ; 3) l'augmentation de rendement qu'il serait possible d'obtenir ; et enfin e) d'empêcher toute aliénation par les capitalistes du capital investi dans les installations de l'usine ! Mais il y a mieux : il doit « étudier les innovations techniques internes proposées par la Direction et ne se prononcer qu'après en avoir discuté avec ses camarades ; il doit inviter ceux-ci à les accepter si, même lorsqu'elles entraînent temporairement des dommages pour les ouvriers, elles comportent aussi *des sacrifices de la part de l'industriel* et s'affirment utiles *au processus de la production* ». Voici donc apparaître la nouvelle idole, *la production*, devant qui maîtres et esclaves doivent s'incliner ! C'est au nom de ce bien suprême que le réformisme et la collaboration de classe triomphent aujourd'hui.

Cette orientation et cette méthode nouvelles (en apparence du moins) suscitèrent un enthousiasme totalement injustifié. On en vint rapidement à discuter des rapports avec les formes d'associations traditionnelles, et, *dans le cadre de Turin*, il sembla facile de l'emporter au sein de la section du parti et dans celle du syndicat de la métallurgie, la FIOM.

---

(7) Citons, par exemple, les campagnes pour la victoire des voitures Fiat dans les courses européennes, avec des *primes* allant aux dirigeants et aux ouvriers de l'usine, etc.

Sous le titre *Les Conseils des ouvriers approuvés par les métallurgistes turinois*, l'*Avanti!* du 3/11/1919 publie un compte rendu abrégé d'une importante assemblée de la section turinoise de la FIOM tenue le 1<sup>er</sup> novembre. L'objet des débats était la transformation des organisations syndicales, appelée par l'institution des commissaires d'atelier et des conseils d'usine qui s'était étendue au cours des mois écoulés à beaucoup d'usines turinoises. Par la suite ils apparaîtront aussi ailleurs, en Ligurie, par exemple, mais sans jamais atteindre la vitalité et l'extension de leurs homologues allemands, les *Betriebsräte*, ni le caractère de masse des *Shop stewards committees* écossais.

A cette assemblée, Uberti présenta au nom du conseil directeur le rapport introductif, dont les points essentiels peuvent se résumer ainsi : 1) Il est nécessaire d'étudier à fond les nouveaux principes sur lesquels on veut fonder l'organisation syndicale ; 2) Les commissaires d'atelier sont apparus pour aider les commissions internes à accomplir leur tâche ; 3) La Fédération n'est pas opposée par principe à leur institution, de même qu'elle n'est pas opposée à ce que les commissions internes deviennent le véritable comité exécutif des ouvriers de l'usine ; 4) Mais le mouvement des commissaires a pris un caractère plus ambitieux ; dans une assemblée des conseils d'usine on a proposé que le comité directeur des sections syndicales soit une émanation des conseils des commissaires ; 5) Ce fait oblige l'organisation syndicale à discipliner les nouvelles institutions ; 6) Les conseils d'usine ont été formés à Turin avec l'idée, qu'il faut repousser, que le droit de vote peut être étendu aux inorganisés ; 7) L'acceptation de cette idée impliquerait la négation de la raison d'être des Fédérations et des Bourses du Travail ; 8) L'actuel conseil directeur accepte le principe des commissaires d'atelier, mais veut faire en sorte qu'ils agissent dans l'orbite syndicale ; 9) Il propose donc qu'on refuse le droit de vote aux inorganisés, et que les commissaires élisent parmi eux-mêmes les commissions internes ; 10) Quant aux organes dirigeants de la section, il propose l'élection d'un conseil général par l'ensemble des membres ; 11) Cette ligne ne peut être acceptée que par des socialistes, et non par des libertaires comme ceux qui ont avancé les propositions de transformation radicale de l'organisation.

Il y eut ensuite trois séries d'interventions, représentant trois tendances différentes. a) La première — orateurs Scaroni et Castagno — soutenait la ligne du conseil directeur ; b) la seconde, dite extrémiste, qui reflétait le comité exécutif des conseils d'usine déjà élus, avait pour porte-parole Garino et Boero. Sa position peut se synthétiser ainsi :

1) Une nouvelle histoire des organisations ouvrières de classe a commencé ; le mouvement des conseils n'est pas particulier à l'indus-

trie métallurgique ; il doit s'étendre à toutes les usines ; 2) Les propositions du conseil directeur se réduisent à une modification superficielle et par le haut des organismes fédéraux. Le mouvement révolutionnaire doit favoriser le jaillissement de la volonté rénovatrice au sein des masses ; 3) Les conseils constituent les organes de la dictature du prolétariat comme dictature de toute la classe ; 4) Sous cet angle on ne peut faire aucune distinction entre organisés et inorganisés, entre cotisants et non-cotisants ; 5) L'organisation par usine est la seule qui permette de créer et de maintenir solidement l'unité de toute la classe ; 6) Les conseils sont les organes du pouvoir ouvrier, et reposent donc sur tous les ouvriers.

Comme conclusion à l'intervention Boero, on présenta la motion suivante, déjà approuvée par le comité directeur des conseils en exercice :

*« Les ouvriers turinois de la FIOM, réunis en assemblée générale le 1<sup>er</sup> novembre 1919, convaincus que l'organe syndical doit être l'expression directe de la volonté des syndiqués ; que cette volonté peut seulement s'exprimer de façon organique à travers des institutions qui surgissent sur les lieux de travail ; que les conseils d'usine, tels qu'ils sont apparus à Turin dans les entreprises métallurgiques, sont la forme embryonnaire de ces nouvelles institutions ; décident d'élargir et d'intensifier l'action pour la création des conseils, qui, aussitôt en place, seront convoqués spécialement pour fixer les rapports à établir entre l'organisation syndicale et les conseils d'usine ; décident en outre que, sur la base des directives arrêtées par la section de la FIOM, on désigne provisoirement, et jusqu'à l'achèvement des travaux des conseils ouvriers, onze membres, dont cinq pour la minorité, qui formeront le comité exécutif provisoire ».*

c) Le troisième courant, dit « centriste », était représenté par Caretto et Chiavazza. Tout en admettant la constitution des conseils, il préconise le refus du droit de vote aux inorganisés. Il se prononce pour une transformation partielle de l'organisation syndicale, englobant le neuf sans détruire l'ancien.

La longue discussion ne permit pas au rapporteur de répondre. On passa au vote. La majorité décida de voter d'abord la motion de gauche, qui fut adoptée à la majorité absolue.

La thèse Uberti était celle de la centrale de la FIOM et de la Confédération du Travail, d'orientation ouvertement réformiste. Boero défendait celle des communistes abstentionnistes turinois et du groupe *Ordine Nuovo*. Nous ne pouvons garantir l'exactitude du compte rendu de *l'Avanti!*, mais il paraît incontestable que les interventions ont

sombré dans la confusion entre conseils d'usine et soviets ouvriers organes du pouvoir, confusion bien des fois dénoncée par *Il Soviet*. La motion Boero, votée à une forte majorité, nous semble par contre exempte d'erreur de principe, et n'entrave pas une clarification salulaire des méthodes organisatives. Le courant centriste reflète les idées de la direction du parti et de *l'Avanti!*, et se maintient dans l'indétermination habituelle.

En décembre, la discussion sur les conseils d'usine passe de l'assemblée syndicale de Turin à la section du parti socialiste. Mais avant de citer les textes de cette discussion, il est bon de rappeler en quels termes la Gauche avait posé la question préalablement à toute étude du programme des *Conseils*, en prenant sur le fameux mot d'ordre de l'*unité prolétarienne* puis sur celui du *front unique révolutionnaire* une position rigoureusement fondée sur les principes marxistes (8). Ces mots d'ordre devaient connaître alors comme toujours un grand succès démagogique, et un des mérites de la Gauche italienne fut de dénoncer le danger qu'ils recélaient, de mettre en garde, longtemps avant son apparition, contre la nouvelle poussée opportuniste qui risquait de se greffer sur ces erreurs, et qui s'élèvera à des sommets d'ignominie dignes du *front national* des partis et des classes en 1914.

Nous avons vu que Gramsci et son groupe présentaient la *nouvelle* forme — le conseil d'usine — comme réalisant presque automatiquement et miraculeusement l'*unité* de tous les prolétaires, divisés par les syndicats et les partis. Même si on reconnaissait dans cette « élégante utopie » un rêve noble et généreux, on devait répondre d'emblée qu'il cachait une erreur catastrophique. Certes, Marx a dit « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » mot d'ordre de l'internationalisme intégral qui, en 1914, fut trahi presque partout. Toutefois il a enseigné, pour qui l'a compris, qu'au cours de la lutte révolutionnaire, une partie (et pas toujours la moindre) des travailleurs de chaque région géographique peut subir l'influence persistante de la classe dominante et en arriver à se battre sous un autre drapeau que celui de la révolution. L'ordinovisme n'était, à sa naissance, qu'un nouvel *utopisme*, effectivement infantile, et à la fin de son évolution il a bien fait d'appeler son journal : *l'Unità*.

*Il Soviet* du 1/6/1919 avait publié un article intitulé *L'erreur de l'unité prolétarienne. Polémique sur plusieurs fronts*, qui mène la lutte dans deux directions, en combattant l'unité avec la direction des syndicats réformistes aussi bien qu'avec celle des syndicats anar-

---

(8) A propos du Front unique voir par exemple la série d'articles des nos 219 à 224 du *Prolétaire*.

chisants. Un second article du 15/6, *Le « Front unique révolutionnaire » ?*, s'oppose à la fusion et même au « bloc » avec ces deux tendances ou écoles politiques, et énonce comme principe que les marxistes révolutionnaires devront, par nécessité historique, lutter seuls, précisément pour que ce soit eux qui parviennent à diriger l'émancipation prolétarienne.

Le premier de ces articles assimile la proposition de fusion syndicale à celle d'un bloc purement politique, naguère préconisé par certains :

*« Un regroupement des forces syndicales du prolétariat par dessus les dissensions politiques serait dépourvu de toute efficacité révolutionnaire, parce que la dynamique de la révolution sociale déborde les limites du syndicat professionnel. Les crises de développement de la société, qu'elles se présentent sous forme évolutive ou révolutionnaire, ont pour acteurs les partis politiques dans lesquels se reflètent les classes sociales. Dans les organismes syndicaux, par contre, ne se reflètent que les catégories professionnelles. L'homme participe à la vie sociale dans des limites bien plus larges que celles de son activité professionnelle, et même ses rapports strictement économiques ne se bornent pas à sa position de producteur, mais s'étendent à ses activités de consommateur, directement intéressé par toutes les autres branches de la production et de l'administration sociales. Dans les moments de convulsion sociale en particulier, l'homme fait valoir ses intérêts par l'action politique, en tant que membre d'une classe sociale et non d'une catégorie de producteurs.*

*« La classe ne doit pas être considérée comme un simple agrégat de catégories productrices, mais comme un ensemble homogène d'êtres humains dont les conditions de vie économiques présentent des analogies fondamentales. Le prolétaire n'est pas le producteur qui exerce tel ou tel métier, mais l'individu caractérisé par le fait qu'il ne possède aucun moyen de production et a besoin de vendre son activité pour vivre. Il se peut qu'un ouvrier, normalement organisé dans sa catégorie, soit en même temps un petit propriétaire agraire ou capitaliste ; celui-là ne serait plus un membre de la classe prolétarienne. Ce cas est plus fréquent qu'on ne le croit ».*

L'article souligne ensuite que dans les révolutions prolétariennes en cours, c'est le parti politique révolutionnaire qui, en battant tous les autres, même « ouvriers », a formé le gouvernement de la révolution et l'a consolidé ensuite par une nouvelle forme de représentation des masses travailleuses :

*« Les documents sur les constitutions des républiques socialistes montrent que cette représentation ne repose pas sur le syndicat, la*

catégorie professionnelle, l'usine, comme nombre de gens s'obstinent à le rabâcher, mais bien sur les circonscriptions territoriales, qui élisent leurs délégués indépendamment de la profession des électeurs et des élus. Dans la nouvelle disposition économique, la propriété et l'administration de l'économie passent à la collectivité, et non aux catégories productrices ».

On mentionne que les syndicats disposent moins librement de leurs usines que les coopératives de producteurs en régime capitaliste, et on signale qu'en principe celles-ci aussi sont socialisées en Russie :

« La caractéristique du régime des soviets n'est donc pas d'être un gouvernement des catégories ouvrières [comme on le croyait couramment à l'époque — NdR], mais un gouvernement de la classe ouvrière, dont les membres ont l'exclusivité des droits politiques refusés par contre aux bourgeois. L'ouvrier qui est en même temps un petit propriétaire ou un petit rentier ne serait pas électeur. Ce concept du gouvernement de classe, de la dictature du prolétariat, est la clé de voûte de toute la vision marxiste du processus révolutionnaire ».

L'article conclut en rappelant qu'une unité syndicale prolétarienne signifierait un bloc entre tendances politiques divergentes, et aurait donc un caractère négatif : « C'est précisément dans la période révolutionnaire que les différences de programme ne peuvent et ne doivent pas être dépassées par des coïncidences momentanées dans certains mots d'ordre ».

Dans l'article du 15 juin 1919, la formule du front unique révolutionnaire, contre laquelle la Gauche luttera tout au long des années suivantes, est saluée avec toute la méfiance qu'elle mérite :

« Nous ne croyons pas que ce nouveau « front unique » ait davantage de raisons d'être ni davantage de succès que celui des... alliés [de la Première Guerre mondiale] qui n'a pas rapproché d'une heure la défaite de l'Allemagne et l'a peut-être retardée, et n'a pas empêché au lendemain de la victoire l'éclatement de conflits entre les vainqueurs [...]. L'idée de s'associer dans l'action en faisant abstraction de la différence de programme est un lieu commun qui jouit d'une grande faveur, surtout s'il est combiné avec les déclamations habituelles contre les théoriciens, mais c'est en fait un thème démagogique de la pire espèce, susceptible d'apporter dans l'action une plus grande confusion mais non une plus grande efficacité [...]. Ce qui importe pour le triomphe de la classe travailleuse, pour éliminer au mieux tous les éléments négatifs qui pourraient l'entraver, c'est la centralisation des forces prolétariennes en un parti politique dont le programme et l'orientation

*tactique ne présentent pas de contradictions avec le développement historique effectif de la lutte ».*

L'article développe ensuite la critique des méthodes réformistes et anarcho-syndicalistes, qu'il ramène à des utopies antimarxistes, et conclut :

*« La solution du problème : comment donner la plus grande efficacité à l'action du prolétariat (c'est-à-dire hâter la chute de la bourgeoisie et aussi rendre impossible l'échec du nouveau régime), nous ne la voyons pas dans la création d'un bloc de courants qui se prétendent révolutionnaires, mais dans la formation d'un mouvement homogène qui avance un programme précis, concret et réalisable dans toutes ses phases successives — car nous ne sommes disposés à reconnaître comme révolutionnaire qu'un programme qui répond à cette exigence ».*

Nous aussi, nous utilisons — ici comme en d'autres occasions — l'adjectif dont on a tant abusé : *concret* ; une phrase précédant cette citation explique dans quel sens il faut l'entendre : « Il s'agit d'un problème *théorique*, c'est-à-dire d'un très important *problème pratique de demain* ».

Ces rappels permettent de comprendre les débats dans la section turinoise du parti socialiste. Les militants appartenant au courant de *Il Soviet* participaient en nombre à ces débats, mais ils étaient eux aussi un peu obnubilés par la mirobolante recette des conseils d'usine, d'autant plus que, dans la grève de protestation des 2 et 3 décembre contre les événements de Montecitorio (9) ces conseils s'étaient montrés relativement influents, surtout à Turin. On peut lire maintenant le compte rendu publié par l'*Avanti!* du 14/12/1919 :

*« L'assemblée de la section socialiste de Turin a voté sur la question des conseils d'usine des « thèses » qui visent à démontrer que :*

*« 1) Comparé au syndicat, le conseil d'usine est un organisme original, parce que dans ce conseil l'ouvrier se considère lui-même comme un*

---

(9) A la rentrée parlementaire du 1<sup>er</sup> décembre 1919, les députés du PSI quittèrent la salle de séance durant le discours de la couronne, pour ne pas « rendre hommage au Roi ». A la sortie du Palais Montecitorio, ils furent agressés et frappés par des officiers et étudiants nationalistes.

Fait très rare durant une longue période, la CGL et la direction du PSI appelèrent *ensemble* à une grève de protestation. Les 2 et 3 décembre, la grève donna lieu à des heurts violents (il y eut des morts et des blessés) avec les forces de l'ordre dans beaucoup de villes d'Italie ; elle fut suspendue le 3.

producteur, nécessairement inséré dans le processus technique du travail et dans l'ensemble des fonctions productives qui, en un certain sens, sont indépendants du mode d'appropriation privé de la richesse produite — alors que dans le syndicat l'ouvrier est constamment conduit à se considérer seulement comme un salarié, et à voir dans son travail non un moment de la production ou une source de souveraineté et de pouvoir, mais simplement un moyen de gagner sa vie. 2) Par conséquent on peut considérer le conseil d'usine comme la cellule de la société communiste, fondée sur la souveraineté du travail et organisée non selon des délimitations territoriales, linguistiques, militaires ou religieuses, mais suivant les distinctions de la productivité et du cadre de travail ; on peut le considérer comme l'instrument idoine pour transformer la psychologie et les habitudes des masses populaires et rapprocher ainsi l'avènement du communisme intégral. 3) Le Conseil d'usine tel qu'il est apparu à Turin représente la réalisation historique des institutions prolétariennes pré-révolutionnaires souhaitées par le congrès socialiste de Bologne ».

Dans l'Ordine Nuovo du 20/12/1919 on trouve un texte différent :

« Motion approuvée à l'unanimité par la section turinoise sur proposition de la commission exécutive :

« La masse des travailleurs manuels et intellectuels qui votent pour le parti socialiste a manifesté sa volonté de voir s'instaurer le pouvoir des travailleurs, de voir créer l'Etat des ouvriers et paysans. Ce pouvoir ne peut pas être une émanation du Parlement, il ne peut émaner que d'un appareil étatique fondé — dans tous ses ordres : législatif, judiciaire, exécutif (bureaucratique) — sur un système de conseils des travailleurs manuels et intellectuels surgissant sur les lieux mêmes de la production, et donc à même de contrôler 1) le processus de la production et d'échange ; 2) les instruments de production et d'échange ; 3) la discipline du travail et le gouvernement industriel. Un pouvoir socialiste qui serait purement politique et ne s'enracinerait pas fortement dans un contrôle énergique et un pouvoir économique de fer, exercé directement par la classe ouvrière et paysanne avec ses moyens et à travers ses organisations sur les lieux mêmes de la production industrielle et agricole, se transformerait à brève échéance en une farce tragique, au cours de laquelle la puissance de la classe laborieuse et du parti socialiste serait écrasée par la puissance économique de la classe des exploiters capitalistes.

« Ceci étant, la section socialiste turinoise propose à ses adhérents de discuter et de définir ces problèmes, extrêmement actuels : 1) Quelles sont les meilleures modalités et formes pour encadrer — en totalité — les masses travailleuses dans un système de conseils d'usine, d'entreprise agricole, de village, de mine, de laboratoire, de bureau, de chan-

tier adhérant au processus de travail et de production, de telle sorte que de la masse émerge une hiérarchie de fonctions qui reproduise la forme de la hiérarchie industrielle capitaliste jusqu'à son sommet, l'Etat et le gouvernement, pour remplacer celui-ci et réaliser organiquement le gouvernement économique-politique des producteurs. 2) Comment obtenir que dans cet appareil de représentation directe des travailleurs les charges soient confiées aux travailleurs socialistes, adeptes ou sympathisants de la tactique et des buts de la III<sup>e</sup> Internationale. 3) Comment peut-on obtenir que les syndicats ouvriers deviennent des syndicats d'industrie, c'est-à-dire qu'ils englobent tous les travailleurs (manuels, techniques et intellectuels) d'une branche d'industrie donnée, et puissent devenir les centres organisatifs du contrôle que les travailleurs exercent directement sur les lieux de production. »

Il est impossible de reconstituer la discussion dont sont sortis ces deux textes. S'agissait-il seulement d'un accord entre la gauche abstentionniste et le groupe Gramsci, ou bien comme l'unanimité le donne à penser, les réformistes s'y associèrent-ils aussi ? Ces deux textes traduisent en tout cas une grande confusion d'idées. Elle tient à un *ouvrierisme* et un *économisme* excessifs, mais aussi à l'importante influence que le groupe des intellectuels petit-bourgeois de la revue exerçait sur la masse des militants, et à laquelle contribuait certainement l'activité énergique et la bonne culture *générale* (malheureusement peu classiste et encore moins marxiste) des rédacteurs, coiffés par un trio dans lequel des dissensions éclateront bientôt : Gramsci, Terracini et Tasca.

Nous nous limiterons à quelques remarques. L'erreur fondamentale est de croire que l'ouvrir pris sur le *lieu de travail* au lieu de la Bourse du Travail ou de la section du parti se considère comme un *producteur* et non comme un *salarié* ou un simple *citoyen*. Il est bien évident que dans les syndicats dominés par les réformistes, comme dans le parti dominé par eux et les maximalistes, qui sont encore plus confus, le militant n'était pas amené à se sentir un révolutionnaire, mais seulement à tendre à améliorer sa situation de salarié, par quelques sous supplémentaires, et de citoyen, par quelques réformettes bourgeoises. Il fallait une longue lutte pour sortir de cette dégénérescence *jaune* du syndicat et du parti, une lutte qui avait commencé depuis des décennies avec l'arme théorique de la critique, et qui devait se conclure par la critique sanglante des armes. Mais jouer la comédie dégoûtante de la *concrétomanie*, prétendre escamoter ce douloureux processus grâce au mot creux de *producteur*, c'était tomber dans l'abstraction la plus lamentable. Certes, les marxistes révolutionnaires ont détruit l'illusion bourgeoise selon laquelle l'esclave économique est émancipé dès lors qu'il est citoyen et électeur, et la justice sauve dès lors que le serf est devenu salarié. Avant le capitalisme, certaines

catégories qui disposaient en partie de leurs moyens de production et de leurs produits (les artisans, les paysans propriétaires) pouvaient figurer le *Producteur idéal*. Mais comment des socialistes pourraient-ils ériger le producteur en idéal ? Comment y aurait-il un producteur qui ne soit pas un salarié et un citoyen de l'Etat bourgeois tant que celui-ci ne sera pas tombé sous les coups de la lutte armée, et que l'économie ne se sera pas dépouillée des formes mercantiles, monétaires, d'entreprise ?

En quel sens l'ouvrier d'usine (de *bagne*, dit Marx) est-il un producteur, lui qui participe à un processus qui aboutit à un *produit* tout entier détenu par le capital (serait-ce d'Etat) et qui sera échangé par le *non-producteur* contre de l'argent, dont le travailleur recevra une petite partie ? Ce dernier est, en tant que producteur, un esclave non émancipé, parce qu'il produit des *marchandises*. Quand il n'en produira plus, tout le réseau du processus de production, c'est-à-dire des entreprises autonomes, sera depuis longtemps anéanti, et il ne restera plus trace de la classification des lieux de production telle qu'elle se présente aujourd'hui. Le *salarié* ne cédera pas la place au producteur cher à *Proudhon*, mais à *l'homme* !

Cette évolution historique demandera beaucoup de temps, et l'acte révolutionnaire en jettera seulement la base. Celle-ci n'est pas économique, mais politique ; non pas locale, mais centrale ; elle ne naît pas d'une nouvelle *forme* adhérant à l'infâme forme capitaliste, mais d'une *force* armée qui a vaincu la force bourgeoise dans la guerre civile. Voilà ce qui passe avant tout, voilà ce qui est urgent, voilà *la nouveauté* à réaliser, le seul problème *pratique* et *concret*. Quant au système ordioviste, sa nouveauté n'était que le vieux *travailisme* et la vision *immédiatiste*, banale et tronquée, de la lutte de classe.

Abandonnons à leur sort les thèmes fameux et malheureux de « gouvernement industriel » et de « pouvoir économique ». Quelques mois plus tard Togliatti se mettra à écrire dans la brillante revue. Dans chacun de ses articles, les adjectifs *nouveau* et *concret* (signifiant respectivement *révisionniste* et *immédiatiste*) reviennent des dizaines de fois, tout comme dans les écrits « classiques » du « chef bien-aimé » du Pci. A ses yeux, même la double définition du conseil d'usine, comme économique et politique, est une concession. Il faut, selon lui, éviter « de rappeler continuellement le caractère politique des nouveaux organismes, de dire que leur but devrait être de préparer la révolution en élaborant des projets et mesures « révolutionnaires » tendant à culminer dans l'action révolutionnaire directe : l'insurrection ». Pour Togliatti, « ce qui, sans qu'il le considère comme tel, est révolutionnaire, c'est l'acte de l'ouvrier qui élit un chef et lui

obéit volontairement [ce qui est révolutionnaire c'est l'organisation qui surgit sur le lieu de travail, *au contact des organes de l'économie patronale* ».

Donnons acte à Togliatti qu'il tiendra dans le second après-guerre ses promesses de 1919. Cependant les *nouveautés* qu'il découvrait alors à chaque pas était déjà des vieilleries. L'erreur de base de l'ordinovisme, Marx l'avait indiqué d'avance en 1847, lorsque, dans *Misère de la Philosophie*, il a enterré avec Proudhon tous ses épigones à venir. La dernière page, enflammée, annonce le *Manifeste* et en éclaire la formule fondamentale : constitution du prolétariat en classe, *donc en parti politique*.

Dans sa préface de 1884 à *Misère de la Philosophie*, Engels montre que Marx y avait déjà réglé son compte au père du réactionnaire socialisme d'Etat prussien, Rodbertus. Mais à combien d'autres *immédiatistes* aussi qui, depuis cent vingt-cinq ans, rabâchent imperturbablement *les mêmes nouveautés* ! Parlant des organisations économiques, il montre qu'à un certain moment elles *prennent un caractère politique* :

« *Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique* ».

Que le lecteur lise cette page jusqu'au bout, jusqu'à sa conclusion bien connue : *Le combat ou la mort* ! Il trouvera aisément le fin mot de l'ordinovisme turinois : une grande poussée, effectivement spontanée, fut déviée en direction du mouvement des conseils. Avec quel résultat ?

Conformément à la doctrine de Togliatti, les ouvriers turinois, dans leurs luttes glorieuses et héroïques, n'ont pas été organisés *pour eux-mêmes*, mais *pour le capital*. Le parti révolutionnaire de classe a fait une fin misérable : organisant les travailleurs de Turin en adhérence étroite avec le processus productif, Togliatti ne pouvait les constituer en classe pour eux-mêmes et pour la révolution italienne et mondiale. Cette *nouveauté* datait de 1847. Il les a constitués *en classe pour la Fiat*.

Voyons maintenant quelques autres aspects des informations publiées par l'édition turinoise de *l'Avanti* !. La discussion dans la section turinoise du Parti socialiste avait eu lieu le 11 décembre 1919.

Dans son numéro du 12, le journal en fit un commentaire assez juste, affirmant que le désaccord qui était apparu sur les conceptions et les méthodes ne traduisait pas un conflit entre des ailes divergentes du prolétariat, mais entre les masses travailleuses et les fonctionnaires réformistes des syndicats et de la Bourse du Travail. Passant outre aux inquiétudes de la droite qui craignait pour son autorité, l'assemblée avait approuvé la motion de Tasca et Togliatti, qui disait :

*« La section socialiste de Turin, ayant pris connaissance de la motion de la commission exécutive, considère qu'il est urgent que toutes les formes d'activité socialiste et prolétarienne concourent à préparer la conquête du pouvoir ; considère que dans le domaine économique cette conquête se prépare en organisant tous les producteurs dans une forme qui adhère au processus de production, de façon à rendre possible l'organisation communiste du travail ; donne mandat au Comité d'étude de s'inspirer de ces principes, de se précipiter surtout de préciser et de régler les rapports qui doivent s'établir entre les Conseils d'usine et les Organisations de résistance pour éviter les conflits de compétence et pour que l'organisation actuelle, loin de s'affaiblir, augmente son prestige aux yeux des masses ».*

La section se contenta d'approuver la liste des membres du Comité d'étude. Le texte montre que la formulation et les principes avancés par le groupe des intellectuels déforme la position généreuse et juste des camarades ouvriers. *On oubliait tout simplement que la conquête du pouvoir est un fait politique qui se déroule sur le terrain politique ; que les mesures économiques seront imposées par l'intervention de la nouvelle puissance étatique, celle que le prolétariat instaurera par sa dictature ; qu'il est tout à fait illusoire de s'y préparer dans une forme qui adhère au processus de production actuel, parce qu'il s'agit là d'une adhérence à la machine de production capitaliste, qui ne prépare donc pas à la lutte, mais à la collaboration de classe.*

Le 14 décembre 1919 se tient le congrès de la Bourse du Travail de Turin (10). Nous citons d'après l'édition turinoise de l'*Avanti!* quelques passages intéressants du discours qu'y a prononcé Umberto Terracini au nom de la section du parti :

*« Terracini déclare que la motion [Tasca-Togliatti] approuvée par la section socialiste laisse chaque individu libre d'agir suivant ses*

---

(10) Ce congrès approuva par plus de 38 000 voix contre 26 000 (opposées au vote des inorganisés) une motion favorable à la constitution des conseils comme organisations de la « masse de tous les producteurs », et, tendanciellement, de tout le peuple en « armée disciplinée ». Etant donné leur fonction, il était évident pour nous aussi que les conseils devaient inclure les inorganisés et leur accorder le droit de vote.

*idées, mais oblige la commission exécutive à travailler dans le sens de la création des Conseils [...]. Le Conseil n'a pas une fonction syndicale [...]. La question, aujourd'hui, c'est la réalisation de Conseils qui embrassent tous les producteurs [...]. On a dit que les Conseils veulent mettre en vigueur le système Taylor. C'est vrai en un certain sens. Les Conseils n'ont pas tort de propager l'idée qu'il faut produire davantage et améliorer la production, étant donné qu'ils veulent préparer l'avènement de la société communiste. Etre révolutionnaire ne veut pas dire être contre la production. La révolution doit avoir lieu sur le lieu de la production. Cela ne peut être accompli que par les Conseils d'usine, et non par les syndicats, qui sont et vivent loin de l'usine. En conclusion, de même qu'il existe des organes de lutte économique et politique, les Conseils des ouvriers, paysans, employés, ont été désignés par Lénine au Congrès de Bologne, et plus modestement par la section de Turin, comme étant ces organes du pouvoir ».*

Il est significatif que, d'après le même compte rendu, Boero, après avoir affirmé très justement qu'il faut être « pour la révolution accomplie par tout le prolétariat », cède ensuite à la mode dominante en déclarant que « le mouvement des Conseils est voulu par l'histoire ».

L'erreur fondamentale consistait, comme d'habitude, à confondre l'appareil de pouvoir invoqué par Lénine et constitué en Russie par les soviets, avec le réseau des conseils d'usine. Gramsci et les autres Turinois, ainsi malheureusement que beaucoup de bons ouvriers de la fraction abstentionniste, commettaient une double erreur. En réalité, dans la Russie révolutionnaire le réseau du pouvoir n'était pas fondé sur les comités d'usine ; mais c'était une erreur de principe, bien plus grave, de penser que ce réseau (même généralisé à toute l'Italie, comme le demandaient Boero et d'autres) pouvait avoir un effet miraculeux alors que la bourgeoisie, son Etat militarisé comme son parlement démocratique, était encore au pouvoir.

Un point délicat évoqué par Terracini mérite d'être développé. On peut effectivement se demander si dans l'économie communiste la production sera plus intense que dans l'économie actuelle. La réponse marxiste ne fait pas de doute : l'augmentation de la productivité du travail social dans une production rationnellement développée ira de pair avec une diminution énorme de la peine, de l'effort et de la durée du travail. Mais c'est tout autre chose de dire que des communistes révolutionnaires, qui conduisent la lutte de classe pour abattre l'Etat bourgeois, doivent dès à présent revendiquer une augmentation de la production. Marx a établi que tant que l'économie n'aura pas atteint une forme non-mercantile et non-monnaire, ce qui nécessitera des décennies après l'instauration de la dictature prolétarienne, la production ne peut augmenter que si l'exploitation du travail

augmente. Avant la prise du pouvoir, il n'y a qu'une possibilité : la lutte de classe révolutionnaire aura pour effet de saboter la production — et de mettre en pièces le rêve productiviste des bourgeois et de toutes les crapules petites-bourgeoises. L'histoire a montré que, partant de la géniale idée turinoise de se mêler de la gestion de Fiat pour qu'elle produise davantage de voitures et que les ouvriers aient quelques misérables centimes de plus, on aboutit à l'infecte situation actuelle, où les « représentants » du prolétariat prônent sans vergogne l'accroissement de la production nationale annuelle et en arrivent à être complices d'une augmentation du chômage et d'une baisse du salaire réel.

Une autre erreur de perspective commune à tous les dirigeants turinois de l'époque était de fermer les yeux sur la nécessité d'exclure du parti la droite réformiste et contre-révolutionnaire, et de croire que Lénine avait recommandé au parti socialiste du Congrès de Bologne de constituer des conseils d'usine. Ceci, alors que cette droite dominait non seulement le groupe parlementaire, mais aussi la Confédération du Travail qui, par ses porte-parole turinois, s'alarmait même devant l'inoffensif mouvement des Conseils ; et que cette droite trouvait son appui le plus solide dans l'opportunisme centriste des Serrati et Cie, qui la revalorisaient même sous prétexte de réagir contre les vellétés anarchisantes et décentralisatrices du noyau « conseilliste » (11).

La vision conseilliste, qui présente les formes de la nouvelle société comme adhérant immédiatement au réseau productif caractéristique du capitalisme, Gramsci l'a incontestablement défendue des ongles et du bec, posant ainsi l'identité : socialisme = société de libres producteurs, de même que les « socialistes des conseils » hollandais d'obédience proudhonienne opposeront au « socialisme d'Etat » l'« association des producteurs — et... consommateurs — libres et égaux ». On le voit particulièrement bien dans ses articles sur les syndicats d'octobre et novembre 1919. Dans le premier, *Syndicats et conseils* (11/10/1919), on lit :

---

(11) Dans un article intitulé *Pour qu'on ne s'y trompe pas (Avanti!* du 4/11/1919), Serrati avait en particulier protesté contre la participation des inorganisés à l'élection des commissaires d'atelier, en la présentant comme une « mise en question de tout un long travail de parti », et en se plaçant sur les mêmes positions que les dirigeants réformistes de CGL. Pour lui comme pour Gramsci, « les conseils d'usine doivent être les atomes du monde nouveau » ; aujourd'hui, cependant, ils représentent « plutôt une ébauche mentale qu'un fait concret », et admettre qu'ils surgissent du vote même des inorganisés comme organes du pouvoir prolétarien est « faire preuve d'un penchant à la facilité extrêmement dangereux pour l'avenir du prolétariat », « une preuve évidente de désintérêt pour la vieille forme et d'un engouement excessif pour la nouvelle ». Seuls les « historiens » qui veulent présenter « l'abstentionnisme » comme une aile avancée — ou déviante — du maximalisme, voient une affinité entre l'hostilité serratiennne et notre *critique de principe* de l'idéologie conseilliste !

« La dictature prolétarienne ne peut s'incarner que dans un type d'organisation spécifique de l'activité propre des producteurs et non des salariés, esclaves du capital. Le Conseil d'usine est la cellule primaire de cette organisation. Puisque dans le Conseil toutes les branches du travail sont représentées, proportionnellement [!] à la contribution de chaque métier et de chaque branche à l'élaboration de l'objet que l'usine produit pour la collectivité [comme si le système capitaliste ne produisait des objets dotés d'une valeur d'usage uniquement parce qu'ils portent une valeur d'échange!], il est une institution de classe, une institution sociale [?]. Sa raison d'être réside dans le travail, dans la production industrielle, c'est-à-dire dans un fait permanent [identique dans toutes les sociétés?], et non dans le salariat, dans la division en classes, c'est-à-dire dans un fait transitoire qu'il s'agit précisément de dépasser [...]. Le Conseil d'usine est le modèle de l'Etat prolétarien [...]. Même le plus ignorant et le plus arriéré des ouvriers [comme si c'était la même chose : un analphabète peut être, d'instinct, politiquement avancé et révolutionnaire, tandis qu'un ouvrier arriéré reste porteur de l'idéologie bourgeoise même s'il est hautement qualifié!], même le plus vaniteux et le plus « cultivé » des ingénieurs (12) finit par se convaincre de cette vérité par les expériences d'organisation de l'usine : tous finissent par acquérir une conscience communiste (13), par comprendre quel grand pas en avant l'économie communiste représente par rapport à l'économie capitaliste [...]. La solidarité ouvrière, qui dans le syndicat se développe dans la lutte contre le capitalisme, à travers les souffrances et les sacrifices, est positive dans le Conseil, permanente et présente dans le plus infime élément de la production industrielle ; elle est contenue dans la conscience joyeuse [« la révolution est une fête » diront les situationnistes de mai 68, qui prétendaient eux aussi éviter la « souffrance » et les « sacrifices »!] d'être un tout organique, un système homogène et compact qui travaille utilement, produit de façon désintéressée la richesse sociale [en plein mercantilisme!], affirme sa souveraineté, réalise son pouvoir et sa liberté créatrice d'histoire [expression typiquement inspirée de Croce ] ».

Dans l'article *Les syndicats et la dictature* (25/10/1919), il explique l'effondrement sanglant de la République hongroise des Conseils avant tout par le fait que « dans le Soviet hongrois, les syndicats se sont abstenus de tout travail créateur [...] parce que la fonction pour laquelle

---

(12) Cette « sympathie » pour les... ingénieurs, Gramsci la perdra au sein du Parti communiste d'Italie, et pour cause, vu la profession du principal dirigeant de la Centrale de Gauche jusqu'en 23, de l'opposition de gauche ensuite. Dans les *Cahiers*, il cherchera même à expliquer le schématisme, le mécanisme, bref le déterminisme de la Gauche par la prédominance des dits « ingénieurs » à la direction du jeune P.C. d'Italie.

(13) Pour apprécier cette perle du « léninisme » gramscien, il suffit de penser que *Que faire?* de Lénine avait été publié... dix-sept ans plus tôt !

le syndicat s'était développé jusqu'à la dictature était inhérente à la domination de la classe bourgeoise, et que les fonctionnaires n'avaient pas une capacité technique industrielle [mais] une psychologie de corps absolument opposée à la psychologie des ouvriers, et ont fini par prendre, face à la masse ouvrière, la même position que la bureaucratie gouvernementale par rapport à l'Etat parlementaire : c'est la bureaucratie qui règne et qui gouverne ».

Il en est ainsi, nous répète l'article *Syndicalisme et Conseils* du 8/11, parce que :

*« Le syndicalisme [...] organise les ouvriers non comme producteurs, mais comme salariés »* alors que *« l'ouvrier ne peut se saisir lui-même comme producteur que s'il se saisit lui-même comme partie indissociable de tout le système de travail qui se condense dans l'objet fabriqué, s'il vit l'unité du processus industriel, qui demande la collaboration du manœuvre, de l'ouvrier qualifié, de l'employé d'administration, de l'ingénieur, du directeur technique [...]. Alors l'ouvrier est producteur, parce qu'il a acquis la conscience de sa fonction dans le processus productif à tous ses stades, de l'usine à la nation, au monde ; alors il perçoit sa classe, et devient communiste, parce que la propriété privée n'est pas fonction de la production [alors que le socialisme l'est, bien sûr !], et devient révolutionnaire parce qu'il voit le capitaliste, le propriétaire privé [et s'il s'agit d'une société anonyme nationalisée ?] comme un poids mort, une charge qu'il faut éliminer. Alors il conçoit « l'Etat », il conçoit l'organisation complexe de la société, parce qu'elle n'est que la forme du gigantesque appareil de production qui reflète [...] la vie de l'usine, qui représente l'ensemble complexe, harmonisé et hiérarchisé, des conditions nécessaires pour que son industrie, son usine, sa personnalité de producteur vivent et se développent ».*

A quel point cette conception est foncièrement opposée au marxisme, quelques passages des *Manuscrits économique-philosophiques de 1844* suffiront à le montrer :

*« L'ouvrier s'aliène dans son objet, et cette aliénation s'exprime selon les lois de l'économie politique : plus l'ouvrier produit, moins il a à consommer ; plus il crée de valeurs, plus il perd en valeur et en dignité ; plus son produit a de forme, plus l'ouvrier est difforme ; plus son objet est civilisé, plus l'ouvrier est barbare ; plus le travail est puissant, plus l'ouvrier est impuissant ; plus le travail est devenu intelligent, plus l'ouvrier est devenu inintelligent et esclave de la nature [...] Or, l'aliénation n'apparaît pas seulement dans le résultat, mais aussi dans l'acte de la production, à l'intérieur de l'activité productrice elle-même. [...] L'aliénation de l'objet du travail n'est que le résumé de l'aliénation, de la dépossession, dans l'activité du travail elle-même. [...] Le travail est extérieur à l'ouvrier, c'est-à-dire qu'il n'appartient pas à son être ; que, dans son travail, l'ouvrier ne s'affirme pas, mais se nie ; qu'il ne s'y sent pas satisfait, mais malheureux ; qu'il n'y déploie pas une libre énergie physique et intellectuelle, mais*

*mortifie son corps et ruine son esprit. C'est pourquoi l'ouvrier n'a le sentiment d'être à soi qu'en dehors du travail ; dans le travail, il se sent extérieur à soi-même. Il est lui quand il ne travaille pas et, quand il travaille, il n'est pas lui, [il] n'a de spontanéité que dans ses fonctions animales : le manger, le boire et la procréation, peut-être encore dans l'habitat, la parure, etc. ; et [...], dans ses fonctions humaines, il ne se sent plus qu'animalité : ce qui est animal devient humain, et ce qui est humain devient animal. Sans doute, manger, boire, procréer, etc., sont aussi des fonctions authentiquement humaines. Toutefois, séparées de l'ensemble des activités humaines, érigées en fins dernières et exclusives, ce ne sont plus que des fonctions animales [...]. L'activité libre, consciente est le caractère générique de l'homme. La vie elle-même apparaît comme simple moyen de vivre » (Marx, Œuvres, t. 2, pp. 59-63, Pléiade).*

Certes, le travail est aussi une école « rude mais qui trempe » (*La Sainte Famille*), dans la mesure où il dépouille le prolétariat de tout reste d'autonomie individuelle, des satisfactions micro-productives, et lui indique « son but et son action historiques » — dans la mesure où le prolétariat parvient à se poser en « parti destructeur », grâce (précisera Marx dans mille passages) à son *organisation politique préalable*, conditionnée par la lutte de classe et en même temps condition pour que cette lutte s'affirme pleinement comme telle, pour qu'elle prenne tout son sens politique d'affrontement entre la tendance conservatrice et la tendance révolutionnaire, engendrées toutes deux par le capitalisme indépendamment des volontés individuelles ou collectives. C'est en ce sens que Lénine, le plus tenace adversaire de la « prise de conscience » du prolétariat « dans l'usine », souligne aussi dans *Que Faire ?* que l'organisation industrielle du travail a un rôle formateur et contribue à la discipline révolutionnaire — à condition que de l'extérieur de l'usine et du rapport économique entre bourgeoisie et prolétariat, de l'extérieur de la lutte revendicative, la conscience communiste soit importée par le parti, dépositaire du programme, dans l'avant-garde ouvrière. En puissant dialecticien Lénine dénonce ainsi la double faute de l'opportunisme immédiatiste commise par les menchéviks et les conciliateurs : ouvriérisme anarchisant, réformisme éducationniste et intellectualiste.

Un « esprit de parti » superficiel et mystificateur (et le « parti » était alors un vrai cirque) qui cache mal un démocratisme vulgaire se manifeste dans l'article *Le problème du pouvoir* (29/11/1919) :

*« Le problème concret immédiat [concrétisme plus immédiatisme !] du Parti socialiste [...], c'est le problème du pouvoir, le problème des modalités et des formes qui permettent d'organiser toute la masse des travailleurs italiens en une hiérarchie qui culmine organi-*

quement dans le Parti ; c'est le problème de la construction d'un appareil étatique qui, à l'intérieur, fonctionne démocratiquement, c'est-à-dire garantisse à toutes les tendances anti-capitalistes la liberté et la possibilité de devenir des partis du gouvernement prolétarien [mais que devient alors la « hiérarchie qui culmine organiquement dans le Parti » ?], et qui, à l'extérieur, soit une machine implacable écrasant les organes du pouvoir industriel et politique du capitalisme. Il y a la grande masse du peuple travailleur italien [brillante découverte, ô combien « concrète » !]. Aujourd'hui, il se divise politiquement en deux tendances dominantes : les socialistes marxistes et les socialistes catholiques [mais oui, le « dialogue avec les catholiques » est lui aussi un legs ordinoviste ; et nous avons vu plus haut les tendresses gramsciennes pour les Vendées et les religieuses... socialistes !] ; ensuite, en un grand nombre de tendances secondaires : les anarcho-syndicalistes, les anciens combattants démocrates-sociaux, et les divers regroupements locaux [par exemple, le Parti d'action sarde] à tendance révolutionnaire. Cette masse représente plus de vingt-cinq millions de personnes, c'est-à-dire une base stable et sûre [!] de l'appareil prolétarien [...]. Pour les révolutionnaires, le plus grand problème concret du moment présent est le suivant : 1) fixer la grande masse du peuple travailleur dans une configuration sociale qui adhère au processus de la production industrielle et agricole (constitution de Conseils d'usine et de village avec droit de vote pour tous les travailleurs) ; 2) obtenir que dans les Conseils la majorité soit représentée par les camarades du Parti ou des organisations ouvrières, et par des camarades sympathisants, mais sans exclure que, dans les premiers moments d'incertitude et d'immaturité, elle puisse tomber passagèrement aux mains de « populaires », de syndicalistes anarchistes, de réformistes, pourvu qu'ils soient des travailleurs élus sur leur lieu de travail et qu'ils adhèrent à l'Etat ouvrier ».

Un article du 27 décembre, *Le parti et la révolution*, montre que l'ordinovisme repousse la dictature du parti même sous la forme émasculée et creuse revendiquée par les maximalistes ou par un champion du réformisme et du social-chauvinisme comme Léon Blum. Il dénonce en effet « le mythe révolutionnaire, dans lequel l'instauration du pouvoir prolétarien est conçue comme une dictature du système des sections du Parti socialiste », ce qu'il identifie avec la méthode... de la social-démocratie allemande et de Noske, et à quoi il oppose une conception selon laquelle :

« Le Parti exerce la plus efficace des dictatures, celle qui naît du prestige, de l'acceptation consciente et spontanée d'une autorité reconnue indispensable à la réussite de l'œuvre entreprise. Malheur, si par suite d'une conception sectaire du rôle du Parti dans la révo-

*lution, on prétend matérialiser cette hiérarchie [mais une hiérarchie non matérialisée est purement imaginaire !], on prétend figer dans des formes mécaniques de pouvoir immédiat [?] l'appareil de gouvernement des masses en mouvement, on prétend enserrer le processus révolutionnaire dans la forme du Parti ; on réussira ainsi à dévier [?!] une parties des hommes, on réussira à « dominer » l'histoire, mais le processus révolutionnaire réel échappera au contrôle et à l'influence du Parti, devenue inconsciemment un organisme conservateur ».*

Dans un « message aux travailleurs occidentaux » remis le 10 juin 1920 à Miss Bonfield, déléguée du Labour Party, l'anarcho-chauvin Kropotkine dira en singeant Kautsky :

*« La révolution russe — continuateur des deux grandes révolutions anglaise et française — s'efforce de progresser au-delà du point où la France s'est arrêtée lorsqu'elle a buté sur la notion de l'égalité de fait, c'est-à-dire de l'égalité économique. Malheureusement, cette tentative a été entreprise en Russie sous la dictature fortement centralisée d'un parti, celui des bolchéviks. La même tentative avait été faite par Babeuf et ses partisans, tentative centraliste et jacobine. Je dois avouer franchement qu'à mon avis, cette tentative d'édifier une république communiste sur des bases étatistes fortement centralisées, sous la loi d'airain de la dictature d'un parti, doit mener à un formidable fiasco. La Russie nous montre comment il ne faut pas imposer le communisme, même à une population lasse de l'ancien régime et impuissante à opposer une résistance active aux expériences des nouveaux gouvernants.*

*« L'idée des soviets ou conseils ouvriers et paysans, déjà avancée pendant la tentative révolutionnaire de 1905 et spontanément réalisée en 1917, fut une idée merveilleuse. Le fait même que ces Conseils doivent contrôler la vie politique et économique du pays implique qu'ils doivent être composés de tous ceux qui participent personnellement à la production de la richesse nationale. Mais tant qu'un pays est soumis à la dictature d'un parti, les Conseils des ouvriers et paysans perdent évidemment toute signification. [Trotsky démontre à l'inverse que c'est seulement alors que les soviets acquièrent leur signification d'organes du pouvoir prolétarien]. Leur fonction se réduit au rôle passif joué dans le passé par les Etats Généraux ou les Parlements, convoqués par le monarque et obligés d'affronter un Conseil de la Couronne tout puissant [...]. L'immense travail de reconstruction exigé par une révolution sociale ne peut être accompli par un gouvernement central, même si, pour guider ce travail, il disposait de quelque chose de plus substantiel que quelques brochures socialistes [c'est ainsi que Kropotkine définit le programme communiste, du Manifeste au Capital !] ou anarchistes. Il demande la connaissance, la compréhens-*

*sion et la collaboration volontaire d'une masse de forces locales et spécialisées, qui peuvent vaincre les difficultés que présentent sous leurs aspects locaux les divers problèmes économiques. Repousser cette collaboration et s'en remettre au génie des dictateurs du parti équivaut à détruire tous les noyaux indépendants, tels les syndicats [...] ou les coopératives de consommation locales, et les transformer en organes bureaucratiques du parti, comme cela se produit actuellement. C'est là le moyen, non d'accomplir la révolution, mais de rendre sa réalisation impossible. »*

De la part d'un anarchiste, tout ceci est naturel. Mais on ne peut à la fois défendre des thèses identiques à cette position anarchiste typiquement petite-bourgeoise, qui est toujours, *en tant que telle*, plus ou moins ouvertement libérale et réformisme (par souci, comme on le voit chez Kropotkine, de « concrétisme » et de « réalisme constructif », bien entendu !) et se proclamer en même temps communiste en jouant même au « léniniste » (par exemple, au congrès de Lyon).

La défiguration du système des soviets par l'ordinovisme imposait une mise au point de plus en plus rigoureuse, surtout qu'elle reflétait, d'une part, l'interprétation « conseilliste » diffuse — et aberrante ! — de l'apport de la révolution d'octobre, et que, d'autre part, elle s'ajoutait à des falsifications analogues d'origine maximaliste, c'est-à-dire centriste. Il ne faut pas oublier que la prétention de la social-démocratie allemande de « socialiser » progressivement la richesse sociale par la nationalisation de quelques industries et mines constituait une référence même pour beaucoup de ceux qui, en paroles, s'opposaient aux majoritaires allemands, promoteurs de la terreur blanche. Elle se retrouve, par exemple, dans les « plans d'expropriation » avancés par les maximalistes, plans qui se rattachent aussi au concept anarcho-syndicaliste de la « grève expropriatrice ». Le travail de réexposition correcte du problème, effectué par *Il Soviet* dans un ensemble d'articles, était donc particulièrement important. Ces articles — *Pour la constitution de Conseils ouvriers en Italie* (4/1, 11/1, 1/2, 8/2 et 22/2 1920) et *La constitution des Soviets et la préparation révolutionnaire* (29/2/1920) — seront donnés en appendice (14). Citons ici l'affirmation caractéristique qui se trouve dans le premier :

*« Le véritable instrument de la lutte de libération du prolétariat, et avant tout de la conquête du pouvoir politique, c'est le parti de classe communiste. Sous la domination bourgeoise, les conseils ouvriers ne*

---

(14) Ils seront publiés avec la dernière partie de ce chapitre dans le prochain numéro de *Programme Communiste*.

peuvent être que des organismes dans lesquels travaille le parti communiste, moteur de la révolution (15).

« Dire qu'ils sont les organes de la libération du prolétariat, sans parler de la fonction du parti, comme le fait le programme de Bologne, nous semble erroné. Soutenir, comme les camarades de l'Ordine Nuovo de Turin, que dès avant la chute de la bourgeoisie les conseils ouvriers sont déjà des organes, non seulement de lutte politique, mais aussi de préparation économique-technique du système communiste, n'est qu'un pur et simple retour au gradualisme des socialistes. Qu'il s'appelle réformisme ou syndicalisme, celui-ci se caractérise en effet par l'idée fausse que le prolétariat peut s'émanciper en gagnant du terrain dans les rapports économiques, alors que le capitalisme détient encore, avec l'Etat, le pouvoir politique ».

En liaison avec la critique de l'adhérence de la représentation prolétarienne aux structures de la production industrielle, la Gauche développe celle du contrôle ouvrier, sur laquelle nous reviendrons plus loin, et dont l'intérêt est évident si on se souvient que presque vingt ans plus tard (1938), le Programme de transition de Trotsky sera axé sur ce mot d'ordre. Citons encore ce passage de *Il Soviet* du 1<sup>er</sup> février 1920 :

« C'est une grave erreur de croire qu'en introduisant dans le milieu prolétarien actuel, parmi les salariés du capitalisme, des structures formelles dont on pense qu'elles pourront se constituer pour la gestion de la production communiste, on développe des forces intrinsèquement et par elles-mêmes révolutionnaires. Ça été l'erreur des syndicalistes, et c'est aussi l'erreur des zéloteurs trop enthousiastes des conseils d'usine ».

---

(15) Cette image à la fois frappante et scientifiquement exacte est aussi utilisée et expliquée par Trotsky dans la préface de son *Histoire de la révolution russe* (14/11/1930) : « C'est seulement par l'étude des processus politiques dans les masses que l'on peut comprendre le rôle des partis et des leaders que nous ne sommes pas le moins du monde enclin à ignorer. Ils constituent un élément non autonome, mais très important du processus. Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre ni du piston, mais de la vapeur ».

On peut dire que ce passage résume l'opposition entre la vision déterministe du marxisme, et la vision vulgairement économiste qui, ignorant les « conditions subjectives », tombe dans le fatalisme et le suivisme passif et impuissant. (Nous pouvons dire avec Claude Bernard que « le fatalisme suppose la manifestation nécessaire d'un phénomène indépendamment de ses conditions, tandis que le déterminisme est la condition nécessaire d'un phénomène dont la manifestation n'est pas forcée »).

C'est ainsi qu'il faut comprendre la juste formule du KPD « la révolution n'est pas une question de forme d'organisation », et non dans le sens que la forme d'organisation *du parti* n'aurait pas d'importance. En effet, suivant les Thèses du 2<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, la Gauche luttait pour un parti *de type bolchévique*, contre ceux qui prênaient un parti du genre II<sup>e</sup> Internationale, Internationale 2 et demie ou... IV<sup>e</sup> Internationale style KAPD. On le voit nettement, entre autres, dans les *Thèses de la fraction communiste abstentionniste de 1920* (thèse 11, II<sup>e</sup> partie) (16), comme dans les *Thèses sur la constitution des Conseils ouvriers*, ou le discours du représentant de la Gauche sur les soviets au Conseil national d'avril.

C'est dans ce cadre que se place notre polémique avec Tasca qui, à la manière de Gramsci et des... « historiographes » actuels, mettait dans le même sac la Gauche et le maximalisme, apparentés, d'après lui, par la prépondérance accordée au parti sur les soviets. Nous lui avons répliqué par cette formule limpide : « Les soviets sont la forme, non la cause de la révolution », en renvoyant aux immédiatistes « expérimentateurs » l'accusation de formalisme qu'ils ont si souvent adressée à la Gauche. En fait, eux sont vraiment des formalistes, des fétichistes entichés d'une forme vide en l'absence de l'hégémonie du parti, incapables qu'ils sont de voir l'urgence dramatique de la *formation* des cadres révolutionnaires, de la préparation des formes organisatives d'un parti apte à mener une lutte aussi « intense et impitoyable » que « réfléchie et calculée » contre la bourgeoisie et ses agents.

Notre analyse du projet Bombacci (article du 22 février 1920), repousse clairement l'idée de provoquer une situation de dualité de pouvoir en l'absence d'un parti communiste et grâce à des soviets, surtout construits « à froid » et mal délimités par rapport aux conseils d'usine. Elle dénonce tout autant l'ordinovisme qui, comme le maximalisme, conçoit la préparation révolutionnaire en termes non seulement économistes, mais démocratico-populistes, en proposant des initiatives largement *frontistes*. « *Le Soviet n'est pas [...] par essence un organe révolutionnaire* », avons-nous affirmé sans équivoque.

L'article du 29 février, *La constitution des Soviets et la préparation révolutionnaire*, rappelle enfin cette vérité, mille fois soulignée par Lénine et Trotsky, que la rupture du prolétariat occidental avec sa bourgeoisie et avec toute la tradition démocratique représentera bien autre chose que la rupture avec la rachitique bourgeoisie russe qui

---

(16) Ces thèses sont publiées dans notre brochure *Défense de la continuité du programme communiste* (Editions Programme Communiste).

végétait à l'ombre de l'absolutisme décrépité ; que la révolution aura en Occident un caractère encore moins *populiste* qu'en Russie, et « *ne pourra être effectuée [...] que par une minorité de la classe ouvrière* » sous la direction du parti communiste. Il précise aussi le véritable sens du déterminisme marxiste et de la formule « la violence est l'accoucheuse de la nouvelle société » : elle ne signifie pas que cette dernière se développe au sein de la société capitaliste, mais que le germe qui provoque l'explosion des contradictions au niveau politique et l'assaut au pouvoir — impossible sans la direction du parti — réside dans l'opposition entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation.

*La dernière partie de ce chapitre, « Parti et « préparation révolutionnaire » dans l'ordinovisme », paraîtra dans le prochain numéro de cette revue.*

# Sommaires de notre presse internationale

---

## EL PROGRAMA COMUNISTA Nº 22

- Desde el Líbano hasta Sudáfrica pasando por Europa : Las consecuencias extremas y devastadoras de la contrarrevolución staliniana
  - Las Tesis de la Izquierda:  
Introducción — El curso histórico del movimiento de clase del proletariado. Guerras y crisis oportunistas
  - Propiedad y Capital
  - Elementos de crítica política y de apreciación histórica de la Junta de Coordinación Revolucionaria latinoamericana
- 

## BULLETIN NR. 12

- Zum Tode des grossen bürgerlichen Revolutionärs Mao Tse-tung : Die proletarische Revolution steht auch in China noch aus
  - Die soziale Bewegung in China (III). Die ursprüngliche Akkumulation
  - Die konterrevolutionäre Rolle der Demokratie in Spanien am Lehrbeispiel der 30er- Jahre
  - Zur Auswirkung der Weltwirtschaftskrise auf die BRD
  - Wahlen oder Klassenkampf : Der aktive Wahlboykottismus als revolutionärer Parlamentarismus im imperialistisch-faschistischen Zeitalter
- 

## COMMUNIST PROGRAM Nº 2

### Party and Class

- Introduction
  - Theses on the Role of the Communist Party in the Proletarian Revolution Adopted by the Second Congress of the Communist International (1920)
  - Party and Class (1921)
  - Party and Class Action (1921)
  - Proletarian Dictatorship and Class Party (1951)
-

# Cours de l'impérialisme mondial

*(Le rapport publié ci-dessous a été présenté à la réunion générale du Parti de septembre 1976. Les données chiffrées ont été complétées en tenant compte des statistiques disponibles début décembre 1976).*

La crise économique qui s'est déclenchée vers la fin de 1974 et a culminé en 1975 dans les grands pays impérialistes dominant le marché mondial s'est successivement répercutée sur l'ensemble des pays capitalistes développés, puis, avec des intensités variables, sur le reste de l'économie mondiale.

## **La crise dans les pays capitalistes développés**

Les rapports précédents sur *le Cours de l'impérialisme mondial* (1) ont montré comment les économies des grands pays capitalistes développés ont progressivement reconstitué, après la phase d'accumulation frénétique ouverte par les destructions de la seconde guerre impérialiste, des cycles économiques en tous points conformes à la théorie marxiste des crises périodiques du mode de production capitaliste. D'abord décalés les uns par rapport aux autres, les cycles respectifs

---

(1) Voir notamment *Programme Communiste*, n° 67, juillet 1975.

de ces grands pays se sont progressivement rapprochés au cours des dernières années par le jeu de leurs échanges commerciaux réciproques, jusqu'à se fondre en un cycle unique imprimant son rythme à l'économie mondiale. C'est ainsi que les grands pays impérialistes au cœur desquels la crise a pris naissance, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon, se sont mutuellement entraînés dans leur chute, puis ont rapidement entraîné dans leur sillage l'ensemble des pays capitalistes développés, grands et petits (c'est-à-dire essentiellement l'ensemble des pays d'Europe).

### ● Production industrielle

Selon les données du rapport annuel de la Banque des Règlements Internationaux (tableau 1), le point supérieur de la phase montante du cycle économique (c'est-à-dire le sommet du *boom*) a été atteint simultanément en novembre 1973 par les trois capitalismes occidentaux les plus puissants du monde, les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon (la Grande-Bretagne, qui souffre d'une crise endémique, les a précédés d'un mois) ; dans ces trois pays la baisse de la production a duré 15 à 20 mois, atteignant, entre le sommet du *boom* et le point le plus bas de la crise, 11,5 % en Allemagne, 13,5 % aux Etats-Unis et 20,4 % au Japon. Ces pays ont été suivis dans la crise à 4-5 mois d'intervalle environ par le Canada, la Suisse et l'Italie, puis à 7 mois d'intervalle par la Belgique, les Pays-Bas, l'Espagne, la Suède, et enfin par la France qui a été le dernier des grands pays impérialistes à entrer dans la crise. Il a donc suffi de 9 mois pour que pratiquement tout le monde capitaliste développé soit plongé dans la crise, en amplifiant ses effets par le jeu des échanges commerciaux réciproques. Le Japon, où la chute de la production a été la plus brutale, a aussi été le premier pays à toucher le fond du cycle économique en février 1975 ; il a été suivi en avril 1975 par les Etats-Unis, en mai par la France, en juillet par l'Allemagne, en août par la Grande-Bretagne et l'Italie : en l'espace de 6 mois le cycle s'est retourné pour les six grands pays capitalistes occidentaux et ils étaient sur la voie de la reprise (que nous analyserons dans la seconde partie de ce rapport) « *juste au moment, écrit le rapport annuel de la Banque des Règlements Internationaux, où le pessimisme était à son comble* » (2).

Pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., au point le plus bas du cycle (deuxième trimestre 1975) la production industrielle avait chuté de 11,6 % par rapport au niveau maximum atteint au dernier trimestre 1973. A titre de comparaison, l'ensemble de la production industrielle

---

(2) Banque des Règlements Internationaux, 46<sup>e</sup> Rapport Annuel, Bâle, juin 1976.

TABLEAU 1 - LA CRISE DANS LES PRINCIPAUX PAYS DEVELOPPES

	Point haut du cycle	Point bas du cycle	Intervalle (nombre de mois)	Baisse de la production industrielle
GDE-BRETAGNE	Oct. 73	Août 75	22	— 10,6 %
ETATS-UNIS	Nov. 73	Avril 75	17	— 13,5 %
ALLEMAGNE	Nov. 73	Juil. 75	20	— 11,5 %
JAPON	Nov. 73	Fév. 75	15	— 20,4 %
CANADA	Mars 74	Sept. 75	18	— 8,0 %
SUISSE	Mars 74	Mars 75	12	— 18,5 %
ITALIE	Avril 74	Août 75	16	— 15,6 %
BELGIQUE	Juin 74	Juil. 75	13	— 13,8 %
PAYS-BAS	Juin 74	Juil. 75	13	— 10,0 %
ESPAGNE	Juin 74	Mars 75	9	— 11,7 %
SUEDE	Juin 74	Juil. 75	13	— 5,6 %
FRANCE	Juin 74	Mai 75	10	— 13,1 %

Source : Banque des Règlements Internationaux, *46<sup>e</sup> Rapport Annuel*, Bâle, juin 1976. Données basées sur les moyennes mobiles trimestrielles des indices de la production industrielle.

mondiale (3) a baissé d'environ 3 à 4 % entre le 2<sup>e</sup> trimestre 1974 et le 3<sup>e</sup> trimestre 1975 (la crise se répercutant sur le reste du monde avec un certain décalage par rapport aux pays avancés). Il apparaît donc clairement que les pays capitalistes avancés sont ceux qui ont été frappés *le plus sévèrement* par la crise, qu'ils ont ensuite répercutée sur le reste de l'économie mondiale. Ces pays étant les plus développés, donc ceux qui se rapprochent le plus des conditions « idéales » d'application des lois du capital mises en évidence par Marx, il était normal que le cycle de l'économie capitaliste et la crise s'y manifestent avec la plus grande netteté ; les *faits* confirment bien qu'à mesure que le capitalisme se développe — fût-ce en pourrissant sur pied — il ne « change » pas comme le voudraient les réformistes et « enrichisseurs » en quête de prétextes à leurs reniements du

(3) Données de l'O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*, juin 1976.

**TABLEAU 2 - PRODUCTION INDUSTRIELLE***(Variations annuelles en pourcentage)*

	Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
<b>ETATS-UNIS</b>												
1973	9,8	9,7	9,6	9,4	10,3	11,3	11,2	10,1	9,1	8,1	7,2	6,2
1974	2,6	0,8	0	0,8	0,8	0	-0,8	-1,5	-1,6	-1,7	-4,3	-6,5
1975	-9,3	-10,8	-11,8	-12,0	-13,1	-12,6	-10,5	-8,8	-7,5	-6,5	-3,4	0,4
1976	5,0	8,6	10,7	11,3	12,5	11,5	10,0	8,6	7,5			
<b>GRANDE-BRETAGNE</b>												
1973	8,0	20,8	10,9	6,8	4,7	6,7	5,7	5,7	4,7	4,5	2,7	0
1974	-7,4	-6,3	-4,4	0	0	-0,9	0,9	1,8	0	-2,0	-2,7	-2,1
1975	4,9	3,8	0	-4,7	-6,7	-8,2	-9,8	-9,9	-8,2	-7,3	-5,5	-5,6
1976	-4,7	-3,7	-1,9	1,0	4,9	1,0	3,0	3,0	2,5			
<b>JAPON</b>												
1973	18,2	17,1	18,7	17,7	19,4	18,3	19,4	18,0	17,8	18,4	17,2	12,6
1974	9,8	9,0	3,1	2,4	2,3	-1,5	-1,1	-5,3	-6,1	-9,7	-13,4	-13,8
1975	-18,0	-18,3	-15,8	-13,9	-14,3	-12,8	-12,1	-7,9	-6,3	-4,6	-3,0	+2,1
1976	9,3	13,2	16,5	16,4	13,5	12,9	14,5	13,8	10,4			
<b>ALLEMAGNE</b>												
1973	8,6	12,7	6,6	8,5	5,6	10,5	3,8	8,7	11,3	5,5	5,5	6,3
1974	1,8	0,8	0,8	0	0,8	3,5	2,5	-2,1	-2,7	-4,4	-3,5	-8,9
1975	-8,5	-8,5	-6,0	-12,7	-5,7	-9,3	-10,4	-6,0	-5,6	-3,3	-1,3	3,6
1976	5,6	8,4	3,2	10,7	6,0	11,4	9,4	9,4	7,2			
<b>FRANCE</b>												
1973	9,0	10,9	10,1	7,2	10,6	9,8	9,5	9,5	9,0	8,7	7,6	1,6
1974	2,5	2,5	0	3,3	0,8	2,5	4,0	4,0	0,8	0	-3,2	-4,2
1975	-7,2	-7,2	-8,9	-9,6	-12,7	-11,1	-14,0	-14,0	-8,3	-6,5	-4,2	2,6
1976	4,3	4,3	8,0	8,0	12,0	9,0	13,6	13,6	15,5			
<b>ITALIE</b>												
1973	3,9	5,0	6,1	15,4	14,0	18,0	23,7	20,0	18,3	21,4	12,5	11,4
1974	20,0	16,1	17,8	12,5	8,9	7,2	2,6	-4,2	4,3	-2,8	-7,3	-11,1
1975	-12,5	-7,7	-12,3	-13,6	-17,0	-13,2	-10,1	-12,3	-11,1	-4,5	1,9	2,0
1976	0,7	4,0	9,1	8,8	21,0	12,5	10,0	19,2				

Source : O.C.D.E., *Principaux indicateurs économiques*, et statistiques nationales publiées dans la presse. Chiffres calculés d'après les indices mensuels de la production industrielle, corrigés des variations saisonnières.

marxisme, mais applique au contraire de plus en plus rigoureusement les lois générales du mode de production capitaliste.

Les données résumant l'évolution mois par mois de la production industrielle pour les plus grands pays occidentaux sont regroupées dans le tableau 2 et traduites dans le graphique de la page 79. Elles mettent en évidence le boom de 1973, la chute générale de la production industrielle en 1974 et début 1975, puis la reprise rapide et simul-



**VARIATION DE L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
(Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie)**

tanée de la production dans les six pays. Le graphique, dans lequel, comme pour le rapport précédent, nous avons volontairement évité d'individualiser les pays, montre bien à quel point la crise, tout comme la reprise qui a suivi, sont *internationales* et *simultanées*. Comment ne pas voir à la lumière de ces *faits* éclatants le caractère dérisoire et mensonger des « solutions nationales » à la crise prônées par le chœur unanime des réformistes dans tous les pays ? Comment ne pas voir que les crises du mode de production capitaliste ne sont pas le résultat de la « mauvaise gestion » de gouvernants « incapables » qu'il suffirait de remplacer pour guérir le mal, mais le *produit inéluctable* d'un mode de production incapable de maîtriser ses propres convulsions et qui doit être *détruit* ?

**TABLEAU 3 - INDICE DU COURS MONDIAL DES METAUX**

	Janv.	Mars	Mai	Juillet	Sept.	Nov.
1974	163	197	246	159	139	132
Variation annuelle (%)	+ 94	+ 73	+ 102	+ 14	- 4	- 19
1975	118	126	116	111	112	110
Variation annuelle (%)	- 26	- 36	- 52	- 40	- 20	- 17
1976	109	114	134	146	138	116
Variation annuelle (%)	- 7	- 9	+ 15	+ 31	+ 23	+ 6

Source : Indice de *The Economist* (base 1970 = 100) en dollars, première semaine de chaque mois.

### ● Mouvement des prix

Comme c'était inévitable, la crise de la production a provoqué la baisse ou la décélération du mouvement des prix, que le début de reprise a à son tour fait remonter.

*Prix des matières premières.* La baisse de la production industrielle ayant entraîné la baisse de la demande, les cours mondiaux des matières premières industrielles ont fortement baissé. L'indice du cours des métaux de *The Economist*, qui avait culminé à 245,8 (record absolu)

**TABLEAU 4 - VARIATION ANNUELLE DES PRIX DE GROS (en %)**

		Janv.	Mars	Mai	Juill.	Sept.	Oct.
ETATS-UNIS	1975	17,3	12,4	12,1	8,8	6,6	3,2
	1976	3,8	5,8	5,1	5,0	3,7	
GRANDE-BRETAGNE	1975	28,3	26,0	25,5	24,6	22,6	20,6
	1976	19,2	16,7	15,0	14,6	15,9	
JAPON	1975	10,5	5,4	4,0	1,3	0,6	0,6
	1976	2,5	4,5	5,1	7,0	7,0	
ALLEMAGNE	1975	13,5	8,3	5,8	5,8	5,1	4,3
	1976	3,5	5,6	6,2	6,2	6,2	
FRANCE	1975	7,6	2,5	9,2	9,8	8,1	6,9
	1976	- 3,9	0,6	8,2	11,6	12,1	
ITALIE	1975	25,8	13,0	9,1	5,5	3,7	3,1
	1976	6,3	14,1	23,7	26,1		

Source : O.C.D.E., *Principaux indicateurs économiques* (données non directement comparables de pays à pays).

en mai 1974, a atteint son point le plus bas à 104,7 en décembre 1975, soit une chute totale de 57 % ; ensuite, il a repris un mouvement ascendant avec la reprise économique, atteignant l'indice 146 en juillet 1976, avant de redescendre à nouveau d'août à novembre (dernier mois disponible).

*Prix de gros.* La crise a provoqué avec un certain décalage dans le temps un net ralentissement de la hausse des prix de gros que le boom avait fait flamber : le taux de hausse annuelle est descendu jusqu'à 3,2 % aux Etats-Unis, 0,6 % au Japon, 3,5 % en Allemagne, 3,1 % en Italie ; la reprise de la production a mis fin au mouvement de décélération (et même fait repartir les prix en hausse à un rythme élevé en Italie) ; en Grande-Bretagne, tout en restant à un niveau élevé, les taux de hausse annuelle étaient en 1976 inférieurs d'environ 10 points à ceux de 1975.

### ● Exportations et commerce mondial

La crise dans les pays industrialisés a provoqué une diminution des échanges sur le marché mondial culminant au premier semestre 1975. Sur l'ensemble de l'année 1975, les exportations mondiales ont augmenté de 4,9 % en valeur (contre 45 % l'année précédente) mais diminué de 5,5 % en volume (tableau 5). Les échanges mutuels des pays capitalistes développés, qui représentent à eux seuls en 1975 46 % du commerce mondial, ont été les plus touchés : ils ont subi une

**TABLEAU 5 - EXPORTATIONS DES PAYS AVANCES**

(Milliards de \$)	1974	1975	Variation en valeur	Variation en volume
<i>Vers les pays avancés</i>	398	404	+ 1 %	— 9 %
<i>Vers les pays de l'O.P.E.P.</i>	29	46	+ 58 %	+ 43 %
<i>Vers les autres pays arriérés</i>	85	92	+ 8 %	— 2,5 %
<i>Vers Comecon et Chine</i>	28	35	+ 25 %	+ 12,6 %
<b>TOTAL</b>	<b>543</b>	<b>580</b>	<b>+ 7 %</b>	<b>— 4,5 %</b>
Total exportations mondiales	837	878	+ 4,9 %	— 5,5 %

Sources : O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*, juin 1976, pour les données en valeur ; Rapports annuels de la B.R.I. et du F.M.I. pour le calcul des variations en volume.

*diminution d'environ 9 % en volume.* Les pays développés ont tenté de compenser cette chute de leur commerce réciproque par un accroissement de leurs exportations vers les pays exportateurs de pétrole, dont le pouvoir d'achat a considérablement augmenté depuis 1973, ainsi que vers les pays du Comecon et la Chine ; vers les premiers, leurs exportations (où les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon se taillent la part du lion) ont augmenté de 17 milliards de dollars (soit un bond de 58 % en valeur), atteignant 46 milliards de dollars ; vers les seconds, leurs exportations ont augmenté de 7 milliards de dollars (+ 25 %) mais malgré cette progression rapide elles ne représentaient encore que 6 % des exportations occidentales. En définitive, la recherche de nouveaux marchés n'a pu empêcher les exportations des pays avancés de diminuer globalement de 4,5 % en volume. En revanche, comme la crise a également provoqué la diminution des *importations* des grands pays impérialistes (qui ont stagné en valeur et diminué de 8 % en volume), leurs balances commerciales et leurs balances des paiements courants se sont globalement améliorées par rapport à 1974 au détriment de celles des autres pays (voir tableau 11, p. 90.)

### Paupérisation de la classe ouvrière

Le capital a réagi à la crise de la seule manière qu'il connaisse, c'est-à-dire en licenciant massivement les travailleurs et en entreprenant de faire baisser les salaires réels.

#### ● Chômage

Les statistiques officielles du chômage (qui sous-estiment pourtant de manière flagrante le nombre réel des sans-emploi) ont fait dans tous les pays un bond considérable ; si l'on compare le nombre officiel de chômeurs en octobre 1973 (c'est-à-dire avant la crise) avec le nombre maximum atteint depuis cette date dans chaque pays (tableau 6), on voit que l'augmentation a été de 127 % aux Etats-Unis, 155 % en Grande-Bretagne, 137 % au Japon, 405 % en Allemagne (chiffre qui ne tient pas compte des 500 000 immigrés renvoyés chez eux) et 126 % en France (les statistiques du chômage en Italie sont dépourvues de toute signification) ; la tendance est semblable dans les autres pays capitalistes.

On constate également que dans tous les pays le nombre de chômeurs a continué à augmenter pendant un certain temps *après* le début de la reprise : les licenciements de « restructuration » destinés à accroître la productivité et l'intensité du travail ont pris en effet le relais des licenciements « conjoncturels », ce qui montre bien que la reprise signifie une *pression accrue* sur les travailleurs. En France, en Grande-Bretagne et au Japon, compte tenu des variations saisonnières, le chômage n'a d'ailleurs *pas cessé d'augmenter*, et il augmente encore à l'automne 1976.

TABLEAU 6 - STATISTIQUES OFFICIELLES DU CHOMAGE

	Octobre 1973	Maximum atteint	Variation en %	Septembre 1976
ETATS-UNIS	3.763.000	8.569.000 (Juin 75)	+ 127 %	7.026.000
GDE-BRETAGNE	528.000	1.307.000 (Sept. 76)	+ 147 %	1.307.000
JAPON	530.000	1.260.000 (Fév. 76)	+ 137 %	1.010.000
ALLEMAGNE	267.000	1.351.000 (Janv. 76)	+ 405 %	899.000
FRANCE	452.000	1.020.000 (Nov. 75)	+ 126 %	955.000
CANADA	429.000	840.000 (Mars 75)	+ 96 %	670.000
AUSTRALIE	61.000	344.000 (Janv. 76)	+ 464 %	264.000
BELGIQUE	93.000	229.000 (Janv. 76)	+ 146 %	223.000
DANEMARK	21.000	157.000 (Déc. 75)	+ 647 %	112.000
FINLANDE	41.000	91.000 (Janv. 76)	+ 122 %	76.000
PAYS-BAS	101.000	238.000 (Fév. 76)	+ 135 %	207.000
ESPAGNE	134.000	363.000 (Mai 76)	+ 171 %	362.000
SUISSE	< 1.000	32.000 (Fév. 76)		80.000

Sources : O.C.D.E., *Principaux indicateurs économiques* et sources nationales officielles ; données brutes non corrigées. Derniers chiffres : juin 1976 pour la Finlande, l'Espagne et la Suisse.

### ● Aggravation des conditions de vie

Frappé par la crise, le capital a également cherché à réduire ses dépenses de capital variable en faisant pression sur les salaires ; là où le gonflement de l'armée industrielle de réserve et la coopération du réformisme ouvrier n'ont pas suffi à atteindre cet objectif, il a instauré des plans centraux de blocage des salaires. Dans tous les pays, la hausse des salaires *nominaux* s'est fortement ralentie en 1975 d'après les estimations officielles elles-mêmes (tableau 7). L'évolution des salaires *réels* est plus difficile à mettre en évidence en raison du truquage des statistiques du coût de la vie, mais elle est déjà un fait officiellement reconnu aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne.

Aux Etats-Unis, selon les chiffres du *Department of Commerce*, le revenu disponible d'un travailleur avec trois personnes à charge exprimé en dollars constants de 1967 (c'est-à-dire en pouvoir d'achat réel) était de \$ 97,50 par semaine en octobre 1972 ; en avril 1975, il était descendu à \$ 87,56, soit une baisse de 10,3 % en deux ans et demi ; un dégrèvement d'impôt « anti-crise » ayant ensuite été institué,

**TABLEAU 7 - EVOLUTION DES SALAIRES NOMINAUX  
DANS L'INDUSTRIE (CHIFFRES OFFICIELS)**

*(Variation en % de décembre à décembre)*

	1972	1973	1974	1975
ETATS-UNIS	6,5	6,6	11,7	7,1
GRANDE-BRETAGNE	14,0	14,7	26,7	20,7
JAPON	16,9	19,1	25,6	13,8
ALLEMAGNE	9,3	7,5	15,0	8,0
FRANCE	12,2	15,9	20,3	14,8
ITALIE	12,1	25,4	24,1	20,3

Source : B.R.I., 46<sup>e</sup> rapport annuel.

il a remonté légèrement mais se situait encore en juillet 1976 à \$ 91,42, soit 6,2 % au-dessous de son niveau 1972 (4).

*Grande-Bretagne.* Le capital britannique a obtenu un résultat semblable en combinant la pression du chômage, la coopération active et étroite du réformisme ouvrier renforcée en confiant la gestion des affaires au parti travailliste, et un plan central de blocage des hausses de salaires. Grâce à ce plan instauré en août 1975 avec la collaboration des Trade Unions, le salaire moyen nominal d'un salarié a augmenté de 19,9 % entre le 1<sup>er</sup> trimestre 1975 et le 2<sup>e</sup> trimestre 1976, alors que les prix à la consommation augmentaient sur la même période de 25,3 %, ce qui représente une *baisse de 4,3 % du salaire réel* (5). L'Institut national de la recherche économique et sociale (N.I.E.S.R.) reconnaissait dans sa dernière analyse de conjoncture que « *pendant la première moitié de l'année [1976] le nombre de journées de travail perdues pour fait de grève [...] a été au niveau le plus bas depuis 1953* » et que « *le faible nombre des conflits reflète la coopération générale des syndicats dans la politique volontaire (!) des salaires* » (6).

*En Allemagne,* la hausse des salaires nominaux s'est fortement ralentie grâce à l'« esprit responsable » des syndicats que le patronat et le gouvernement social-démocrate se plaisent à reconnaître et qui suscite l'envie des autres bourgeoisies européennes — même de la bourgeoisie anglaise qui n'a pourtant pas de leçon à recevoir en matière

(4) Chiffres tirés de *Survey of Current Business*.

(5) Chiffres tirés de *National Institute Economic Review*, août 1976.

(6) *Ibid.*

d'institutionnalisation de la collaboration de classe (« *Pourquoi tous les syndicats ne sont-ils pas comme les syndicats allemands ?* » se lamentait récemment *The Economist*). D'après les dernières données de l'O.C.D.E. (c'est-à-dire sur la base des statistiques officielles) la progression du salaire réel a été nulle au premier trimestre 1976.

Au Japon, les syndicats avaient déjà fait « *de grosses concessions sur les revendications salariales* » lors de la négociation annuelle (« offensive de printemps ») de 1975, si bien que d'après la Banque Mitsubishi le niveau des augmentations de salaires « *correspondait aux vues du patronat* » (7) ; lors des négociations de novembre 1975 sur les primes de fin d'année (qui dans le système de salaires japonais ne sont pas fixes comme un 13<sup>e</sup> mois mais se négocient chaque année et représentent *plus du quart* du salaire annuel) les syndicats ont de leur propre initiative présenté des revendications *inférieures* à celles de l'année précédente, si bien que ces primes ont globalement baissé de 4 % en valeur nominale alors que l'inflation progressait à un rythme annuel de 10 % (8). Enfin, après les négociations salariales du printemps 1976 qui ont conclu des augmentations de salaires inférieures à 9 % en moyenne « *le patronat est satisfait [« jubilant » dit un peu plus loin le même article] car la hausse des salaires est tout à fait à l'intérieur des limites qu'il avait fixées* » ; par contre « *les travailleurs de la base, très mécontents, intensifient leur critique de leurs dirigeants syndicaux* » (9).

En Suisse, où la progression des salaires nominaux a été fortement ralentie, les données officielles de l'O.C.D.E. font apparaître une baisse du pouvoir d'achat du salaire horaire pour les deux premiers trimestres 1976. Aux Pays-Bas, le blocage des salaires a été instauré en décembre 1975. Au Canada, un programme de « lutte contre l'inflation » comportant des « directives obligatoires » en matière de revenus a été institué en octobre 1975. Enfin en France, en Espagne et en Italie des « plans de stabilisation » (c'est-à-dire de baisse des salaires) sont en cours d'application depuis l'automne 1976 et devraient bientôt donner des résultats.

Si la pression pour faire diminuer les salaires réels est générale, l'effort systématique de l'Etat pour renforcer la tendance naturelle du capital a été entrepris assez tardivement par certaines bourgeoisies (en France et en Italie en particulier) et les résultats obtenus sont inégaux. Le rapport annuel de la Banque des Règlements Internationaux notait comme un « fait préoccupant » que « *dans de nombreux cas la progression des salaires n'a pas été judicieusement adaptée à*

---

(7) *Mitsubishi Bank Review*, juin 1975.

(8) *The Oriental Economist*, novembre 1975.

(9) *The Oriental Economist*, juin 1976.

*l'évolution des gains de productivité effectifs ou potentiels [comprenez : les salaires réels n'ont pas baissé, ou pas suffisamment]. Dans un grand nombre de pays, notamment en Europe occidentale, les rémunérations ont été étroitement liées aux prix de détail par l'intermédiaire des mécanismes d'indexation, dont le principal effet a été de rendre plus difficile un ralentissement rapide de l'inflation. Ces systèmes [...] ont pratiquement exclu tout ajustement véritable [comprenez : tout baisse sérieuse], des revenus réels [...] ».*

### Profits et taux de profit du capital

Grâce à la compression des salaires et surtout aux licenciements massifs, le capital a pu globalement éviter l'effondrement de ses profits. Aux Etats-Unis, les profits des sociétés n'ont diminué que de 14,5 % sur l'ensemble de l'année 1974 (bien que la baisse ait été plus sévère pour certains trimestres) et ils ont augmenté de 8 % en 1975, ce qui les met au niveau de 1972 (voir chiffres du tableau 8). Au Japon, ils ont diminué de 21 % en 1975 après avoir pratiquement stagné en 1974 (rappelons que dans ce pays, en vertu d'un système d'emploi hérité du passé, les travailleurs des grandes entreprises leur sont attachés à vie, et leur licenciement est plus difficile que dans d'autres pays). En Grande-Bretagne et en Allemagne (10) — c'est-à-dire dans les deux grands pays capitalistes où le chômage a le plus augmenté et où les partis sociaux-démocrates sont au pouvoir — les profits du capital ont même légèrement *augmenté* en 1975 malgré la crise (respectivement : + 3,3 % et + 3,8 %).

Mais si la masse des profits ne s'est pas effondrée, la baisse des *taux de profit* se faisait déjà nettement sentir depuis quelques années dans les principaux pays. Le rapport de la B.R.I. déjà cité écrit :

*« En Allemagne, selon des sources nationales, le rendement du capital est tombé à 14,4 % en 1974, alors qu'il était de 22,7 % en 1970. Au Royaume-Uni [...] le taux de rendement réel du capital après impôts est tombé de 7,9 % au début des années soixante à 3,5 % environ au début des années soixante-dix et à près de zéro en 1974 [...] Aux Etats-Unis également il a été estimé que le rendement après impôts du capital [...] a diminué de près de moitié entre le milieu des années soixante et 1973 ».*

(10) Pour l'Allemagne, où les statistiques ne donnent pas de séries sur les profits des sociétés comparables à celles des trois autres pays, les chiffres sont ceux des « Revenus de la propriété et de l'entreprise », ce qui est une notion plus large ; mais la *tendance* est bien la même, comme le montre par exemple l'étude des profits d'un échantillon de sociétés européennes réalisée dans *L'Expansion* de novembre 1976. Rappelons d'autre part que les « profits des sociétés » ne correspondent pas exactement au profit au sens où l'analyse Marx, qui inclut non seulement le profit de l'entreprise mais aussi l'intérêt et la rente.

TABLEAU 8 - EVOLUTION DES PROFITS

	1972	1973	1974	1975
ETATS-UNIS Milliards de \$	92,1	99,1	84,8	91,6
Variation annuelle en %	+ 19,3	+ 7,6	- 14,4	+ 8,0
GDE-BRETAGNE Millions de £	11.825	15.114	16.865	17.425
Variation annuelle en %	+ 15,3	+ 27,8	+ 11,6	+ 3,3
JAPON Milliards de Yens	10.511	15.051	15.130	11.936
Variation annuelle en %	+ 14,1	+ 43,2	+ 0,5	- 21,1
ALLEMAGNE Milliards de DM	200,0	215,9	219,9	228,2
Variation annuelle en %	+ 7,9	+ 7,9	+ 1,9	+ 3,8

Sources : *Survey of Current Business* ; *Economic Trends* ; *Monthly statistics of Japan* ; *Wirtschaft und Statistik*. Les données des différents pays ne recouvrent pas les mêmes agrégats et ne sont pas comparables entre elles.

Cette « baisse tendancielle de la rentabilité des sociétés » selon les termes même du rapport (faut-il que les faits soient têtus pour contraindre M. le Directeur Général de la Banque des Règlements Internationaux en personne à utiliser des expressions dignes d'un vulgaire Marx !) a été accentuée par la crise :

« En 1974-75, la conjonction inhabituelle d'une inflation rampante et d'une profonde récession a porté un coup sévère, dans la plupart des pays, à la rentabilité des entreprises et à leur marge brute d'auto-financement. Mais, dans une perspective à plus long terme, cette détérioration cyclique de la rentabilité n'a fait qu'accroître le fléchissement des taux de rendement réels du capital, observé dans la plupart des pays depuis les années soixante ».

En conséquence le capital doit, pour sortir de la crise, essayer d'accroître ses profits pour améliorer sa rentabilité, ce qu'il ne peut faire qu'en accroissant son *taux de plus-value*, c'est-à-dire en poursuivant son offensive contre la classe ouvrière dans les métropoles impérialistes, ainsi qu'en essayant d'accroître les profits tirés de sa domination impérialiste sur le reste du monde.

### La crise et les pays arriérés

La crise qui a frappé les métropoles impérialistes s'est répercutée par l'intermédiaire des échanges sur le marché mondial jusqu'aux pays arriérés d'Afrique, d'Amérique et d'Asie qui constituent *grosso modo* la zone d'influence des impérialismes occidentaux. Ces pays sont dans

TABLEAU 9 - EXPORTATIONS DES PAYS ARRIERES

(Milliards de \$)	1973	1974	1975	1975/74 en %
Vers les pays avancés	81	166	154	- 7 %
Vers les pays arriérés	23	46	47	+ 2 %
Vers Comecon et Chine	5,1	7,7	8,3	+ 8 %
<b>TOTAL</b>	111	222	211	- 5 %
(dont : pétrole)	39	116	(106)	(- 8 %)

Sources : O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*, juin et août 1976. Les chiffres entre parenthèses correspondent à une estimation.

leur ensemble encore insuffisamment développés pour avoir un cycle économique propre ; mais près des trois-quarts de leurs exportations (73 % en 1975) ont pour destination les pays capitalistes avancés. Ces exportations sont elles-mêmes constituées pour plus des 7/10 de matières premières, de minerais et de combustibles minéraux (au premier rang desquels le pétrole, qui depuis la hausse des prix de 1973 représente environ la moitié de la valeur totale des exportations de l'ensemble des pays arriérés, avec 116 milliards de dollars sur un total de 222 milliards de dollars en 1974). Par suite de la chute de leur production industrielle, les pays capitalistes avancés ont réduit les quantités de matières premières importées, ce qui a provoqué par contrecoup la baisse de certains cours mondiaux : la crise des pays avancés a donc fait baisser les exportations des pays arriérés. Comme le montrent les chiffres du tableau 9, ces exportations ont globalement diminué de 5 % (en valeur), et en particulier de 7 % vers les pays avancés (le recul a été le plus sensible pour les pays pétroliers, avec une baisse de 10 milliards de dollars, les effets de la crise s'ajoutant à ceux du rationnement de la consommation pétrolière dans un certain nombre de pays).

La baisse des exportations des pays arriérés a eu deux séries de conséquences, d'une part au niveau de leur production industrielle, d'autre part au niveau de leurs balances commerciales et de leurs balances des paiements.

### ● Production Industrielle

Prise globalement, la production industrielle de l'ensemble des pays arriérés a subi un ralentissement : elle n'a progressé que de 3,7 % sur l'ensemble de l'année 1975, contre + 6,3 % en 1974 et

**TABLEAU 10 - PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS ARRIERES***(Variations annuelles en pourcentage)*

	1972	1973	1974	1975
Industries extractives	+ 5,7	+ 10,8	+ 2,4	— 6,3
Industries manufacturières	+ 8,5	+ 10,3	+ 7,0	+ 6,6

Source : O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*, août 1976.

+ 9,5 % en 1973. Au deuxième trimestre 1975 (qui correspond au point le plus bas de la crise dans les pays capitalistes avancés), la croissance a été nulle par rapport au même trimestre de l'année précédente. Avec le recul des exportations de matières premières, la crise des pays avancés a en effet frappé directement les industries extractives des pays arriérés : la production de ces industries (pétrole compris) a baissé de 6,3 % sur l'ensemble de l'année 1975, avec une pointe de — 12,4 % au deuxième trimestre 1975. En revanche la production des industries manufacturières qui, tout en étant liées au marché mondial, reposent beaucoup plus sur les marchés intérieurs de ces pays, a continué à croître (+ 6,6 % en 1975), non sans se ressentir légèrement elle aussi de la contraction du marché mondial ainsi que des déficits des balances des paiements qui ont freiné les importations de produits industriels indispensables (voir chiffres du tableau 10).

Ceci explique que la crise des métropoles impérialistes se soit répercutée de façon inégale sur la croissance des pays arriérés, selon la dynamique de leur marché intérieur et leur degré de dépendance par rapport au marché mondial, en particulier au niveau des exportations de matières premières industrielles. Ainsi, des pays dont l'économie repose sur l'exportation d'une matière première dont les cours ont baissé ont connu en 1975 une croissance nulle ou négative (c'est le cas par exemple des exportateurs de cuivre comme le Zaïre ou la Zambie). Par contre des pays exportateurs de pétrole en voie d'industrialisation, comme l'Irak ou l'Algérie, ont connu en 1975 une forte croissance (progression de plus de 15 % du Produit intérieur brut d'après une estimation *Newsweek-WEFA*) malgré la baisse de leurs exportations car leurs réserves et leurs revenus pétroliers leur ont permis de continuer à importer à un rythme rapide des biens d'équipements et des produits industriels. Enfin un certain nombre de pays arriérés ont connu en 1975 une croissance moyenne de leur production industrielle (Inde 4,4 %, Mexique 4,5 %, Yougoslavie 5 %) (11) ou de

(11) Chiffres tirés du *Bulletin mensuel de statistiques* de l'O.N.U., juin 1976.

TABLEAU 11 - BALANCES DES PAIEMENTS COURANTS

(Milliards de \$)	1972	1973	1974	1975
Pays avancés	12	13	— 24	5
Pays de l'O.P.E.P.	3	6	67	35
Autres pays arriérés	— 9	— 10	— 29	— 37
<i>dont : Afrique</i>	— 1,5	— 1,6	— 2,4	— 5,0
<i>Asie</i>	— 2,5	— 2,0	— 9,0	— 9,5
<i>Moyen-Orient</i>	— 0,6	— 2,0	— 4,0	— 6,0
<i>Amérique</i>	— 4,4	— 4,4	— 13,2	— 16,5

Source : F.M.I., Rapports annuels 1975, 1976.

leur produit intérieur brut (Brésil 4 %, Thaïlande 5,5 %) (12), généralement au prix d'un endettement croissant envers les pays impérialistes.

### ● Balance des paiements

La baisse des recettes provenant des exportations a frappé les pays arriérés alors que les prix des produits industriels importés des pays développés continuaient à monter. Les balances des paiements courants des pays de l'O.P.E.P., dont les importations ont fortement progressé en 1975, sont cependant restées très largement excédentaires globalement (35 milliards de dollars d'excédent en 1975 contre 67 milliards de dollars en 1974).

Pour les autres pays arriérés en revanche, la baisse des recettes provenant des exportations a provoqué une baisse des importations en volume, mais leur valeur a continué à augmenter en raison de la hausse des prix des produits industriels importés ; les termes de l'échange, qui s'étaient améliorés de 6,5 % en 1973 avec la hausse des cours des matières premières, se sont dégradés de 4,5 % en 1974 et de 10 % en 1975 (13). L'ensemble des pays arriérés non pétroliers ont subi en 1975 un déficit de leurs paiements courants de 37 milliards de dollars (voir tableau 11). Pour combler ce déficit, ils n'ont pu faire autrement que de s'endetter encore davantage auprès des pays impérialistes en empruntant aux Etats et aux banques (c'est le cas en particulier des pays d'Amérique latine, au premier rang desquels le Brésil et le Mexique). Fin 1975, leur dette extérieure à long terme

(12) *Newsweek*, 4 octobre 1976.

(13) *Fonds Monétaire International*, Rapport Annuel 1976.

cumulée atteignait 100 milliards de dollars (14). La crise de l'impérialisme n'a donc pas affaibli mais au contraire *accentué* son emprise économique et financière sur ces pays, et elle se traduira inévitablement par une aggravation de la pression qu'il y exerce, de concert avec les classes dominantes locales, sur le prolétariat et les masses exploitées.

## Pays du Comecon et Chine

Comme on l'a montré dans le rapport précédent, les économies des pays du Comecon et de la Chine, bien que connaissant toutes les catégories du mode de production capitaliste et obéissant intégralement à ses lois, n'ont pas encore de cycle économique propre perceptible en raison du retard de leur développement par rapport aux capitalismes occidentaux. Leur situation à cet égard est la même que celle de certains pays arriérés ou des pays capitalistes développés n'appartenant pas au peloton de tête des pays les plus puissants et les plus avancés, qui ont été *entraînés* dans la crise parce qu'ils exportent vers le marché des pays avancés une part importante de leur production.

Mais la situation des pays du Comecon et de la Chine est différente dans la mesure où leurs liens avec le marché mondial, et en particulier avec les pays qui le dominent, ne sont pas encore très développés. En effet, les économies de la plupart de ces pays ne sont encore que faiblement orientées vers le commerce extérieur, et leurs exportations ne représentent, comparativement aux pays développés d'Occident, qu'une petite partie de leur production (signe supplémentaire qu'ils sont dans une position d'*arriération relative* par rapport aux pays les plus développés). En outre, seule une faible partie de ces exportations est destinée au marché des pays capitalistes avancés, qui constitue le cœur et le moteur du marché mondial : en 1975, 24 milliards de dollars sur 87 milliards de dollars d'exportations totales, soit 28 % (voir chiffres du tableau 12), alors que la proportion correspondante est de 70 % pour les pays capitalistes avancés et de 73 % pour les pays arriérés. Malgré son intégration croissante au reste du marché mondial, le Comecon y constitue encore une zone commerciale périphérique sous la domination de l'impérialisme russe, à l'abri de barrières douanières et de l'inconvertibilité des monnaies. En raison de leur retard économique — d'ailleurs en partie renforcé par ce protectionnisme — les pays du Comecon ont du mal à percer sur les marchés des pays avancés où ils n'ont encore à offrir que peu de matières

---

(14) *Ibid.* La dette cumulée totale (incluant la dette à court terme) fin 1975 n'est pas encore connue, mais le rapport 1976 de la Banque Mondiale l'estimait déjà à 151 milliards de dollars fin 1974 (*Financial Times*, 23 septembre 1976).

**TABLEAU 12 - EXPORTATIONS DU COMECON ET DE LA CHINE**

(Milliards de \$)	1973	1974	1975	1975/74
Vers les pays avancés	16	23	24	+ 4 %
Vers les pays arriérés	8,8	12	13	+ 14 %
Vers Comecon et Chine	32	36	48	+ 33 %
<b>TOTAL</b>	<b>58</b>	<b>72</b>	<b>87</b>	<b>+ 21 %</b>

Source : O.N.U., *Bulletin mensuel de statistiques*, juin 1976.

premières ou de produits industriels capables de concurrencer les pays occidentaux — d'autant que l'impérialisme russe « crème » à son profit les productions les plus avancées technologiquement, qui seraient susceptibles de trouver des débouchés à l'Ouest. La Chine arriérée commence à peine à sortir de l'autarcie. Globalement, la contraction des marchés des pays avancés ne pouvait donc encore avoir qu'une faible incidence sur la production des pays de l'Est.

Quelques chiffres permettront d'illustrer cette situation. Prenons l'exemple d'un pays comme la Hongrie (10,5 millions d'habitants) : en 1974, ses exportations représentaient 12,7 % de son produit matériel net ; 26 % de ces exportations étaient destinées aux pays capitalistes avancés ; en multipliant ces deux chiffres, on constate qu'en 1974 la Hongrie envoyait vers les pays capitalistes avancés des exportations correspondant à 3,3 % de son produit matériel net. Si l'on prend à titre de comparaison un pays capitaliste membre de l'O.C.D.E. mais peu développé et de grandeur comparable, la Grèce (9 millions d'habitants), les chiffres correspondants sont :

- exportations/PNB : 14,7 %
- exportations vers pays avancés/export. totales : 67,3 %
- d'où : export. vers pays avancés/PNB : 9,9 %.

La proportion de la production allant vers les pays capitalistes avancés est donc en gros *trois fois plus grande*. Si l'on prend enfin un pays capitaliste très développé de taille comparable comme la Belgique (9,8 millions d'habitants), les chiffres correspondants sont :

- exportations/PNB : 47,5 %
- exportations vers pays avancés/export. totales : 86,4 %
- d'où : export. vers pays avancés/PNB : 41 %

**TABLEAU 13 - INCIDENCE DES EXPORTATIONS  
VERS LES PAYS CAPITALISTES AVANCÉS (1974)**

	(1) Population (millions)	(2) Exportations vers pays cap. avancés en % des exp. tot.	(3) Exportations en % du pro- duit Matériel Net	(4) = (2) × (3)
RUSSIE	252	5,8	30,2	1,7
POLOGNE	33,7	2,3	36,8	0,8
HONGRIE	10,5	12,7	26,1	3,3
R.D.A.	16,9	22,5	27,4	6,1
TCHECOSLOV.	14,7	11,1	24,0	2,7
BULGARIE	8,7	25,0	11,7	2,9
CHINE	825	2,8	40,0	1,1

Sources : Pays d'Europe : colonnes (1) et (2) : données de base tirées du *Bulletin mensuel de statistiques* de l'O.N.U., juin 1976, tableaux 1, 53 et 64 ; colonne (3) : *Statistitcheskij Ejegodnik stran-ichlenov SEV*, Moscou 1975, tableau 112. Chine : données tirées du *Financial Times*, 29 avril 1975, et de *L'Expansion*, février 1975. Chiffres de 1974 pour les pays d'Europe, de 1973 pour la Chine.

La proportion de la production allant vers les pays capitalistes avancés est *13,6 fois plus grande*. On voit donc qu'en théorie une chute de 10 % des importations des pays avancés provoquerait mécaniquement et toutes choses égales par ailleurs (abstraction faite notamment de la nature des marchandises exportées, qui a une incidence dans la réalité) une baisse de 4,1 % du PNB de la Belgique, de 1 % du PNB de la Grèce, et de 0,3 % seulement du PNB de la Hongrie (15). Ces simples données de fait expliquent pourquoi la crise dans laquelle ont été plongés les pays dominant le marché mondial n'a pas frappé la machine productive des pays de l'Est, qui appartiennent encore à une zone périphérique du marché mondial. Les mêmes données pour l'ensemble des pays du Comecon et la Chine ont été regroupées dans le tableau 13 ; on voit que le seul pays qui se détache de l'ensemble et qui a pu éventuellement subir plus que les autres au niveau de la production le contrecoup de la crise occidentale est la R.D.A.

Globalement, les exportations du Comecon et de la Chine vers les pays avancés (voir tableau 12) ont très peu augmenté en valeur en

(15) Nous n'entrons pas ici dans le détail des différences entre les notions de « produit matériel net » (utilisée par les pays du Comecon) et de « Produit national brut » (utilisée en Occident).

**TABLEAU 14 - DEFICIT COMMERCIAL ET DETTE CUMULEE  
DES PAYS DU COMECON ENVERS LES PAYS INDUSTRIALISES**

(Milliards de \$)	Balance commerciale 1975	Dettes cumulées fin 1975
RUSSIE	— 3,3	13,0
POLOGNE	— 2,2	6,0
HONGRIE	— 0,6	2,3
R.D.A.	— 0,1	3,5
TCHECOSLOVAQUIE	— 0,3	1,2
BULGARIE	— 0,7	1,8
ROUMANIE	— 0,3	3,0
<b>TOTAL</b>	<b>— 7,5</b>	<b>30,8</b>

Source : *Financial Times*, 29 juillet 1976.

1975 (+ 4 %, contre + 43 % l'année précédente) et ont *diminué en volume* ; mais cette stagnation a été plus que compensée par un fort accroissement du commerce intra-Comecon (+ 33 %). En particulier, les exportations de l'U.R.S.S. à destination des pays capitalistes développés ont stagné en valeur, mais elles ont augmenté de 36 % en direction des pays de l'Est européen. Ces données expliquent que d'après les statistiques officielles, la crise économique ne semble pas avoir directement provoqué de fléchissement notable de la production industrielle dans les pays de l'Est.

### ● Déficits commerciaux et balance des paiements

En revanche, la crise a eu sur les balances commerciales et les balances des paiements des pays du Comecon des effets du même type que pour les pays arriérés. Aux importations de biens d'équipement occidentaux indispensables, qui ont continué à augmenter, sont en effet venus s'ajouter les achats massifs de céréales effectués par l'U.R.S.S. (ainsi que par la Chine). Le déficit commercial des pays de l'Europe de l'Est envers les pays industrialisés occidentaux a atteint 7,5 milliards de dollars en 1975, dont 3,3 milliards pour la seule Russie et 2,2 milliards pour la Pologne (voir chiffres du tableau 14). De son côté, la Chine a eu avec les pays de l'O.C.D.E. un déficit commercial visible de 2 milliards de dollars. Pour financer leurs déficits de plus

en plus élevés avec les zones à devises fortes, les pays du Comecon ont emprunté à un rythme croissant à l'Ouest, et fin 1975 leur dette cumulée envers les pays industriels occidentaux se montait à 30,8 milliards de dollars, dont 13 milliards de dollars pour la Russie et 6 milliards de dollars pour la Pologne ; sur ces 30,8 milliards de dollars, environ 8 milliards étaient dûs à la seule Allemagne fédérale.

En ralentissant les exportations et en aggravant les déficits commerciaux des pays de l'Est, la crise a donc accentué leur dépendance financière vis-à-vis des impérialismes dominants — ce qui aura inévitablement pour conséquence d'aggraver la pression exercée sur la classe ouvrière de ces pays afin qu'elle aussi produise des marchandises exportables et « compétitives » sur le marché mondial (voir l'exemple de la Pologne, troisième producteur mondial de charbon, où ce produit est rationné à la population car il est réservé à l'exportation !). Démentant les propagandes mensongères du faux « bloc socialiste », les *faits*, une fois de plus, montrent que le rapport des forces économiques est toujours, et de loin, en faveur des impérialismes occidentaux — même frappés par la crise. Misère de la soi-disant « édification du communisme » suspendue aux précieux dollars de l'impérialisme occidental !

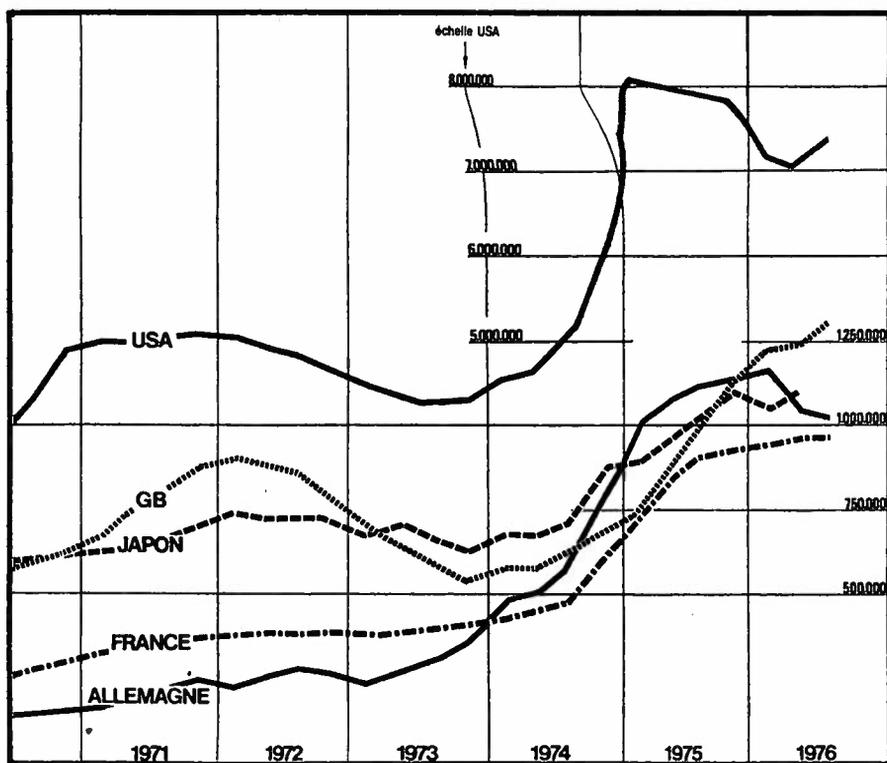
## La reprise économique

Par la baisse brutale de la production et des échanges et la paupérisation massive de la classe ouvrière qu'elle a provoquées, la crise économique de 1975 a été pour l'impérialisme mondial, comme les experts bourgeois eux-mêmes le reconnaissent, « la plus grave depuis les années trente » (rapport de la B.R.I.). Certes, les barrières et les « amortisseurs » édifiés par les Etats bourgeois ont jusqu'ici empêché la crise de la production et des échanges de se transformer en catastrophe monétaire, ou en krach bancaire ou boursier généralisé (les quelques faillites bancaires de 1975-1975 ont été résorbées), ou encore en effondrement du crédit paralysant complètement la machine capitaliste. Mais l'impérialisme ne peut surmonter une crise qu'en aggravant les déséquilibres et les antagonismes qui le minent en profondeur, et donc en préparant les conditions de nouvelles crises plus vastes. Il n'a supporté jusqu'ici les poids de la crise qu'en la répercutant directement, avec la collaboration du réformisme, sur le prolétariat des métropoles impérialistes grandes et petites, et indirectement sur les masses exploitées des zones arriérées. Il ne peut se relever de la crise qu'à condition d'accentuer encore cette pression.

Cette tendance inéluctable est illustrée par les caractères de la reprise économique qui s'est manifestée à partir du dernier trimestre 1975, en s'accompagnant de la persistance d'un fort chômage ou même de son aggravation, et de l'accentuation de la tendance à l'abaissement des salaires. Comme le montrent les chiffres du tableau 2 et le graphique de la page 79, un mouvement simultané de croissance de la production industrielle s'est dessiné dans les grands pays occidentaux à partir de la fin 1975 et surtout aux deux premiers trimestres de 1976. En mai 1976, les taux de croissance annuels atteignaient à nouveau 12,5 % aux Etats-Unis, 13,5 % au Japon, 10 % en Allemagne, 12 % en France ; pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., la production industrielle avait augmenté au rythme annuel de 5,5 % au premier trimestre 1976. Ce mouvement de reprise cyclique conforme aux prévisions de la théorie marxiste s'est accompagné d'une remontée des prix de gros et des cours des matières premières industrielles (voir tableaux 3 et 4).

Les exportations des grands pays impérialistes ont recommencé à croître rapidement ; celles du Japon en particulier ont augmenté au rythme annuel de 24 % *en volume* au premier trimestre 1976 et de 29 % au deuxième trimestre, provoquant aux Etats-Unis et en Europe une nouvelle poussée protectionniste dans les branches (notamment la sidérurgie) menacées par la concurrence japonaise. Les profits ont également repris un mouvement ascendant : au premier semestre 1976 (en données comparables à celles du tableau 8) ils ont augmenté au rythme annuel de 16 % aux Etats-Unis, 20 % en Allemagne, 22 % au Japon (1<sup>er</sup> trimestre 1976), 14 % en Grande-Bretagne (*idem*). Tous les caractères d'une reprise incontestable étaient donc réunis : cela n'a pas empêché le chômage de *continuer à augmenter* en France, en Grande-Bretagne, au Japon, et dans un certain nombre de petits pays ; aux Etats-Unis et en Allemagne, tout en baissant légèrement, il est resté à un niveau bien supérieur à celui d'il y a deux ans, même après que les niveaux de production d'avant la crise aient été rejoints (voir graphique, page 97).

En outre, ce redémarrage, qui s'était engagé à un rythme plus rapide que prévu, a commencé à se ralentir dans les grands pays à partir du milieu de l'année 1976, comme l'indiquent le tassement de la croissance industrielle (voir derniers chiffres du tableau 2 et graphique page 79) et des échanges, ainsi que la baisse du cours des métaux (voir tableau 3). En effet, les grands pays capitalistes occidentaux se sont trouvés confrontés à ce que les économistes bourgeois ont appelé une « panne de l'investissement ». Non que le capital fasse défaut, puisque la crise a au contraire démontré qu'il était surabondant. Mais en raison de la baisse du taux de profit, qui a encore été accentuée par la crise, le capital-argent répugne à s'investir dans le cycle de la production capitaliste : *le capital repousse le capital*. Les capitaux nouvellement formés cherchent des emplois plus lucratifs dans des



### EVOLUTION DU NOMBRE OFFICIEL DE CHOMEURS

(Données trimestrielles O.C.D.E., corrigées des variations saisonnières)

spéculations variées (mais qui trouvent vite leur limite puisqu'elles ne créent globalement ni valeur ni profit et que tous ne peuvent donc y gagner en même temps) ainsi que dans les pays arriérés dominés par l'impérialisme, où les conditions d'exploitation assurent des taux de plus-value et donc des taux de profit élevés. Les capitaux déjà investis dans les entreprises se trouvent dans une situation où les masses de capital-argent dont ils disposent en propre pour les réaccumuler sont de plus en plus faibles relativement, où leur endettement vis-à-vis des banques s'accroît, et où surtout la rentabilité réelle ou escomptée du capital est trop faible pour les faire investir au-delà de ce qui est strictement indispensable à la continuation du cycle productif : en d'autres termes, ils tendent provisoirement à se cantonner dans la reproduction simple plutôt qu'à s'élargir. Comme l'écrivait récemment *L'Expansion* (octobre 1976) : « Les dépenses en capital ne reprennent pas, ou plutôt elles se limitent le plus souvent à des mesures de ratio-

*nalisation (économies de main-d'œuvre) et de modernisation. Il y a très peu de constructions de nouvelles usines complètes. »*

Dans ces conditions, il est inévitable qu'une fois les niveaux de production antérieurs à la crise rejoints, la reprise productive « plafonne ». Comme le montre la théorie marxiste, le secteur I (fabriquant les biens de production) jouant le rôle déterminant dans la dynamique de la production capitaliste, seul le mouvement de *l'investissement* peut véritablement faire repartir l'ensemble de la production (16). Ce n'est qu'à condition que l'accumulation de capital atteigne un niveau et un rythme suffisants que le début de reprise peut se transformer en une phase de croissance (qui trouvera inévitablement elle-même son apogée... dans une nouvelle crise cyclique).

Mais dans la logique du mode de production capitaliste, l'accumulation doit rapporter des profits et des taux de profit suffisants ; et pour accroître des taux de profit que la crise a fait baisser alors qu'ils étaient déjà mal en point, il faut augmenter les *taux de plus-value*, c'est-à-dire l'exploitation de la classe ouvrière. S'il veut réellement sortir de la crise le capital doit donc, non pas « augmenter la consommation populaire » comme le voudraient les contes de fée réformistes, mais au contraire accentuer son offensive pour accroître la masse de ses profits au détriment de la masse des salaires. Le rapport déjà cité de la B.R.I. le déclarait ouvertement, tout en rappelant aux Etats bourgeois leur rôle dans la conduite centralisée de cette offensive :

*« La politique à suivre devrait donc viser un double objectif : d'une part, s'efforcer de contrôler fermement la dépense globale, de manière à empêcher l'expansion de devenir incontrôlable ; d'autre part, augmenter la part de l'investissement dans la dépense totale au détriment de la consommation [...] Dans un certain nombre de pays, une politique des revenus conçue en partie dans le but de ramener les profits des sociétés à des niveaux satisfaisants pourrait jouer un rôle utile [...] Une telle politique pourrait conduire à une modification de la composition de la dépense intérieure de la consommation vers la formation de capital [...] Certains pays [ont besoin] de mesures explicites de politique des revenus : celles-ci pourraient aller de l'acceptation volontaire de directives générales, basées sur un large consensus social, à des plafonnements autoritaires de la croissance des revenus ».*

« Augmenter la part des investissements », et donc des profits, aux dépens de celle des salaires, cela signifie tout d'abord « rationaliser » et « dégraisser » les entreprises en licenciant massivement. C'est pourquoi le chômage est resté à un niveau élevé ou a continué à augmenter, les travailleurs victimes des « restructurations » venant rejoindre dans

---

(16) Voir le rapport précédent ainsi que « La « relance de la consommation populaire » ou l'elixir du docteur Marchais », *Programme Communiste*, n° 68.

l'armée de réserve ceux qui y avaient été envoyés par la chute de la production. Mais il doit encore augmenter, car pour le capital les licenciements massifs déjà effectués *ne sont pas encore suffisants* : « Dans la plupart des pays, écrivait *L'Expansion* dans son éditorial d'octobre 1976, le taux de chômage a été très inférieur à ce qu'il aurait dû être pour maintenir la rentabilité de l'appareil de production. En France, tout particulièrement, beaucoup d'entreprises ont traversé la crise avec des excédents permanents de main-d'œuvre. »

Cette tendance au gonflement de l'armée de réserve est d'autant plus forte que la vague actuelle de licenciements destinés à rétablir les profits vient se greffer sur une tendance à plus long terme. On constate en effet qu'au cours des vingt dernières années les taux de croissance de la productivité du travail se sont accélérés sous l'aiguillon de la concurrence internationale de plus en plus violente dans la plupart des grands pays (phénomène concomitant avec la baisse des taux de profit que nous avons précisément constatée, puisque tous deux sont liés à l'augmentation de la composition organique du capital : « la tendance progressive à la baisse du taux de profit général est tout simplement *une façon, propre au mode de production capitaliste, d'exprimer le progrès de la productivité sociale du travail* », écrit Marx) (17). Simultanément, les taux de croissance de la production industrielle ont tendance, eux, à ralentir. La conjonction de ces deux mouvements ne peut tendre qu'à provoquer une surpopulation relative (on voit sur le graphique de la p. 97 que dans tous les grands pays la tendance à l'accroissement du chômage date de *bien avant la crise*), et c'est pourquoi les experts gouvernementaux s'accordent à prévoir dans tous les pays des niveaux de chômage élevés pour les années à venir.

Tout en cherchant à éviter que ce gonflement de l'armée de réserve ne provoque des explosions sociales, le capital compte ouvertement sur lui pour faire pression sur les salaires ; les plans centraux de baisse des salaires sous couleur de « lutte contre l'inflation » ont évidemment le même objectif (18), qui a déjà été en partie atteint par le capital dans certains pays comme on l'a montré dans la première partie de ce rapport. Pour ce qui concerne la France, l'éditorial déjà cité de *L'Expansion* reconnaissait ouvertement que « *le véritable objectif du plan Barre, ce n'est pas de freiner les prix, mais de modifier le partage entre les salaires et les profits* ». L'offensive en vue de réduire les charges salariales du capital se développe également dans une autre direction : la réforme des systèmes de Sécurité sociale est en préparation non seulement en France, mais aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en

---

(17) *Le Capital*, Livre III, Ed. Sociales, tome VI, p. 227. Souligné par Marx.

(18) Sur ce point, voir « Inflation, profits et salaires », *Programme Communiste*, n° 63.

Allemagne et en Italie. Selon le patronat allemand par exemple (mais on reconnaît le langage international de la bourgeoisie), « *si le gouvernement veut réellement une reprise économique fermement basé sur des investissements appréciables, il doit réduire le fardeau des charges fiscales et de Sécurité sociale pesant sur les entreprises* » (19). L'hypothèse la plus communément envisagée est la réduction des « couvertures » de Sécurité sociale avec simultanément un accroissement des parts de cotisations salariales. Ainsi, sous la pression de ses propres contradictions, le capital est amené à commencer à remettre en cause les avantages et les soi-disant « garanties » qu'il avait pu, dans sa période faste, accorder à la classe ouvrière.

Qu'une reprise économique réelle prenne le relais du redémarrage qui s'était esquissé en 1976, ou que, les conditions de cette reprise n'étant pas réunies, une nouvelle crise succède plus rapidement que prévu à la précédente, la tendance générale du capital dans les années à venir ne peut donc être que d'aggraver les conditions de paupérisation et d'insécurité de la classe ouvrière.

---

(19) *Financial Times*, 22 juillet 1976.